J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 — MARDI 11 JUIN 2024 / N° 7945

Portrait
Caroline Vigneaux, l'avocate qui a tout plaqué pour devenir humoriste ●●● PAGE 20



Justice
Jugée à Genève, la richissime famille Hinduja dénonce «plaintes bidon et mensonges» ●●● PAGE 9

Science
Une app pour mieux lutter contre les bactéries multirésistantes ●●● PAGE 11

Art Basel
Rencontre avec Maike Cruse, nouvelle directrice de la grande foire ●●● PAGES 18, 19

De Paris à Bruxelles, une course fébrile aux alliances



Le président français, Emmanuel Macron, et son épouse, Brigitte, dans des isoloirs alors qu'ils votent lors de l'élection du Parlement européen. *(LE TOUQUET-PARIS-PLAGE, FRANCE, 9 JUIN 2024/HANNAH MCKAY/EPA)*

EUROPE Le raz-de-marée du RN et la dissolution de l'Assemblée nationale qui s'en est suivie plongent la France dans l'incertitude. Le gouvernement ne gère plus que les affaires courantes

■ Le premier tour des élections législatives a lieu le 30 juin, et le dépôt des déclarations de candidatures se fait dans l'urgence. Les jeux d'alliance ont débuté sans attendre

■ L'extrême droite progresse ailleurs en Europe, à l'instar de l'AfD et de Fratelli d'Italia. La première ministre Giorgia Meloni s'impose comme une faiseuse de rois à Bruxelles, où ont démarré les tractations pour redessiner le parlement

●●● PAGES 2 À 4, 10

J-4 avant le Bürgenstock

DIPLOMATIE Les préparatifs battent leur plein pour l'organisation de la conférence sur la paix en Ukraine, qui se tiendra les 15 et 16 juin dans le complexe hôtelier ultra-sécurisé nidwaldien

■ La Confédération assume de ne pas avoir invité la Russie et se félicite des quelque 90 délégations qui ont répondu présent. La rédaction du communiqué final fait déjà l'objet d'intenses discussions

●●● PAGE 8

«Les partis sont en panne d'idées»

SANTÉ Alors que deux initiatives santé ont été rejetées dimanche, les réformes restent essentielles pour régler les problèmes de fond du système. Pour y parvenir, Stéfanie Monod, professeure titulaire à l'Université de Lausanne, promeut l'adoption d'une loi fédérale sur la santé. ●●● PAGE 7

Nouvelle crise politique en Israël

PROCHE-ORIENT Le départ de Benny Gantz du cabinet de guerre du gouvernement hébreu fait vaciller les équilibres politiques. En posture délicate, le premier ministre Benyamin Netanyahou «devra choisir entre ses alliés d'extrême droite et le reste du monde», selon une ancienne députée. ●●● PAGE 6

ÉDITORIAL

L'autre pari risqué d'Emmanuel Macron

PAUL ACKERMANN
@paulac

Depuis dimanche, tous les commentateurs de la vie politique française sont d'accord pour dire qu'en dissolvant l'Assemblée nationale à la suite du succès de l'extrême droite, Emmanuel Macron a fait un «pari risqué». Mais quel pari? Celui de remporter davantage de sièges de députés, voire une majorité absolue à l'occasion des nouvelles élections législatives? Officiellement, les macronistes assurent y croire, notamment via une improbable alliance de circonstance entre tous les partis du «champ républicain» (hors Rassemblement national et France insoumise, donc). Mais l'anti-macronisme est si fort dans le pays aujourd'hui, et donc si fondamental dans l'argumentaire de tous les actuels partis d'opposition, qu'il est difficile de croire que le stratège de l'Elysée puisse être convaincu de remporter cette mise-ci à tous les coups. Tant elle semble hors de portée.

Reste l'autre pari, celui qui part du principe que le Rassemblement national sortira en tête des urnes. L'idée serait alors de lui confier la responsabilité du gouvernement pendant trois ans, en misant sur le fait que son incompétence sera alors visible, spectaculaire, indéniable. Depuis la dernière élection présidentielle, le RN mise tout, en effet, sur la discrétion et évite toute polémique, quitte à ne pratiquement jamais s'exprimer sur le fond des dossiers les plus compliqués. Son succès historique de ce week-end serait donc lié à une banalisation qui s'expliquerait par le fait qu'il vit caché.

> *Le Rassemblement national mise tout sur la discrétion et évite toute polémique*

Dans l'esprit de ceux qui évoquent ce second stratagème, il permettrait d'éviter une élection de Marine Le Pen à la plus haute des fonctions en 2027, ce qui représente la vraie prise du pouvoir dans le système très présidentiel de la France. L'honneur et la santé de la nation seraient alors saufs.

Mais cette trame ne séduit pas grand monde. Même de nombreux soutiens d'Emmanuel Macron ne veulent pas y croire. Eux-mêmes jugent que ce scénario serait extrêmement dommageable pour un pays qui a tant de défis à relever en urgence. Avec un programme RN jugé irresponsable, ne serait-ce qu'en termes budgétaires, le prix de ce coup de poker serait énorme. Il abîmerait le pays dans tous les cas. Sans parler des risques de tensions violentes dans une population soumise à une politique d'extrême droite. Et le tout, sans aucune garantie de gagner au bout du compte. Car la popularité de Donald Trump l'a bien montré aux Etats-Unis, l'épreuve du pouvoir est loin de garantir les échecs futurs des populistes. ▬

La France plongée dans l'incertitude

LÉGISLATIVES ANTICIPÉES Quelles alliances? Quels délais? Qui gouverne? L'urgence qu'a imposée Emmanuel Macron avec son annonce surprise de dissolution de l'Assemblée nationale dimanche soir soulève de nombreux angles morts

PAUL ACKERMANN, PARIS
@paulac

Emmanuel Macron a pris tout le monde par surprise en annonçant dimanche soir la dissolution de l'Assemblée nationale française. Résultat: la plupart des partis politiques et même des administrations n'étaient pas prêts. Le premier tour de ces élections législatives doit pourtant avoir lieu dans trois semaines seulement, le 30 juin. Cette nouvelle campagne se lance donc avec un flou entourant plusieurs questions fondamentales. Tour d'horizon.

Quelles sont les forces en présence?

C'est la principale interrogation qui rend quasi impossible toute projection sur les résultats de ces élections et donc, sur l'avenir politique de la France. A part le Rassemblement national (et encore, les liens avec les zemmouristes restent à définir), aucun camp n'a clairement tranché sur les alliances prévues pour pouvoir obtenir ne serait-ce qu'une majorité relative.

Le camp du président de la République est effectivement fragile. Le parti de l'ancien premier ministre de centre droit Edouard Philippe (Horizon) a montré des signes d'hostilité ces dernières semaines et ne s'est toujours pas prononcé sur cette dissolution. Ce qui n'empêche pas les macronistes d'espérer au contraire élargir leur coalition. Dès dimanche soir, Stéphane Séjourné, secrétaire général du parti présidentiel (Renaissance) a lancé un appel à «la mobilisation de toutes les forces républicaines». Les députés sortants issus du «champ républicain» ne trouveront pas de macroniste face à eux «s'ils sont en accord avec le projet présenté», a-t-il promis. «L'objectif est que se rassemblent, dans un projet de coalition, toutes les forces qui ne sont pas le Rassemblement national et La France insoumise», clarifie Marc Ferracci, le député macroniste des Français de Suisse, qui a d'ores et déjà annoncé qu'il se représentait. Si une alliance avec la droite traditionnelle des Républicains est envisageable, malgré les multiples tentatives ratées de ces derniers mois, un ralliement de la gauche semble moins probable tant sa critique du macronisme a été virulente.

Prise au dépourvu, la gauche, justement, aura du mal à se remettre des déchirements qui ont marqué la campagne européenne. Ce camp ne sait donc pas s'il va pouvoir réitérer l'al-



Dimanche soir, l'annonce de dissolution de l'Assemblée nationale lors de l'allocution télévisée d'Emmanuel Macron a créé la surprise. *(PARIS, 9 JUIN 2024/ PATRICK BERNARD/ BESTIMAGE/ IMAGO IMAGES)*

«En trois semaines, on est pris de court»

DISSOLUTION Emmanuel Macron met un coup de pied dans la fourmilière politique française. Immersion dans les QG des partis d'opposition et dans les rues de Paris

En sortant de la soirée électorale du Rassemblement national dimanche soir à l'orée du bois de Vincennes, à Paris, Paloma, jeune militante RN de 24 ans le reconnaît, «un énorme coup de stress a parcouru la salle» quand Emmanuel Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette étudiante en marketing de banlieue parisienne est inquiète. Elle a peur des «coups tordus» et de l'épreuve du pouvoir si son parti devait se retrouver au gouvernement dans une cohabitation avec ce président. «On repart pour un tour et on est très motivés», ajoute-t-elle cependant, se réjouissant déjà des distributions de tracts et des meetings à venir après ces semaines de campagne.

Pas de miracle

Si Marine Le Pen se dit prête et se réjouit officiellement de la décision présidentielle, la fébrilité est palpable au sein de ses troupes. Car le président de la République a pris tout le monde de court avec son annonce, suite à l'énorme victoire de l'extrême droite française aux élections européennes. Les plus de 30% du RN étaient tout de même prévus de longue date par les sondages.

A quelques kilomètres du Bois de Vincennes, on peut lire «Liberté, équité, utopie» sur la façade de La Bellevilloise. C'est dans cette salle de concert pointue des quartiers populaires du nord de Paris que le Parti socialiste organisait sa soirée électorale. La liste menée par Raphaël Glucksmann était effectivement donnée à 0,5% de celle des macronistes par les derniers sondages de vendredi soir. Un miracle était possible. Il n'a pas eu lieu mais le PS est bien remonté presque à la hauteur du parti présidentiel, autour des 15%.

Et dans ce QG aussi, on était sous le choc. Julie, supportrice de la première heure de Raphaël Glucksmann, trouve, tout comme son leader, «irresponsable» la décision d'Emmanuel Macron de convoquer des élections législatives aussi vite (le premier tour aura lieu le 30 juin prochain et le second le 7 juillet). «On n'est pas du tout prêts, lui savait très bien ce qu'il allait faire. Il est le garant des institutions et il joue avec. Je suis atterrée.»

Dans la même salle, Stanislas, sympathisant de 48 ans qui a «redécouvert que le PS existait grâce à cette campagne», était dès le départ convaincu qu'il faudrait à l'avenir se rapprocher des écologistes et repenser la relation avec Les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon, «car les idées sont poreuses entre tous les militants de la gauche française». Pour lui, ces électeurs «subissent» les tensions entre les appareils des partis mais sont tout à fait prêts à s'aligner. «Il y a des petites phrases qui ne passent plus mais il faut réussir à s'entendre, on n'a plus le choix maintenant», conclut-il. «Bien sûr on va discuter de l'union, ajoute Julie. Mais en trois semaines on est pris de court.»

«La jeunesse emmerde le Front national»

Dimanche soir, l'annonce présidentielle a d'ailleurs agi comme un coup de pied dans la fourmilière du paysage politique. Et en particulier à gauche. Que ce soit dans la salle de La Bellevilloise ou sur les plateaux télé, les figures du PS et de tous les autres partis se pressaient pour partager leur vision de la nouvelle unité qu'ils appelaient presque tous de leurs vœux. Mais cela se faisait souvent au travers de propos contradictoires. Les débats s'annoncent tendus dans les prochains jours.

«La jeunesse emmerde le Front national», scandait quant à lui le public dans la salle, en souvenir des slogans d'une époque où le PS était au sommet. On pouvait entendre le même slogan un peu plus loin, place de la République, où quelques centaines voire milliers de jeunes se sont réunis dans la nuit pour crier leur rejet de l'extrême droite. On y entendait aussi des slogans pour l'unité de la gauche, tout comme à La Bellevilloise. Le début d'un mouvement. Ou une utopie? ■ P.A.

Les départements frontaliers

FRANCE VOISINE Parmi les six circonscriptions touchant la Suisse, la Haute-Savoie est la seule à avoir moins voté pour le RN que la moyenne nationale

MARC GUÉNIAT

La flamme qui fait vibrer les six départements français jouxtant la Suisse n'est pas olympique, mais frontiste. Dans cinq d'entre eux, le Rassemblement national (RN) a réalisé, avec sa liste «La France revient!», un score plus élevé que dans le reste du pays, la moyenne nationale étant établie à 31,5%. En ajoutant le résultat de l'autre liste d'extrême droite, «La France fière» de Marion Maréchal, soutenue par Eric Zemmour, la «vague brune» qui a déferlé sur l'Hexagone dépasse 40% dans le Jura, l'Ain, le Haut-Rhin et le Territoire de Belfort.

A l'issue des élections européennes, ce raz-de-marée est légitimé par une participation qui dépasse la moyenne nationale, comme dans le Doubs et le Jura. Si les électeurs de ces six départements ont préféré l'original à la copie, selon la formule de Jean-Marie Le Pen, ils ont offert aux Républicains un score plus élevé que dans le reste du pays. Le parti hésite à rallier le RN en vue des élections législatives, prévues le 30 juin, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président Emmanuel Macron. Dans quatre d'entre eux, la formation de droite dépasse La France insoumise (LFI), contrairement à ce qui s'observe ailleurs en France.

Seules 17 des 279 communes de Haute-Savoie échappent à la mainmise du RN

La Haute-Savoie est le seul des six départements à avoir moins voté que le reste du pays en faveur d'un programme défendant la chrétienté face à l'islamo-gauchisme, «nos» valeurs face au wokisme. Jordan Bardella et Marine Le Pen enre-

liance qui avait marqué les dernières élections législatives, la fameuse Nupes (pour Nouvelle Union populaire écologique et sociale) sous domination de son aile radicale, celle des mélenchonistes. Si les leaders socialistes, écologistes et communistes ainsi que certains Insoumis comme le très en vue député François Ruffin ont appelé à un «front populaire», Raphaël Glucksmann, l'intellectuel parisien qui a mené la liste socialiste au succès dans ces européennes malgré les violentes attaques des plus radicaux, a clairement écarté la possibilité d'approuver une alliance sous domination mélenchoniste. Jean-Luc

Le gouvernement continue à gérer les affaires courantes mais les lois en cours de consultation sont en suspens

Mélenchon et les siens multiplient, quant à eux, les prises de parole pour imposer leur vision de l'alliance, même si le ton agressif vis-à-vis des socialistes semble être mis en sourdine. La France insoumise a proposé une réunion aux autres partis de la gauche française ce lundi après-midi.

Une première étape de tractations qui prendront certainement quelques jours, malgré l'urgence des délais. Et ce, pour pratiquement tous les partis politiques français.

Les délais sont-ils trop courts?

Un débat juridique sur le calendrier des élections s'est ouvert dès dimanche soir. Le code électoral stipule que les déclarations de candidatures doivent être déposées à la préfecture «le quatrième vendredi précédant le jour du scrutin», ce qui donnerait vendredi dernier dans le cas qui nous concerne. Certains opposants crient donc à l'illégalité des délais très courts imposés par Emmanuel Macron.

«L'article 12 de la Constitution est très clair, répond Marc Ferracci. Il dit que les élections législatives doivent avoir lieu entre 20 et 40 jours après la dissolution. Le président a choisi la fourchette basse. Je sais que le code électoral dispose qu'il faut convoquer les élections avec un peu plus de champ, mais la réalité, c'est que la Constitution s'impose à la loi dans notre hiérarchie des normes.»

Qui gouverne la France dans les mois qui viennent?

Avec des élections à si court terme, on peut se demander ce que valent les engagements pris par Emmanuel Macron et son gouvernement, notamment la semaine passée à propos de l'aide à l'Ukraine. «Ce qui relève du domaine réservé du président et qui n'engage pas de validation par le parlement a toujours de la valeur, répond Marc Ferracci. S'il devait y avoir une autre majorité à l'Assemblée nationale, on verra suivant les sujets ce qui peut être remis en question dans ce qui a été fait et dans ce qui est prévu par le président de la République.»

Dans l'immédiat, l'Assemblée nationale dissoute n'existe plus, les députés et leurs assistants n'ont plus que quelques jours de salaire devant eux et le gouvernement continue à gérer les affaires courantes mais les lois en cours de consultation, comme celle sur la fin de vie, sont en suspens. Le projet de loi constitutionnelle sur le corps électoral en Nouvelle-Calédonie, qui avait mis le feu à l'archipel, ne pourra pas non plus être validé par le Congrès avant l'été. La très critiquée réforme de l'assurance chômage devait, quant à elle, passer par décret, sans vote à l'Assemblée. On voit cependant mal comment un tel passage en force pourrait suivre son cours en pleine campagne.

La question se posera, par ailleurs, de la prise de pouvoir d'un nouveau gouvernement à quelques jours des Jeux olympiques. Si Emmanuel Macron réussit à monter une improbable alliance, les choses pourraient se passer en douceur. Si c'est le jeune Jordan Bardella, 28 ans, profil privilégié par le RN pour le poste de premier ministre, qui doit former un gouvernement mi-juillet sur la base de ses troupes très inexpérimentées, la question sera bien plus délicate à quelques jours de la cérémonie d'ouverture. Et ce, même si le président du CIO Thomas Bach a affirmé ce lundi que ce «processus démocratique ne va pas perturber les JO». A côté de lui, à l'occasion d'une visite à Paris, la maire socialiste de la capitale française, Anne Hidalgo, a tout de même ajouté que cette situation était «extrêmement troublante». ▬

MAIS ENCORE

Législatives en France: l'extrême droite en tête des intentions de vote
Le parti d'extrême droite français Rassemblement national recueille 34% d'intentions de vote pour les législatives anticipées, soit plus de 15 points de plus qu'il y a deux ans, selon un sondage paru hier, au lendemain de l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée nationale. Dans cette étude Harris Interactive-Toluna pour les médias français «Challenges», M6 et RTL, la gauche unie recueille 22% d'intentions de vote (25,7% des suffrages recueillis en 2022), le camp macroniste 19% (contre 25,8%), et le parti de droite Les Républicains 9% (contre 11,3%). (AFP)

Une extrême droite divisée

PARLEMENT EUROPÉEN Les tractations post-électorales ne font que débuter. Les groupes ECR et ID devraient gagner des sièges. Mais, en proie à de profondes divergences, les formations d'extrême droite peinent à s'unir

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
𝕏 @vdegraffenried

Les conservateurs du PPE qui consolident leur place de premier groupe au Parlement européen, une claque magistrale pour Les Verts et surtout une progression des formations d'extrême droite. Au lendemain du scrutin du 9 juin, l'Union européenne (UE) se réveille avec un nouveau visage, tuméfié. Et des interrogations.

A quel point les nouveaux sièges attribués aux formations de droite dure, grâce notamment aux succès du Rassemblement national en France (qui pourrait envoyer une trentaine d'eurodéputés au Parlement européen), du FPÖ en Autriche ou encore de Fratelli d'Italia, vont-ils bousculer les équilibres? A ce stade, les Conservateurs et Réformistes européens (ECR) – où siègent notamment Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, le PiS polonais, le Vox espagnol et le parti français Reconquête – arrivent derrière le PPE (186, +10), les S & D (135, -4) et Renew Europe (79, -23), avec 73 sièges (+4). Et Identité et Démocratie (ID) – qui regroupe entre autres le Rassemblement national, la Ligue italienne et le PVV du Néerlandais Geert Wilders – remporterait 58 sièges (+9), devant Les Verts qui perdent 18 sièges (53) et la Gauche (36, -1).

Mais les contours d'ECR et d'ID vont évoluer ces prochains jours, une centaine de sièges n'étant encore liés à aucun groupe. L'une des entités pourrait même devancer Renew Europe. Première décision tombée lundi: l'AfD, expulsée du groupe ID peu avant le scrutin, a décidé d'interdire à sa tête de liste Maximilian Krah, empêtrée dans plusieurs scandales, de siéger au Parlement européen. Avec l'espoir pour les 16 eurodéputés allemands de cette formation de pouvoir à nouveau intégrer ID.

Discussion avec Marine Le Pen mercredi

L'extrême droite autrichienne lui tend en tout cas déjà la main. Harald Vilimsky, tête de liste du FPÖ aux élections, a fait savoir qu'il en discuterait mercredi avec la présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen. Plusieurs pays auront par ailleurs pour la première fois des élus nationalistes au Parlement européen, qu'il faudra bien caser quelque part. C'est le cas par exemple du Portugal et de la Roumanie.

Au total, les droites radicales souverainistes et nationalistes – mais divisées – pourraient ainsi représenter près d'un quart des 720 sièges. Pour l'heure, la composition des groupes ressemble encore à une bouteille à encre, tant il est difficile d'imaginer certaines collaborations. Mais pour ECR et ID, la chasse aux membres supplémentaires est ouverte.

Le Fidesz de Viktor Orban espère par exemple rejoindre ECR, où siège Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni. Or le premier est pro-Russe, refuse de livrer des armes à l'Ukraine, alors que la première ministre italienne fait partie des défenseurs de l'Ukraine, et ne s'épanche pas en diatribes anti-Bruxelles et anti-OTAN comme son collègue hongrois. Même s'ils se retrouvent sur d'autres points.

«Unification de la droite»

Le positionnement des autres partis par rapport à ces extrêmes sera fondamental. Or le PPE s'est déjà distingué le 8 mai en refusant de signer une déclaration pour s'engager à ne «jamais coopérer ni former de coalition avec les partis d'extrême droite et radicaux». Une déclaration signée par tous les autres grands groupes en dehors d'ECR et ID.

Tant la présidente du RN, Marine Le Pen, que le premier ministre souverainiste hongrois, Viktor Orban, dont le Fidesz a par ailleurs enregistré le plus mauvais score depuis qu'il est de retour au pouvoir, appellent à une «unification de la droite». Un concept qui reste vague. Quelle droite? C'est précisément ce point qui va faire l'objet d'âpres discussions. Dans la douleur ou pas. Le PPE risque de devoir faire des compromis ponctuels. Les législatives françaises, convoquées pour le 30 juin et le 7 juillet, devraient d'ailleurs, selon les résultats du RN, peser sur les discussions. Une nouvelle période d'incertitudes s'ouvre. ▬

POUSSÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET CHUTE DES VERTS ET DES LIBÉRAUX
Projections du Parlement européen



* Le Parlement comptait 705 sièges lors de la précédente législature | Graphique: Le Temps | Source: Parlement européen

...ont plébiscité l'extrême droite

gistrent un peu moins de 30% des bulletins. Mais Marion Maréchal fait mieux qu'ailleurs en France. La liste présidentielle «Besoin d'Europe», emmenée par Valérie Hayer, a aussi convaincu davantage que dans le reste du pays, avec plus de 16% des votes, tout comme les écologistes. Les socialistes, avec «Réveiller l'Europe», et LFI ont un score comparable à la moyenne nationale.

Majorité absolue à Magland

Seules 17 des 279 communes de Haute-Savoie échappent à la mainmise du RN. C'est le cas aux frontières, à Collonges-sous-Salève ou Saint-Gingolph, ainsi qu'à Chamonix et Vallorcine. A l'inverse, Magland, qui abrite la station de ski de Flaine, a offert la majorité absolue au RN.

Dans l'Ain, le score cumulé de l'extrême droite s'élève à 42,5%. Seules 11 de ses 392 communes ne sont pas acquises au RN. Parmi elles, la plupart ont opté pour la macronie, comme à Divonne-les-Bains. Ferney-Voltaire a offert son vote à LFI; le parti de Marine Le Pen ne figure qu'en quatrième position.

Dans le Territoire de Belfort, aucune commune n'échappe à Marine Le Pen. A Lamadeleine-Val-des-Anges, bourg rural des Vosges, le RN rafle 76,9%. Au total, plus de 42% des électeurs du département adoubent la droite dure, quand près de 10% des suffrages vont à LFI, qui y obtient son meilleur résultat parmi les six départements. Les listes macroniste, socialiste et écologiste sont en dessous de leur résultat national.

Le Doubs colle au plus près du résultat national. Seuls les Républicains et LFI y réalisent un score plus élevé. Les rares communes qui n'ont pas privilégié le RN s'éparpillent entre les différentes listes. La situation est analogue dans le Jura, à ceci près que le RN est proche de 35%. Les miettes sont partagées entre les socialistes et le parti présidentiel.

Touchant la Suisse et l'Allemagne, le Haut-Rhin offre, lui aussi, une très large victoire au RN et son allié idéologique, avec plus de 42% des voix. Seules six communes se distinguent, dont celle de Mulhouse qui vote d'abord LFI. L'exception qui confirme la règle. ▬

COMMENTAIRE

Une progression qui va marquer le climat politique

Le nouveau Parlement européen, sorti des urnes le 9 juin, est donc marqué par un virage à droite, avec une percée des formations de droite dure et d'extrême droite. Cela ne restera pas sans conséquences, majeures, sur des dossiers aussi importants que la guerre en Ukraine, la migration ou encore les questions climatiques.

En France, la progression du Rassemblement national, avec 32% des voix, a créé un séisme politique, poussant Emmanuel Macron à dissoudre l'Assemblée nationale. En Autriche, le FPÖ se hisse au premier rang, une percée historique. La première ministre italienne, Giorgia Meloni, réussit également son pari avec son parti post-fasciste Fratelli d'Italia, qui a recueilli près de 29% des voix. Et en Allemagne, l'AfD parvient, malgré les scandales, à dépasser les sociaux-démocrates du chancelier Olaf Scholz. Voilà pour les principaux résultats.

Bien sûr, le Fidesz du premier ministre souverainiste hongrois Viktor Orban a perdu des plumes, tout en restant à la première place. Bien sûr, l'extrême droite a reculé dans les pays nordiques, au profit des partis de gauche et écologistes. En Pologne, le parti centriste pro-européen du premier ministre Donald Tusk est arrivé devant le parti nationaliste populiste Droit et justice (PiS). Et en Slovaquie, la formation Smer-SD du premier ministre pro-russe Robert Fico, qui a survécu à une tentative d'assassinat, s'est fait dépasser par le parti libéral. Mais les progressions les plus marquantes de l'extrême droite ont eu lieu chez nos voisins directs. Au cœur de l'Europe. C'est bien ce qu'il faut retenir.

Pas de bloc homogène

Reste désormais à évaluer le poids qu'elle aura, à l'échelle de l'UE. Courtisée à la fois par la présidente du RN, Marine Le Pen, et par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, Giorgia Meloni apparaît plus que jamais comme un personnage clé de ces élections, dans le rôle de faiseuse de rois. Réparties au sein des groupes ECR et ID, les différentes formations d'extrême droite ne constitueront, cependant, jamais de bloc homogène, animées par des querelles internes et des divisions marquées, notamment à propos de la guerre en Ukraine et des liens avec le Kremlin. N'en déplaise à Marine Le Pen, qui s'est mise à rêver d'un super-groupe d'extrême droite.

Mais des surprises ne sont pas exclues, alors que les tractations démarrent à Bruxelles. Le visage du Parlement pourrait bien subir encore quelques liftings plus ou moins disgracieux. Environ 100 sièges, dans les catégories «autres» et «Non-inscrits», ne sont encore affiliés à aucun groupe. La plupart sont susceptibles de rejoindre les rangs d'ID et d'ECR. Ou de créer un nouveau groupe. Parmi les formations d'extrême droite encore SDF se trouvent le Fidesz hongrois, la Republika slovaque, l'AUR roumain ou encore le SALF espagnol.

Bien qu'hétérogène, la vague brune va se muer en une minorité de blocage et durablement marquer le climat politique. Ursula von der Leyen appelle à «construire un rempart contre les extrêmes». Or ce rempart comporte déjà des fissures. Car elle-même, à des fins électorales, tend sa main à Giorgia Meloni. ▬ VDG

Coup de massue à droite pour Olaf Scholz

ALLEMAGNE Le scrutin européen s'est avéré être une claque pour la politique gouvernementale du chancelier. Ukraine, immigration, problèmes économiques, les craintes des électeurs ont profité à la droite et à l'extrême droite

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN

Les leçons du scrutin européen en Allemagne? D'abord, le plus grand pays du continent n'échappe pas au glissement à droite avec le retour des chrétiens-démocrates (CDU/CSU) comme première force politique, et 30% des voix. Une victoire de bon augure pour un parti qui vise la chancellerie dans quinze mois. D'après le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ce succès est «avant tout celui de Friedrich Merz», le patron de la CDU, qui a fait glisser sa famille politique à droite après des années de centrisme merkelien. Sa ligne semble aussi avoir bénéficié d'un rejet massif de la politique gouvernementale actuelle, en une période marquée par la guerre en Ukraine, une forte inflation, de mauvaises performances économiques, des craintes de désindustrialisation et les peurs liées à la transformation écologique.

Olaf Scholz, un message de paix illisible

Autre signe du glissement à droite, la très forte progression du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD). Avec 15,9% des voix, il s'impose comme deuxième force politique du pays, malgré les multiples scandales des derniers mois, entre projets de «remigration» de millions d'étrangers, soupçons de financement par la Russie, d'espionnage pour la Chine et propos révisionnistes de la tête de liste Maximilian Krah. «La campagne médiatique contre nous n'a pas fonctionné», s'est félicité le chef du parti Tino Chrupalla. La victoire de l'AfD est, ici aussi, de bon augure à deux mois d'importantes élections régionales dans l'est du pays où celle-ci a confirmé son leadership. Radicalisée, décomplexée, anti-écologistes et anti-immigrés, l'AfD a d'autant plus de raison de jubiler qu'elle effectue une percée chez les jeunes et se place première parmi les 16-24 ans, à 17% ex æquo avec la CDU/CSU. Un tremblement de terre électoral aux possibles répercussions sur le long terme.

Au centre du paysage politique en revanche, c'est la débandade, avec une claque sans précédent pour la coalition tripartite du chancelier Olaf Scholz. Les sociaux-démocrates n'arrivent qu'en troisième position, avec 14% des suffrages. Le coup est très dur pour le chancelier qui avait fait le choix de s'afficher sur presque toutes les pancartes de son parti. Son positionnement en tant que «chancelier de la paix» a été jugé illisible par une partie des électeurs. Sans compter deux années et demie de chaos avec les partenaires écologistes et libéraux et les craintes pour l'avenir du modèle allemand. «Le gouvernement tricolore est désavoué» commente l'élu CDU Jens Spahn, en demandant au chancelier de «poser la question de confiance au Bundestag».

> «Cette élection montre de fortes tensions sur le soutien à l'Ukraine et l'immigration»
> JOSEF JANNING, CENTRE DGAP DE BERLIN

Si le SPD d'Olaf Scholz ressort groggy, les écologistes, eux, sont aujourd'hui K.-O. puisqu'ils endurent une chute de plus de 8 points, remportant un petit 12% des voix. «Ils sont sanctionnés de toutes parts car ils sont jugés trop timorés par les écologistes convaincus et trop radicaux par les électeurs du centre», commente le politologue Karl-Rudolf Korte. «Les Verts polarisent presque autant que l'AfD», commente de son côté le quotidien bavarois *Augsburger Allgemeine*. Seuls les libéraux du FDP, troisième partenaire de la coalition fédérale, poussent un soupir de soulagement en se stabilisant à 5%.

Encore plus prudent sur l'Ukraine

«Au-delà de l'impopularité du gouvernement, cette élection montre de fortes tensions sur le soutien à l'Ukraine et l'immigration», constate Josef Janning, du centre DGAP de Berlin. «Le gouvernement allemand va être encore plus nerveux dans les prochains mois et Olaf Scholz va être encore plus prudent que par le passé sur l'Ukraine et l'Europe», prévoit ce politologue.

Quelles conséquences en interne tirera le chancelier? Posera-t-il la question de confiance comme le demande l'opposition? Rien n'est moins sur de la part d'un social-démocrate connu pour sa prudence. Il pourrait en revanche revoir ses plans personnels et ne pas se représenter à la Chancellerie pour les législatives de 2025. Même les Verts se posent la question de présenter ou non un candidat, eux qui avaient rêvé de ce poste en 2021. Les conséquences politiques de ce scrutin européen qui semblait peu intéresser pourraient donc s'avérer bien plus importantes que prévu. ▬



La cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, sort renforcée de ce scrutin européen, à Rome comme à Bruxelles. *(ROME, 10 JUIN 2024/FILIPPO MONTEFORTE/AFP)*

Giorgia Meloni a désormais les coudées franches

ITALIE La formation de la première ministre s'impose dans quatre des cinq circonscriptions de la péninsule, devançant largement les alliés de sa majorité

ANTONINO GALOFARO, MILAN
𝕏 @ToniGalofaro

Jamais si peu d'Italiens n'auront voté depuis le premier scrutin de l'après-guerre, lorsqu'ils furent appelés en 1946 à choisir entre république et monarchie suite à la chute du régime fasciste. Moins d'un électeur sur deux s'est rendu dans un bureau de vote en Italie. La victoire de la formation de Giorgia Meloni est ainsi ternie par une abstention record de 50,31%. Ce chiffre n'a toutefois pas gâché la fête de la présidente du Conseil des ministres. «Ils nous ont vus arriver, mais ils n'ont pas réussi à nous arrêter», a lancé Giorgia Meloni dans la nuit, alors que le dépouillement des bulletins de vote était encore en cours. Sa victoire était donnée pour acquise.

Fratelli d'Italia reste donc le premier parti d'Italie. La première ministre se réjouit même d'avoir amélioré le score obtenu lors des élections législatives de 2022 qui lui avaient permis de prendre le pouvoir. Le parti nationaliste recueillait alors 25,98% des voix contre 28,81% ce week-end. Il maintient ainsi son hégémonie sur la scène politique nationale et s'impose désormais en Europe comme une force politique incontournable. Lors de la dernière tournée électorale européenne de 2019, il n'avait convaincu que 6,46% des électeurs.

Ainsi, en invitant les Italiens durant toute la campagne à voter «pour Giorgia», la présidente des «Frères d'Italie» a remporté son pari: en jouant la carte de la proximité avec «le peuple», elle reste la figure politique la plus appréciée dans la Botte. Et, surtout, au sein de la coalition au pouvoir. Ses alliés de Forza Italia, le parti fondé par Silvio Berlusconi, et de la Ligue, la formation de Matteo Salvini, ont recueilli chacun un peu plus de 9% des voix. La première ministre entame donc une nouvelle phase de son mandat. Elle peut désormais imposer son agenda au détriment de celui des deux autres partis de droite. La première conséquence pourrait par exemple être une accélération de sa réforme constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président du Conseil et la mise de côté du projet de loi tant souhaité par Matteo Salvini sur l'autonomie régionale.

Deux femmes en tête

En misant sur sa personne lors de la campagne électorale, Giorgia Meloni a aussi réussi à écarter les forces ayant gouverné la péninsule ces dernières années; la Lega mais aussi le Mouvement 5 étoiles, lui aussi sous le seuil des 10% d'électeurs convaincus. «Les résultats voient le populisme de [l'ancien premier ministre] Giuseppe Conte et de Matteo Salvini, dominant il y a seulement quelques années, asséché par un mélonisme n'apparaissant désormais plus éphémère», écrivait hier *Il Corriere della Sera*. Les commentateurs politiques se réjouissent du retour d'un bipolarisme entre la droite, amputée en italien de son préfixe «extrême», et la gauche. Avec un score de 24,03%, le Parti démocrate mené par l'Italo-Suisse Elly Schlein est en effet le deuxième parti du pays. Les deux femmes à la tête des deux principales formations politiques italiennes se partagent plus de la moitié de l'électorat. Les observateurs les plus pessimistes réservaient aux démocrates italiens le même destin tragique que les socialistes français. Or comme les Fratelli d'Italia, ils sortent renforcés de ce scrutin.

Si, vue de Rome, la situation semble claire, elle l'est moins vue de Bruxelles. Giorgia Meloni, à la tête de conservateurs disposant aujourd'hui de 72 élus, choisira-t-elle de soutenir, comme elle l'a fait ces deux dernières années, la présidente sortante de la Commission Ursula von der Leyen? Ou préférera-t-elle se rapprocher du groupe Identité et démocratie de Marine Le Pen et de Matteo Salvini? «Le fait que les gouvernements allemand et français aient été victimes de séismes impose la recherche d'un nouveau leadership européen dans lequel l'Italie de Giorgia Meloni pourrait s'insérer, commente *Il Corriere della Sera*. Car ces cinq prochaines années, ce ne seront pas seulement les droites et les gauches qui s'opposeront, mais avant tout deux modèles de droite. L'une européiste, l'autre nationaliste. L'une proche de l'OTAN, l'autre attirée par la Russie et, aux Etats-Unis, par Donald Trump.» Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni s'inscrit dans le premier modèle. ▬

SUR LE FIL

■ **Le parti allemand d'extrême droite AfD a exclu sa tête de liste controversée, Maximilian Krah**, de son groupe d'eurodéputés qui sera dirigé par un proche de l'homme fort du parti. L'AfD est arrivé en deuxième place du scrutin européen en Allemagne. L'avocat de 47 ans avait déjà été écarté de la fin de la campagne électorale après avoir estimé qu'un SS n'était pas «automatiquement un criminel». Il avait dans la foulée été interdit de meeting électoral et banni des instances dirigeantes. Comme le deuxième élu sur la liste de l'AfD s'est lui aussi mis hors jeu – il est dans le viseur de la justice pour des financements russes illicites qu'il aurait perçus – c'est René Aust, le numéro trois qui va diriger le groupe des 14 eurodéputés de l'AfD. AFP

■ **Yolanda Diaz, numéro trois du gouvernement espagnol** et cheffe de file du parti d'extrême gauche Sumar, a annoncé hier qu'elle abandonnait la direction de sa formation après de mauvais résultats aux élections européennes, remportées en Espagne par la droite. L'extrême gauche espagnole a reculé, passant de six sièges en 2019 à cinq dans un contexte de divisions entre Sumar, qui a remporté trois sièges, et Podemos, qui en a obtenu deux. AFP

■ **L'extrême droite a subi un coup d'arrêt dans les pays nordiques** aux élections européennes, à contre-courant du reste du continent, faute d'avoir su imposer ses thématiques, selon les experts. En Suède et en Finlande, les partis d'extrême droite ont subi des déconvenues, loin de leurs attentes. AFP

■ **Le Kremlin a déclaré hier suivre «avec attention» la montée des partis d'extrême droite**, souvent considérés comme plus favorables à la Russie, en Europe et en France. «La majorité [au Parlement européen] sera pro-européenne et pro-ukrainienne […] mais nous pouvons voir la dynamique des partis de droite qui gagnent en popularité», a noté le porte-parole de la présidence russe. AFP

■ **La militante italienne d'extrême gauche Ilaria Salis, en procès et menacée de prison en Hongrie** car soupçonnée d'avoir attaqué des néonazis présumés, sera bientôt libre grâce à l'immunité obtenue en étant élue eurodéputée, a indiqué hier son avocat. Ilaria Salis, 39 ans, assignée à résidence à Budapest après de long mois en détention et qui était apparue à son procès en début d'année dans des conditions humiliantes, enchaînée et les pieds liés, a obtenu plus de 160000 voix et siégera au Parlement européen. AFP



Officiellement, Benny Gantz (à gauche sur l'affiche) quitte le gouvernement israélien car il estime que le premier ministre Benyamin Netanyahou (à droite) ne lui a pas fourni de «plan d'action» pour l'après-guerre à Gaza. *(IMAGO IMAGES/UPI PHOTO)*

«Netanyahou n'a plus de fusible»

ISRAËL La démission de Benny Gantz, ex-chef de l'armée et principal rival politique du premier ministre, place ce dernier en délicate posture et attise encore les déséquilibres entre sa politique nationale et internationale

CHARLOTTE GAUTHIER, JÉRUSALEM
𝕏 @chagauthier

Voici Israël face à une nouvelle crise politique après le départ de Benny Gantz du cabinet de guerre du gouvernement, formé en urgence après les attaques du Hamas du 7 octobre dernier. Officiellement, l'ancien chef d'état-major israélien démissionne car Benyamin Netanyahou ne lui a pas fourni de «plan d'action» pour l'après-guerre à Gaza. Plan qu'il avait exigé le 18 mai dernier, sans quoi il s'en irait. Sa menace est donc mise à exécution. «Mais en vérité, Benny Gantz estime s'être fait humilier pendant bien trop longtemps par Benyamin Netanyahou, qui ne tenait absolument pas compte de ses avis. Il fallait qu'il parte pour ne pas être perçu comme la caution politique centriste de Netanyahou. Cette situation ne pouvait plus durer», analyse une source diplomatique israélienne. Elle rappelle que ces dernières semaines, l'ex-chef des armées perdait lentement mais sûrement des points dans les sondages.

Les conséquences politiques de sa démission paraissent pour l'instant limitées. Le gouvernement ne chute pas, le premier ministre gardant sa courte majorité au parlement avec les 64 députés de sa coalition de partis d'extrême droite et ultraorthodoxes juifs. Mais Benyamin Netanyahou se retrouve désormais en première ligne. «Il sera beaucoup plus exposé aux critiques. De la part de ses alliés d'extrême droite, mais aussi de ses partenaires plus centristes, et de la part de l'allié américain. Toute la responsabilité et les pressions retomberont sur lui personnellement. Il n'a dorénavant plus de fusible», relève le diplomate israélien interrogé par *Le Temps*.

> **«Il devra choisir entre ses alliés d'extrême droite et le reste du monde»**
> KSENIA SVETLOVA, ANCIENNE DÉPUTÉE ISRAÉLIENNE

Le départ de Benny Gantz fait ainsi «vaciller les équilibres politiques», avertit Ksenia Svetlova, chercheuse rattachée au think tank américain Atlantic Council. Elle en veut pour preuve la lettre officielle rédigée dès dimanche soir par le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir. Le chef du parti d'extrême droite Otzma Yehudit y a «exigé» d'entrer au cabinet de guerre. «Les partenaires d'extrême droite [les sionistes religieux] Ben-Gvir et Smotrich, qui sont pro-colonisation à Gaza, pour une guerre coûte que coûte, vont demander de plus en plus d'influence dans la prise de décision. Et Benyamin Netanyahou aura du mal à les satisfaire tout en maintenant un certain équilibre avec ses partenaires américains, européens et ses voisins arabes. Ce qui entraînera un immense manque de légitimité.»

L'ancienne députée israélienne Ksenia Svetlova estime que ces «nouvelles dynamiques» au sein du cabinet de guerre mèneront à la «déstabilisation à terme» du gouvernement. «Au bout du compte, Netanyahou devra choisir entre ses alliés d'extrême droite, qui garantissent sa survie politique, et le reste du monde», conclut-elle.

Vœu pieux

Plus tôt dans la semaine, le parti de Benny Gantz avait justement déposé un projet de loi pour dissoudre le parlement et tenir des élections anticipées. Demande qu'il a réitérée auprès de Benyamin Netanyahou, dimanche lors de l'annonce de sa démission. Fin de non-recevoir du premier ministre israélien. «Israël est engagé dans une bataille existentielle sur plusieurs fronts. Benny, ce n'est pas le moment d'abandonner la bataille, mais d'unir nos forces», a rapidement rétorqué le premier ministre sur le réseau social X.

De fait, la demande de Gantz est un vœu pieux aux yeux de Yossi Shain, ancien doyen de la School of Government de l'Université de Tel-Aviv. «Beaucoup de gens savent que si le gouvernement s'effondre, ils ne reviendront pas au pouvoir. Pour Ben-Gvir, Smotrich et les ultraorthodoxes, faire tenir ce gouvernement est une question de survie politique. Tout comme pour Benyamin Netanyahou lui-même. Alors ils s'y accrocheront aussi longtemps que possible, et par tous les moyens.»

Risque d'embrasement

Autre conséquence directe pour le professeur en sciences politiques, la démission de l'ancien chef d'état-major va probablement «enflammer la rue israélienne». «Jusque-là, la participation du libéral Benny Gantz au gouvernement permettait de canaliser en partie la colère des modérés. Ils vont être encore plus remontés contre Netanyahou et ses alliés d'extrême droite maintenant. Les manifestations vont prendre de l'ampleur.»

Le diplomate israélien interrogé par *Le Temps* partage cette analyse, craignant un embrasement alors qu'Israël est toujours en guerre à Gaza, mais aussi dans le nord du pays, contre le Hezbollah libanais. «On revient à la logique d'avant le 7 octobre: pour ou contre Netanyahou? Une fois de plus, la colère se focalisera sur lui: sa personnalité, ses décisions, ses démarches. Tout tournera à nouveau autour de Netanyahou, seul au sommet.» ▬

MAIS ENCORE

L'UE lance un «jumeau» numérique de la Terre

L'Union européenne a dévoilé lundi une copie numérique de notre planète, afin de simuler et surveiller les risques environnementaux tout en trouvant des moyens d'atténuer le changement climatique. «Destination Earth» a été conçu pour informer les responsables politiques et le grand public. (AFP)

La Russie gagne du terrain

GUERRE Le Kremlin a revendiqué hier de nouvelles avancées sur le front ukrainien, à quelques jours de deux sommets cruciaux pour Kiev

AFP

Moscou a revendiqué lundi la prise du village de Staromaïorské, dans l'un des rares secteurs où l'armée ukrainienne avait enregistré des gains territoriaux au cours de sa difficile contre-offensive l'été dernier. Des soldats interrogés dimanche dans cette partie de l'Ukraine où se concentre l'essentiel des combats ont d'ailleurs confié leurs inquiétudes face aux assauts quotidiens de l'armée russe.

Les Occidentaux doivent participer cette semaine à un G7 devant déboucher sur un accord concernant l'utilisation des actifs russes gelés afin d'aider l'Ukraine, ainsi qu'à une conférence «sur la paix» au Bürgenstock, en Suisse, où seront représentés des dizaines de pays, mais pas la Russie.

Vladimir Poutine a revendiqué la semaine dernière la conquête de 880 km2 depuis le début de l'année et d'une cinquantaine de localités par son armée. Celle-ci a aussi déclenché le 10 mai une offensive dans la région de Kharkiv (nord-est), s'emparant de plusieurs villages avant d'être freinée par de précieux renforts dépêchés par l'Ukraine. Kiev craint aussi un nouvel assaut dans la région voisine de Soumy, où a été repoussée lundi une apparente incursion russe.

Démission d'un haut responsable ukrainien

Le président Zelensky a, à cet égard, démenti lundi la chute du village de Ryjivka, dans la région de Soumy, qui avait été annoncée un peu plus tôt par le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov, dont les troupes combattent en Ukraine. Une poussée des soldats russes dans ce secteur frontalier étirerait encore davantage le dispositif militaire ukrainien devant défendre un front long de plus de 1000 km.

Sur le plan politique, un haut responsable ukrainien chargé de la reconstruction de son pays et figure publique bien connue, Moustafa Nayyem, a annoncé sa démission. Il a dénoncé des «obstacles systémiques» et une «opposition constante» politique et bureaucratique freinant la réparation des infrastructures, au moment où l'Ukraine est confrontée à d'importantes coupures de courant en raison des bombardements russes. ▬

EN BREF

Des humanitaires sont détenus au Yémen

Les rebelles du Yémen ont affirmé lundi avoir démantelé un «réseau d'espionnage américano-israélien», après avoir arrêté la semaine dernière plus d'une dizaine d'employés d'organisations internationales. Six d'entre eux travaillent pour le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et les cinq autres pour cinq agences différentes: l'Unesco, l'Unicef, le Programme alimentaire mondial, le Programme des Nations unies pour le développement et le Bureau de l'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen. AFP

La Pologne renforce sa frontière avec la Biélorussie

Le gouvernement polonais a annoncé lundi qu'il allait rédéployer jeudi une zone tampon interdite d'accès sur une partie de sa frontière avec la Biélorussie pour dissuader le trafic de migrants qui s'intensifie. Varsovie accuse Moscou et Minsk d'orchestrer l'afflux de migrants africains, via la Biélorussie, vers la Pologne. Selon les gardes-frontières du pays, plus de 17 000 tentatives de passage illégal de la frontière biélorusse ont été détectées depuis le début de l'année. AFP

Un pensionnat sous enquête au Royaume-Uni

La police britannique a annoncé lundi l'ouverture d'une enquête sur des accusations d'agressions sexuelles commises sur des enfants, dont le frère de la princesse Diana, dans les années 1970 dans un pensionnat huppé du centre de l'Angleterre. Le frère cadet de la princesse Diana avait révélé les faits le concernant dans un livre récent. AFP

SUR LE FIL

■ **Nouveau bilan du nombre de victimes à Gaza.** Le Ministère de la santé du gouvernement du Hamas pour la bande de Gaza a annoncé lundi un nouveau bilan de 37 124 personnes tuées dans ce territoire depuis le début de la guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien. L'offensive militaire israélienne a fait 40 morts supplémentaires au cours des 24 heures précédant ce communiqué, selon la même source, qui ajoute que 84 712 personnes ont également été blessées dans le territoire palestinien assiégé depuis le début des hostilités, le 7 octobre dernier. AFP

■ **L'ONU suspend ses opérations via la jetée temporaire américaine.** Le Programme alimentaire mondial, chargé de l'acheminement de l'aide arrivant à Gaza via la jetée temporaire américaine, y a suspendu ses opérations pour évaluer la situation sécuritaire. Interrogé à ce sujet, un porte-parole de l'ONU a évoqué l'opération israélienne de samedi dernier afin de libérer quatre otages à Nousseirat, qui, selon le Ministère de la santé du Hamas, a fait 274 morts et 698 blessés. Samedi, l'armée américaine avait annoncé avoir repris la livraison de l'aide humanitaire à partir de la jetée construite par ses soins. AFP

■ **Vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur un projet de trêve à Gaza.** L'organe onusien devait se prononcer lundi sur un projet de résolution américaine soutenant un plan de trêve à Gaza. La dernière version du texte «salue» une proposition de trêve annoncée le 31 mai par le président américain Joe Biden. Elle assure aussi, contrairement aux précédentes versions, que le plan a été «accepté» par Israël. Elle appelle le Hamas «à également l'accepter». Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken était de retour au Proche-Orient lundi pour promouvoir ce plan de cessez-le-feu. AFP

SCRUTIN Dimanche, les Suisses ont rejeté deux initiatives santé. Des réformes urgentes sont pourtant nécessaires. Mais comment? Stéfanie Monod, co-cheffe du Département épidémiologie et systèmes de santé à Unisanté, jette un pavé dans la mare



Après avoir conduit une analyse du système de santé suisse, la professeure titulaire à l'Université de Lausanne livre un résultat sans appel: il n'est ni gouverné ni gouvernable. *(LAUSANNE, 7 JUIN 2024/NADIA TARRA POUR LE TEMPS)*

«Baisser les coûts de la santé est illusoire»

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNICK CHEVILLOT, BERNE
𝕏 @chevillot_a

INTERVIEW

Et on fait quoi maintenant que les Suisses ont rejeté deux réformes du système de santé et que les débats au parlement autour de la loi sur l'assurance maladie (LAMal) vont de blocage en blocage? On prend de la hauteur et on change d'approche. C'est ce qu'a voulu faire Stéfanie Monod. Médecin, professeure titulaire à l'Université de Lausanne et co-cheffe du Département épidémiologie et systèmes de santé à Unisanté, elle a aussi dirigé durant huit ans la Direction générale de la santé (DGS) du canton de Vaud. Depuis 2021, elle développe une approche scientifique pour repenser le système. Son «Analyse de la gouvernance du système de santé suisse et proposition d'une loi fédérale sur la santé», dont elle parle pour la première fois au *Temps*, livre un résultat sans appel: il n'est ni gouverné ni gouvernable.

Cette étude approfondie lui a été confiée par l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM), qui demande que la santé soit inscrite dans la Constitution et qu'une loi fédérale sur la santé soit introduite. Une piste qui pourrait changer la donne. Entretien.

Le rejet par la population des initiatives santé du Centre et du PS donne un signal politique assez négatif: il est impossible de réformer le système de santé. Quelle analyse tirez-vous de ce double non? Le résultat montre malheureusement que la pression n'est pas encore assez forte. Ou qu'elle est encore très inégale sur la population. Les opposants aux textes ont brandi d'une part la facture et d'autre part un rationnement des soins, sans évoquer les véritables enjeux. La population suisse est attachée à juste titre à son système de santé et n'a pas voulu prendre ces risques.

Malgré ce résultat, le système de santé a un urgent besoin de réformes. Le résultat de dimanche sonne-t-il la fin des réformes ou le début d'une grande transformation du système? En soi, ces deux projets ne pouvaient pas être qualifiés de «réformes» tant ils ne traitaient pas des problèmes de fond du système. Concrètement, le double non signifie que les deux contre-projets vont entrer en vigueur d'office, car il n'y aura probablement pas de référendum. Or ces contre-projets sont juste une continuité de l'existant. Sur le frein aux coûts, la modification de la loi sur l'assurance maladie (LAMal) prévoit certes la fixation par le Conseil fédéral d'objectifs de croissance des coûts, mais sans définir ni le mécanisme ni les mesures en cas de dépassement. Le texte sent l'inertie et l'absence d'ambition réelle. Le peuple continuera de payer en direct les frais d'un système non maîtrisé. Concernant l'initiative des 10%, le contre-projet obligera les cantons à consacrer un peu plus d'argent à la réduction de primes, mais de l'ordre de 360 millions, alors que l'initiative visait 3,5 à 5 milliards. On va donc assister à une précarisation progressive de la population et, en conséquence, à une baisse de l'état de santé.

«Les partis sont en panne d'idées»

Est-ce que vos travaux menés chez Unisanté et avec l'ASSM sont la transformation dont le pays a besoin? En quoi une loi fédérale sur la santé peut-elle changer quelque chose? Ce projet prend la question du système de santé à la racine plutôt que de proposer des pansements sur des symptômes. Laurent Kurth [ancien conseiller d'Etat neuchâtelois chargé de la Santé, ndlr] a dit que le système de santé n'était «ni gouverné ni gouvernable». Nous avons voulu vérifier cette assertion. Après avoir analysé le cadre légal et la performance de la gouvernance, nous confirmons aujourd'hui cette critique et faisons des propositions de clarification de la gouvernance au travers d'une loi sur la santé et d'un nouvel ancrage constitutionnel de la politique de santé. Cette clarification est essentielle à l'heure où des débats de fond doivent être urgemment initiés pour tenter de répondre aux défis sans précédent du système de santé. On prend déjà beaucoup de retard.

Un tel projet a déjà été soumis à deux reprises au parlement – en 2009 par Reto Wehrli et en 2019 par Maya Graf – sans aboutir. Pourquoi cela devrait-il fonctionner en 2024? Parce qu'il n'est plus possible de réguler le système de santé par la seule LAMal. Les questions de santé sont bien plus larges. Si les tentatives ont échoué, c'est probablement que les choses n'étaient pas mûres. Aujourd'hui, c'est peut-être différent. Le covid nous a mis pour la première fois devant la réalité du One Health: une santé dépendante de notre environnement, notamment animal. Les pressions pour renforcer la promotion de la santé et la prévention se font plus insistantes. Plus important encore: les partis sont en panne d'idées. Encore plus après l'échec de dimanche. Ils n'ont plus rien à proposer à leurs électeurs qui expriment de plus en plus leur ras-le-bol. Aujourd'hui, l'approche par notre travail scientifique permet d'affirmer l'absolue nécessité de clarification de la gouvernance. Le système de santé suisse ne pourra pas s'adapter dans le cadre légal actuel.

Avec une telle loi-cadre, vous mettez le doigt sur un point méconnu: il n'existe pas de mention de la santé dans la Constitution fédérale et la loi qui régit le système de santé est celle sur l'assurance maladie. Surprenant? C'est le produit de notre histoire. La Suisse, c'est d'abord le peuple et les cantons. La Confédération ne peut agir que dans les domaines dans lesquels on lui a donné des responsabilités. Tout le reste est par définition de compétence cantonale. On a ainsi attribué à la Confédération des compétences notamment dans les domaines de l'assurance maladie et accident et de la protection de la population contre des menaces extérieures, mais pas sur la santé de manière générale. On souffre donc en Suisse d'une très faible compréhension de la santé et de ses enjeux.

Qu'est-ce qu'une telle loi changerait? Elle fixerait des principes de bonne gouvernance et en particulier une clarification des compétences entre cantons et Confédération. Cette dernière devrait aussi endosser une compétence santé si on veut qu'il y ait davantage d'arbitrages entre les différentes politiques publiques et notamment avec celles qui peuvent avoir un impact sur la santé. La loi poserait aussi une définition large du périmètre santé. En l'adoptant, on ouvrirait aussi le jeu démocratique aujourd'hui verrouillé autour du parlement et de la LAMal.

Pouvez-vous en détailler les axes forts? La loi sur la santé devrait fixer les objectifs du système de santé et ses principes de régulation, notamment les modes de financement, d'organisation des services ou encore la formation des professionnels de santé. Elle imposerait l'établissement d'une stratégie-cadre, multisectorielle, qui engagerait tous les acteurs dans une direction commune et fixerait leurs obligations. Pour cela, elle fixerait aussi les principes de participation à la gouvernance, en incluant patients et citoyens pour permettre de rééquilibrer le poids des différentes parties prenantes. Enfin, elle poserait les bases d'un véritable cadre de gouvernance des données de santé et la mise en place d'un système d'information et d'analyse qui permette d'aider à la prise de décision.

Un des aspects touchés par le projet concerne le pilotage du système de santé. Votre analyse pointe le pouvoir trop important des cantons… Un changement de gouvernance est-il apte à changer la donne? C'est un pouvoir historique et tout relatif des cantons vu l'importance qu'a prise la LAMal dans le pilotage du système. Les systèmes de santé sont devenus très complexes et les défis sont immenses. Il est illusoire de penser qu'ils pourraient encore être pleinement gérés au niveau des cantons. Il faut capitaliser sur notre système fédéraliste, qui est une vraie chance pour penser les responsabilités, y compris jusqu'au niveau des communes.

«On souffre d'une très faible compréhension de la santé et de ses enjeux»

Vous dites également qu'il manque des indicateurs permettant de mesurer l'efficacité du système. De quels indicateurs parlez-vous? En l'absence d'une vision globale du système de santé, chacun travaille en silo: les hôpitaux, les médecins, les soins à domicile, les EMS, etc. Chacun a son système tarifaire, son cadre de collecte de données, son système d'information. Mais ces silos ne parlent pas entre eux, alors que les patients sont les mêmes. Si l'on veut travailler sur l'efficience et sur la qualité des prises en charge, il faudrait comprendre les trajectoires des patients et donc faire parler entre elles les données. Il manque aussi beaucoup d'informations sur l'état de santé de la population.

Votre travail scientifique sur le sujet se termine. Il faut passer au niveau politique. Quelles sont les prochaines étapes? Dans le cadre de notre travail, nous avons été transparents et communiqué régulièrement avec tous les différents acteurs du système. L'ASSM a ensuite informé tous les partis politiques de l'aboutissement de ce travail en communiquant également leur récente prise de position qui propose un nouvel article constitutionnel sur la politique de santé.

Est-il possible de dégager des majorités pour un tel projet à la fois constitutionnel et législatif? Il est possible que des alliances se créent, mais je ne suis pas spécialiste des jeux politiques. Cependant, il est clair que le projet devra aussi être porté par les cantons. Dans le rapport, nous parlons de l'importance de réinstaurer un dialogue fort entre cantons et Confédération. Nous sommes convaincus de l'importance du fédéralisme et ne proposons en aucun cas une centralisation au niveau de la Confédération. Les cantons doivent garder d'importantes prérogatives, notamment dans tout ce qui touche à la prévention, aux soins de première ligne et aux soins de longue durée.

Ce changement de paradigme risque aussi de générer des perdants… Les avez-vous identifiés? A l'évidence, il y a beaucoup d'intérêts particuliers dans le système de santé suisse. Mettre en place une gouvernance plus saine ne sera pas du goût de tout le monde. Je suis convaincue qu'une partie du poids des lobbies est directement due à la confusion des rôles de l'Etat. Tant que la Confédération et les cantons ne trouvent pas une posture commune, les lobbies peuvent jouer librement. Si la vision et les objectifs du système se clarifient, ils auront aussi l'occasion de mieux s'aligner dans le jeu.

Est-ce qu'une telle approche peut faire baisser les coûts de la santé et, par ricochet, la charge des primes pour la population? Non. Baisser les coûts de la santé est illusoire à l'heure où les besoins de soins vont s'accroître fortement, avec le vieillissement démographique. En revanche, on peut espérer mieux maîtriser cette croissance et surtout mieux arbitrer l'allocation des ressources. Chaque année, on injecte 2 à 3 milliards de plus dans le système sans aucun arbitrage démocratique sur les priorités. C'est un scandale si l'on pense à la charge que cela représente pour les ménages, qui contribuent directement à plus de 60% de ce financement. ■

«La résistance s'explique par les coûts engendrés»

MOBILITÉ Patrick Rérat, professeur de géographie des mobilités à l'Unil, livre son analyse sur les votations qui ont tourné en faveur des automobilistes dimanche à Fribourg et à La Chaux-de-Fonds. Selon lui, il est important de mieux expliquer et dédramatiser les questions liées aux politiques de stationnement



PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE STEINER
@alexanstein

INTERVIEW

Les automobilistes ont remporté deux victoires dimanche en Suisse romande. A La Chaux-de-Fonds, avec le refus à plus de 75% d'introduire huit zones de stationnement au lieu d'une pour les détenteurs de macarons, et à Fribourg, avec le oui à près de 58% à l'initiative «La première heure de parking gratuite». Des décisions qu'analyse Patrick Rérat, professeur de géographie des mobilités à l'Université de Lausanne.

Que déduire de ces résultats nets en faveur de l'automobile? Il est d'abord intéressant de relever que ces deux votations se sont déroulées dans des villes de taille moyenne. Il y a une vingtaine d'années cela aurait concerné Zurich, Genève ou Lausanne. Les villes ont été adaptées à la voiture pendant des décennies et des limites ont été atteintes d'abord dans les plus grandes. Aujourd'hui, ces réflexions touchent aussi Yverdon, Vevey, Nyon… Cela fait partie d'une dynamique générale. La résistance s'explique par le fait que ces changements constituent une rupture en termes de valeurs, de praticité et de symbolique. Mais aussi parce qu'ils ont un coût pour les automobilistes.

A Fribourg, l'argument de la gratuité a d'ailleurs porté. Cette gratuité n'existe pas. Elle est offerte par la collectivité qui prend en charge les coûts d'entretien ou de déneigement par exemple. Il y a aussi un coût d'opportunité, car les espaces utilisés par la voiture pourraient servir à donner plus de place aux piétons, aux cyclistes, aux terrasses ou à la végétation. Dans ce genre de débats, les habitants voient généralement plus ce qu'ils perdent que ce qui peut être gagné.

Dans ces deux villes à majorités de gauche, les exécutifs insistaient notamment sur l'attractivité et sur la durabilité. Ces thématiques ne font pas mouche? La question du coût est très individuelle, alors que l'attractivité et la durabilité sont beaucoup moins palpables. Si l'objectif politique est de changer les comportements de mobilité, la sensibilisation ne suffit pas. On sait que le stationnement est une variable très importante pour atteindre ce but, mais la contrainte provoque forcément des points de friction. Ce qui est important, c'est de bien expliquer les objectifs, de montrer les conséquences, et de dédramatiser. D'autres villes ont déjà procédé à ces changements et elles se portent très bien.

> «Les espaces utilisés par la voiture pourraient servir à donner plus de place aux piétons, aux cyclistes, etc.»

Dans les deux cas, l'un des arguments en faveur de l'automobile était le soutien aux commerces locaux. Est-ce que cela joue un rôle dans leur fréquentation? Les recherches mettent en évidence une constante: les commerçants surestiment la part de leur clientèle qui vient en voiture et leur aire de chalandise. Ce sont surtout les grands centres commerciaux et les achats en ligne qui les menacent. Il serait plus opportun pour eux de réfléchir à leurs atouts spécifiques, à l'ambiance et à l'expérience qu'ils offrent.

Les changements en matière de mobilité urbaine sont-ils aujourd'hui trop rapides pour emporter l'adhésion, ou faut-il au contraire les accélérer? Pour atteindre les objectifs de durabilité et de transition énergétique de la Confédération, il faudrait aller plus vite. On ne peut pas simplement dire que parce qu'il y a une opposition, on ne fera rien pendant dix ou vingt ans. Mais la résistance existe et il faut en tenir compte pour tenter d'emporter l'adhésion. Dans une démocratie comme la nôtre, les politiques ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent quand ils le veulent. C'est un délicat équilibre à trouver entre incitation et contrainte. ▬

EN BREF

Les sénateurs rejettent plusieurs interventions sur le plastique

La responsabilité des producteurs de plastique ne sera pas élargie pour l'instant. Le Conseil des Etats a rejeté hier une motion de Céline Vara (Les Vert·e·s/NE) en ce sens. Il a aussi rejeté deux postulats demandant d'évaluer l'impact environnemental et sur la santé des microparticules de plastique dans l'air. L'impact des plastiques sur la santé et le climat sont dramatiques, rappelait la Neuchâteloise. ATS

Florence Bettschart-Narbel et Cyril Aellen pour la vice-présidence du PLR

La députée vaudoise Florence Bettschart-Narbel et le conseiller national genevois Cyril Aellen devraient être les prochains vice-présidents romands du PLR. Le comité directeur les propose à la succession de Johanna Gapany et Philippe Nantermod, indiquait hier le parti. Les délégués libéraux-radicaux se prononceront le 22 juin en même temps que sur la réélection du président Thierry Burkart. ATS

A Nidwald, le Bürgenstock se transforme en camp retranché

SOMMET Quelques jours avant l'ouverture de la conférence pour la paix en Ukraine, les 15 et 16 juin, le canton de la Suisse centrale peaufine les derniers détails. Dans la zone la plus restrictive, même les habitants locaux devront s'accréditer pour rejoindre leur maison

BORIS BUSSLINGER, RÉGION DU BÜRGENSTOCK
@BorisBusslinger

REPORTAGE

L'armée est prête, la police nidwaldienne aussi, le Département des affaires étrangères suisse travaille d'arrache-pied pour mobiliser les derniers indécis à se déplacer en Suisse centrale et les alentours du Bürgenstock sont hérissés de fil de fer barbelé: la conférence de paix sur l'Ukraine organisée ce week-end sur les hauts de Stans (NW) peut commencer, a assuré le Conseil fédéral hier lors d'un point presse organisé à Berne. Un effort d'organisation extrêmement conséquent dont le résultat pourrait être proche de zéro, a cependant reconnu le chef du DFAE, Ignazio Cassis.

«Il n'y a rien de plus incertain qu'une conférence de paix», a souligné le Tessinois, ajoutant qu'il était «illusoire de penser qu'on fêtera la paix samedi soir». Avec ou sans accord, environ 90 pays ont d'ores et déjà répondu présent (la liste finale ne sera rendue publique que vendredi soir), dont la vice-présidente américaine Kamala Harris et le président ukrainien Volodymyr Zelensky, et leur sécurité a «la plus haute priorité», dixit le chef de la police cantonale nidwaldienne Stephan Grieder, qui présentait ce lundi le dispositif en place aux abords des lieux de la réunion.

La défense antiaérienne en position

Au sommet de la colline, le Bürgenstock. En contrebas, aux abords de l'héliport temporaire construit par l'armée dans un champ d'Obbürgen (NW), un très odorant tas de fumier. «Il n'est pas placé en zone militaire, indique sans sourciller le divisionnaire Daniel Keller, commandant de la division territoriale 2, chargé des troupes au sol pendant la conférence. Nous sommes à la campagne, les invités s'y feront.» Le lisier se trouve en effet derrière la double barrière de barbelés entourant les cinq places d'atterrissage pour hélicoptères érigées avec peine ces derniers jours par l'armée. Qui a dû faire face à une météo difficile. «Il a fallu répandre des tonnes de copeaux sous les tapis de plastique déroulés par camion dans le champ, poursuit-il. Pour soutenir les structures.» Prévus à hauteur d'environ 10 millions de francs, les coûts de sécurité seront assumés à 80% par la Confédération.

Hier, les pistes et leurs accès couverts de boue font grise mine. «Mais d'ici à ce week-end, on devrait pouvoir nettoyer», assurent les militaires dépêchés sur place. Qui indiquent qu'outre 2 kilomètres de tarmac, des canons de défense antiaérienne ont été positionnés autour du périmètre de l'héliport. Sans souhaiter donner leur nombre.

> Ces prochains jours, des hommes en gris-vert patrouilleront sur les collines entourant le palace, mais on ne dira pas où

«Pour des raisons tactiques, ni le dispositif de sécurité ni les forces de sécurité mobilisées ne font l'objet d'une communication», dit l'armée. Qui précise quand même que, dans les airs, des F/A-18 suisses patrouilleront l'azur nidwaldien durant toute la durée de la conférence. Et que des restrictions d'utilisation de l'espace aérien s'appliquent du jeudi 13 juin au lundi 17 juin sur un périmètre de 46 kilomètres autour du Bürgenstock. Et que des hommes en gris-vert patrouilleront sur les collines entourant le palace ces prochains jours. Mais on ne dira pas où.

Commandant de la police nidwaldienne, Stephan Grieder et ses hommes – 80,5 équivalents plein-temps – ont également dû se pencher sur un concept de sécurité concernant l'unique route d'accès à la conférence. D'après les règles de subsidiarité entre la Confédération et les cantons, Nidwald est en effet «responsable de la sécurité avant et pendant la conférence».

Stephan Grieder, la mission d'une vie

Une tâche monumentale pour laquelle le policier, devenu une star médiatique en Suisse alémanique, et ses troupes rachitiques peuvent fort heureusement compter sur l'appui d'autres corps de police de Suisse centrale et des Grisons (habitués au Forum de Davos), ainsi que «jusqu'à 4000 militaires». En bonne collaboration, le policier et ses pairs ont élaboré plusieurs barrages routiers, de plus en plus stricts à mesure que les véhicules se rapprochent du complexe hôtelier. «Les habitants de la zone d'accès restreint, soit 430 personnes, doivent également s'accréditer, précise-t-il. Ainsi que leurs véhicules. Les enfants de moins de 12 ans en sont dispensés.»

A Obbürgen, une salle de gym a été transformée pour l'occasion. Avec de petites caméras pour prendre les habitants en photo. Des mesures qui «passent très bien auprès de la population, qui comprend tout à fait la nécessité de procéder ainsi», assure Stephan Grieder, qui précise que les mesures de sécurité entreront en vigueur dès jeudi midi. «Une bonne partie des locaux prévoient de s'absenter tout le week-end ou de rester sur leurs terres sans trop bouger», ajoute-t-il, précisant qu'il a été suggéré aux habitants de ne pas laisser leurs enfants évoluer seuls dans la zone rouge en fin de semaine.

Une zone qui comprend une partie du lac des Quatre-Cantons, qui sera surveillé par des canots patrouilleurs de combat. «Comme le Bürgenstock avait été pressenti pour accueillir le WEF pendant la pandémie en 2021, beaucoup de plans étaient déjà disponibles», se félicitent les organisateurs depuis l'héliport. Aux abords de celui-ci, un panneau annonce la naissance d'Emil, le 1er juin 2024. Lui restera certainement dans son couffin. En espérant que ceux réunis plus haut avancent sur le chemin de la paix. ▬

MAIS ENCORE

Au Bürgenstock, l'ONU souhaite une dimension sur les réfugiés
L'ONU espère que le processus lancé le week-end prochain au Bürgenstock (NW) pour une paix durable en Ukraine aura «une dimension qui ciblera les déplacés et les réfugiés». Il faudra investir pour les réintégrer dans leurs communautés, a affirmé hier à la presse, à Genève, le haut-commissaire pour les réfugiés Filippo Grandi. (ATS)

Un sommet sans la Russie? Un choix «assumé»

PARTICIPATION Viola Amherd et Ignazio Cassis font le point sur les derniers préparatifs de la conférence sur la paix à laquelle 90 Etats et organisations ont déjà répondu présent. Un succès remarquable, estime la présidente de la Confédération

FRÉDÉRIC KOLLER, BERNE
@frederickoller

Pourquoi la Russie n'a-t-elle pas été invitée au sommet du Bürgenstock? «On assume, c'est notre choix», a expliqué Ignazio Cassis lors d'un point de presse sur les derniers préparatifs de la conférence sur la paix en Ukraine. Il répondait au correspondant de l'agence russe Ria Novosti, soulignant le rôle de la Suisse dans cette prise de décision. «En tant qu'Etat hôte, il était de notre responsabilité d'inviter ou non. On en a discuté avec beaucoup de pays, pas uniquement des occidentaux. Nous avons pondéré les risques.»

Les risques? La Russie, qui considère la Suisse comme un pays hostile, avait aussitôt fait savoir qu'elle ne participerait pas à cette conférence en janvier dernier. L'inviter tout de même, c'était lui offrir, à ce stade, une possibilité de faire dérailler le processus sans aucun engagement de sa part. Cela aurait aussitôt entraîné un retrait de l'Ukraine. Alors à quoi sert cette conférence? «C'est une conférence sur la paix, et non une conférence de paix, explique le Conseil fédéral dans son communiqué. Mais rien que sa préparation a déjà créé une dynamique positive.» Berne avait invité 160 Etats et organisations au Bürgenstock, 90 se sont inscrits. N'est-ce pas insuffisant pour déclencher cette dynamique? «C'est un succès, c'est remarquable», répond Viola Amherd. La liste restera ouverte jusqu'à la veille du sommet, tout est encore mouvant. La moitié des pays qui répondent présent sont des «non occidentaux» et la moitié des inscrits sont des chefs d'Etat ou de gouvernement. Les deux ministres n'ont pas voulu donner le détail de cette participation. Ils ont uniquement confirmé la présence de la Turquie.

> «Si on attend que tout soit garanti avant de se rencontrer, mieux vaut rester à la maison»
> IGNAZIO CASSIS, CONSEILLER FÉDÉRAL CHARGÉ DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

La rédaction du communiqué final, l'un des enjeux de la conférence, fait aussi l'objet d'intenses négociations qui dureront jusqu'à dimanche. «On avance d'un pas, puis on recule de deux, c'est plein de surprises», commente Ignazio Cassis qui ajoute: «Rien n'est moins sûr qu'une conférence de paix. Si on attend que tout soit garanti avant de se rencontrer, mieux vaut rester à la maison.» Depuis l'agression à grande échelle de l'Ukraine par la Russie de février 2022, c'est la première «dynamique de paix» qui voit le jour. «En juillet 2022, nous étions les premiers à parler de reconstruction de l'Ukraine à Lugano, poursuit le ministre des Affaires étrangères. Il y a eu deux autres conférences sur ce thème depuis, hors de Suisse. Aujourd'hui, nous sommes les premiers à oser parler de paix au plus haut niveau politique.» La suite pourrait, là aussi, se tenir hors de Suisse. Concrètement, trois thèmes de discussions sont confirmés: la sécurité nucléaire, la sécurité alimentaire et l'humanitaire. Ils résultent de la convergence de plusieurs initiatives pour une résolution du conflit en Ukraine. «Si l'on parvient à un consensus, à petits pas, nous avancerons vers la deuxième étape.»

Médias russes invités

Face aux risques de sabotage russe, d'attaque informatique et de campagne de désinformation, le Conseil fédéral indique être bien préparé. Suite aux émissions virulentes des chaînes de télévision russes attaquant la Suisse et sa présidente en particulier, il n'est pas question de censure visant les médias russes, comme le fait l'Union européenne. Deux agences russes ont été invitées au Bürgenstock, Tass et Ria Novosti, au nom de la neutralité. «Nous sommes en contact régulier avec Moscou par l'intermédiaire de notre ambassadrice, explique Ignazio Cassis. Nous les mettons au courant de ce que nous faisons. Nous avons tout fait pour avoir la Russie à bord.» ▬

«Ces domestiques ont menti, c'est du bidon»

GENÈVE Accusée de traite d'êtres humains et d'usure par métier, la richissime famille Hinduja conteste avoir exploité son personnel de maison. Les prévenus affirment que les plaignants ont noirci le tableau et menti sur leurs conditions de travail

FATI MANSOUR
@fatimansour

JUSTICE

C'est parti. Après avoir échappé à moult tentatives de sabordage, le procès de la très riche famille Hinduja, accusée d'avoir pratiqué intensivement l'esclavage domestique dans sa villa de Cologny, peut enfin commencer devant le Tribunal correctionnel de Genève. Avec un petit coup de théâtre rapidement avorté. Défense et parties plaignantes ont annoncé vouloir finaliser des discussions en vue d'un accord financier. Une suspension et trois heures de palabres plus tard, c'est non. Pour le moment du moins. La traite d'êtres humains et l'usure par métier étant des infractions poursuivies d'office, un tel arrangement n'aurait de toute manière pas bouleversé la donne. La présidente a en outre rappelé que les mandats de comparution restent valables et que les anciens employés de maison devront témoigner.

Sans surprise, le multimilliardaire Prakash Hinduja, 79 ans, figure d'un conglomérat industriel indien du même nom pesant plusieurs dizaines de milliards et président du groupe pour l'Europe, joue toujours les abonnés absents. De même que son épouse Kamal, 75 ans, dépeinte par l'accusation comme l'organisatrice en chef de ce système de recrutement et d'exploitation du personnel de maison. Ils sont représentés par leurs avocats, Mes Robert Assaël et Nicolas Jeandin.

Bien présents sur le banc des prévenus, leur fils Ajay, son épouse et un homme de confiance. Ce dernier est accusé de complicité pour avoir aidé les membres de cette famille à contourner les lois afin de faire venir plusieurs dizaines de ressortissants étrangers très pauvres et illettrés, chargés d'entretenir leur confort. Des domestiques indiens qui auraient été mal logés, contraints de travailler sans relâche, rémunérés au lance-pierre, intimidés, maintenus dans l'isolement et privés de passeport lors de leur séjour. Selon les calculs du parquet, la famille aurait ainsi réalisé au minimum, 3,5 millions de francs d'économies de salaires et de charges sociales.



De gauche à droite, Ajay Hinduja et son épouse, Mes Robert Assaël, Nicolas Jeandin et Yaël Hayat. *(GENÈVE, 10 JUIN 2024/SALVATORE DI NOLFI/EPA)*

«Style de vie confortable et standard»

A l'ouverture de l'audience, la tension est toujours à son comble et la défense – championne toutes catégories de la demande de récusation – guette la moindre remarque du tribunal pour s'égosiller et requérir une inscription au procès-verbal. Me Romain Jordan ira même vers la greffière, au moment d'une suspension, pour lui dire de noter les propos de la présidente Sabina Mascotto. Du jamais vu. Le premier procureur Yves Bertossa s'indigne. De retour de sa courte délibération, le tribunal protocole la phrase querellée (laquelle évoquait une reprise de l'audience avec l'interrogatoire des prévenus), mais personne n'a évidemment entendu la même chose.

Après ces quelques échauffourées, la présidente, dont la résistance force ici l'admiration, enchaîne avec la situation personnelle des prévenus. Ajay Hinduja ouvre le bal. Né à Bombay il y a 56 ans, de nationalité suisse tout en ayant gardé une forme de citoyenneté indienne, il a effectué toutes ses études à Genève avant de devenir l'administrateur de différentes sociétés du groupe familial et de présider la fondation caritative qui œuvre pour l'éducation un peu partout dans le monde, la santé ou encore l'eau potable. Comme souvent, les plus riches sont les moins précis sur l'état de leurs finances. Le tribunal et le parquet devront se contenter de ce grand flou: «Je n'ai pas ça en tête. Je préfère ne pas répondre. Je n'ai pas de fortune personnelle. Je ne commente pas les données publiques sur la fortune du groupe. On n'est pas là pour s'enrichir.» Son épouse, 50 ans, et mère de ses trois enfants n'en dira pas plus. Elle n'a jamais travaillé et précise que «personne ne possède de biens» ou encore que «la famille, au sens large, finance nos dépenses». Yves Bertossa insiste: une idée de son train de vie mensuel? «Je préfère ne pas dévoiler cela.» Son avocat, Me Romain Jordan, poursuit sur ce thème. Comment définirait-elle son style de vie? «Un style de vie confortable et standard.» Beaucoup plus précis, l'homme de confiance, un comptable franco-suisso-marocain de 64 ans, qui faisait le *family office* pour les Hinduja depuis 1988 à Genève, détaille sa retraite, ses revenus liés à des mandats d'administrateur, la valeur de ses biens, son hypothèque, son troisième pilier et toutes ses petites économies. Après la pause de midi, les débats entrent dans le vif du sujet. Ajay Hinduja, défendu par Me Yaël Hayat, conteste fermement les accusations et affirme que ces anciens employés sont de fieffés menteurs. «L'un d'eux a envoyé un message à mon épouse pour être à nouveau recruté. Une vraie victime ne ferait jamais cela. Ces personnes se moquent de la notion de traite d'êtres humains et déposent des plaintes bidon. On confiait nos enfants à l'une de ces femmes, je suis encore choqué de la voir tomber si bas alors qu'on la considérait comme une deuxième maman. Une autre prétend n'avoir jamais pu sortir alors qu'elle avait des amis ici et publiait des photos prises dans divers endroits.» Il ajoute: «On ne peut pas travailler dix-huit heures par jour, 365 jours par an. C'est physiquement impossible.» Et si certains ont dormi dans l'abri anti-atomique, «c'était pour une courte période et c'était une erreur».

> **«Je suis encore choqué de la voir tomber si bas, on la considérait comme une deuxième maman pour nos enfants»**
> AJAY HINDUJA

Quant aux visas, salaires, paiements en nature, factures, assurances et toutes sortes de choses, «cela incombait aux RH». Ajay Hinduja précise qu'il avait très peu de contacts avec ces employés, car il rentrait tard. Il a appris au cours de la procédure que deux d'entre eux avaient même une maison et un compte bancaire en Inde. «Ce n'est pas courant. La classe sociale basse est celle qui vit dans les bidonvilles.» Savait-il que ces personnes n'avaient pas de permis de travail ou dormaient à plusieurs dans une chambre? «J'ignorais le droit, j'étais naïf et je me fondais sur les autorisations données par l'ambassade de Suisse.» La présidente fait remarquer que cette explication n'était jamais apparue. «Lors des premières auditions, j'étais sous le choc.»

Le procureur tente des questions qui font fulminer la défense, laquelle réclame davantage de délicatesse. «On n'est pas dans un concours d'élégance», précise la présidente. Animation garantie pour la suite de la semaine.

Le parlement insiste pour expulser les Erythréens déboutés

ASILE Le régime au pouvoir dans le pays est-africain refuse systématiquement les renvois forcés de ses ressortissants. Le camp bourgeois veut néanmoins y croire. Il exige que le Conseil fédéral trouve un pays de transit – un autre Etat africain – pour y renvoyer les personnes expulsées

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

Le régime au pouvoir en Erythrée ne se distingue pas pour son respect des droits de l'homme. Les organisations spécialisées ne cessent de le dire. Même de hauts fonctionnaires doivent parfois chercher protection à l'étranger: selon la NZZ am Sonntag, l'ancien consul et chef de la délégation à l'ONU à Genève, Adem Osman, a ainsi demandé récemment l'asile en Suisse.

Le parlement fédéral n'en a pas moins décidé, poussé par sa majorité bourgeoise, de mettre la pression pour renvoyer les requérants d'asile érythréens déboutés. Hier, et par 120 voix à 75, le Conseil national a avalisé une motion de Petra Gössi (SZ), confirmant le vote du Conseil des Etats. Pour l'ancienne présidente du Parti libéral-radical, les Erythréens n'ayant pas obtenu l'asile en Suisse doivent être expulsés. Aujourd'hui, ce n'est pas possible: Asmara refuse tout retour forcé. Seuls les renvois volontaires demeurent réalisables.

La motion votée ce jour invite le Conseil fédéral, et son ministre chargé de l'asile Beat Jans, à trouver un Etat de transit pour les Erythréens déboutés. Après y avoir fait étape, ceux-ci gagneraient leur pays dans un second temps.

Moins de 300 personnes concernées

Les Erythréens correspondant à ce profil ne sont pas légion. La Suisse en dénombrait 278 en décembre 2023. Pourquoi donc s'employer à vouloir les expulser? Parce que des bagarres générales ont mis aux prises, dans certains cantons, partisans et opposants du régime, ce qui a provoqué passablement d'irritation. La droite politique s'est emparée du sujet, et le PLR s'applique à enfoncer le clou. Le Conseil national a d'ailleurs validé une autre motion libérale-radicale, qui veut faciliter l'expulsion de réfugiés érythréens qui soutiennent le régime, et qui sont impliqués dans des rixes.

Petra Gössi, quant à elle, le souligne: le but de son texte n'est pas de délocaliser l'ensemble des procédures d'asile (sur le modèle du Royaume-Uni au Rwanda), mais bien de se concentrer sur les requérants d'Erythrée n'étant pas reconnus comme réfugiés. A cette fin, la sénatrice schwyzoise incite le Conseil fédéral à s'inspirer d'un précédent accord signé en 2003 par la conseillère fédérale d'alors, Ruth Metzler (PDC). Un texte resté lettre morte, puisque l'Etat partenaire, le Sénégal, l'avait finalement rejeté.

Cette expérience historique pose la question de l'efficacité de la mesure. Pour l'Organisation d'aide aux réfugiés (OSAR), «la motion du PLR relève de la pure politique symbolique. En effet, le régime érythréen ne soutient et n'accepte pas les retours forcés de ses propres citoyennes et citoyens. Même depuis un pays de transit, les personnes concernées ne retourneront pas volontairement dans une dictature où elles risquent la persécution et où leur vie et leur intégrité corporelle sont en danger». Résultat, les Erythréens pourraient bien revenir à la case départ. «En d'autres termes, la Suisse devrait les réadmettre si l'expulsion vers l'Erythrée venait à échouer.» Se rajoutent des préoccupations d'ordre juridique. «La Suisse ne peut pas assumer et garantir pleinement l'application de ses lois et de ses obligations de droit international dans un Etat tiers, relève aussi l'OSAR dans son communiqué. Une telle procédure risque en effet de conduire à des violations flagrantes des normes en matière de droits humains et d'autres obligations internationales telles que le principe de non-refoulement, qui proscrit le renvoi de personnes réfugiées dans des pays où leur vie est en danger ou dans lesquels elles risquent la torture ou des traitements inhumains.»

Le conseiller fédéral Beat Jans a combattu la motion de Petra Gössi: «Il est faux de dire que le Conseil fédéral néglige ce dossier. Il pratique une politique cohérente dans les renvois de requérants d'asile déboutés.» Mais le problème reste le même, a martelé le socialiste, sortant un bref instant de son calme olympien: «L'Erythrée refuse les renvois forcés, et ce avec tous les pays!» A l'entendre, il n'y aurait pas grand-chose à espérer de la motion votée par le Conseil national.

MAIS ENCORE

Regroupement familial pour les parents étrangers de Suisses
Les Suisses devraient être mis sur pied d'égalité avec les citoyens européens pour le regroupement familial. Le Conseil national a adopté hier une révision de loi en ce sens. Dans le droit actuel, une citoyenne européenne, qui réside en Suisse et est mariée à un ressortissant d'un pays tiers, peut faire venir en Suisse ses beaux-parents. Ce droit n'est pas accordé à un Suisse. (ATS)

Nouvel épisode dans l'affaire dite «Mike Ben Peter»

PROCÈS La famille du Nigérian décédé à Lausanne en 2018 a fait appel après l'acquittement des six policiers en 2023. La Cour d'appel pénale du Tribunal cantonal tiendra son audience du 1er au 3 juillet

AÏNA SKJELLAUG

La Cour correctionnelle de Lausanne libérait en juillet 2023 les prévenus du chef d'accusation d'homicide par négligence, considérant que le lien de causalité entre le comportement des six policiers et la mort de Mike Ben Peter, le Nigérian décédé en 2018 à la suite d'une interpellation policière à Lausanne, n'était pas établi. La famille de la victime a fait appel. L'audience d'appel aura donc lieu du 1er juillet à 9h au 3 juillet 2024 au Tribunal cantonal pénal à Renens. La lecture du jugement est prévue le lundi 8 juillet à 14h. En raison du nombre important de parties et de médias attendus au procès, les places disponibles pour le public seront attribuées par ordre d'arrivée.

L'homme qui monte d'un parti qui baisse

SOUS LA COUPOLE



PODCAST

C'est au Palais fédéral que «Sous la Coupole» a tendu son micro à l'élu écologiste genevois **Nicolas Walder.** Conférence sur l'Ukraine au Bürgenstock, négociations Suisse-UE, répliques politiques du séisme Nemo à l'Eurovision, condamnation pour inaction climatique à Strasbourg: le Carougeois est sur tous les fronts. Extraits

ROMAIN CLIVAZ ET NICOLE LAMON
X @RomainClivaz X @NicoleLamon


Nicolas Walder lors de l'enregistrement de «Sous la Coupole» pendant la session d'été du parlement, en compagnie de Romain Clivaz (à gauche), chef de la rubrique Opinions & Débats, et de Nicole Lamon, cheffe de la rubrique Suisse. *(BERNE, 6 JUIN 2024/MARCO ZANONI/LUNAX POUR LE TEMPS)*

«Une gesticulation totalement inutile.» Le jugement de Nicolas Walder est sans appel au moment d'évoquer la déclaration de protestation du Conseil des Etats contre le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH) contre la Suisse pour manquement à ses obligations dans le domaine de la politique climatique en avril dernier.

Cette déclaration, largement acceptée par les sénateurs, est au programme du Conseil national le mercredi de la troisième semaine. Au centre de la controverse, la phrase suivante: «La Suisse ne voit donc aucune raison de donner d'autres suites à l'arrêt de la Cour du 9 avril 2024, étant donné que ses efforts passés et actuels en matière de politique climatique remplissent les exigences en termes de droits humains qui sont formulées dans l'arrêt.»

Nicolas Walder craint pour la réputation du pays: «C'est une gesticulation extrêmement nuisible pour la Suisse. La Suisse a une image de pays responsable, de pays qui réfléchit avant de parler. Cette gesticulation ne peut que péjorer notre réputation.» Il refuse aussi de voir dans l'arrêt de la CourEDH une décision contre les citoyens: «Non, ce n'est pas les juges contre le peuple… C'est une convention européenne des droits de l'homme à laquelle la Suisse a librement décidé d'adhérer.» Il y voit plutôt un bon exemple de séparation des pouvoirs.

Membre de la Commission de politique extérieure (CPE) du Conseil national, Nicolas Walder suivra attentivement la Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine, au Bürgenstock dans le canton de Nidwald. Il salue la tenue de cette conférence: «Je pense que la Suisse est pleinement dans son rôle et heureusement qu'elle le fait», et d'ajouter que «le travail de la diplomatie suisse doit être salué».

Interrogé sur les critiques adressées à la Suisse, notamment par la Russie, et sur l'absence de la Chine, l'écologiste ne s'en inquiète guère, bien au contraire: «Aujourd'hui, je n'ai entendu de critique d'aucun autre pays à part la Russie et un ou deux de ses pays valets, c'est-à-dire la Corée du Nord, la Biélorussie et puis la Syrie… Personnellement, les critiques que l'on peut recevoir de M. Poutine, de Bachar el-Assad ou de Kim Jong-un ne me touchent pas vraiment. Et je pense que s'ils nous critiquent, c'est peut-être que cette conférence du Bürgenstock les dérange, parce qu'effectivement si la Turquie vient, si l'Afrique du Sud vient, si la Colombie vient, elle va rassembler plus de pays.»

Autre dossier que Nicolas Walder suit de près: celui des négociations entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Les négociations ont débuté le 18 mars dernier, et dans les couloirs de la Berne fédérale, il se dit que les discussions ne sont pas de tout repos: «Il est possible que ça se complique. J'espère que ce n'est qu'une complication temporaire. Moi, j'ai toujours dit que la problématique, elle était sur le front intérieur de la Suisse, parce qu'il y a effectivement des concessions à accepter» face à 27 pays qui ont défini des règles communes.

Côté patronal, il verrait d'un bon œil «un salaire minimum en Suisse» pour «donner certaines garanties» en matière de protection des travailleurs. Mais Nicolas Walder lance aussi un appel à gauche: «J'appelle effectivement aussi Pierre-Yves Maillard à avoir un discours un peu plus modéré, surtout beaucoup moins critique sur l'Europe», parce qu'il y aura une votation sur l'Europe et «si on dénigre trop l'Europe, on n'arrivera pas à gagner.»

Ce qu'il craint par-dessus tout, c'est une lente érosion, réelle mais sans grande rupture: «Je ferais la comparaison avec la grenouille que vous plongez dans l'eau froide, et vous allumez l'eau chaude. Elle ne va pas s'en rendre compte», et quand le batracien comprendra qu'il est en mauvaise posture, il sera trop tard.

Pour conclure, il a aussi été question du phénomène Nemo. Nicolas Walder ne cache pas son admiration pour l'artiste biennois: «Je trouve que non seulement c'est un excellent artiste qui a fait une prestation magnifique, dont on peut être fier, mais en plus, les propos qu'il a tenus et son engagement nous rendaient encore plus fiers.»

«J'appelle Pierre-Yves Maillard à avoir un discours un peu plus modéré, beaucoup moins critique sur l'Europe»

Concrètement, sur le plan politique, il s'agit de la discussion sur l'instauration d'un troisième genre ou l'abandon de la mention du sexe dans le registre de l'état civil. En décembre 2022, le Conseil fédéral estimait dans un rapport que «le principe de la binarité des sexes reste profondément ancré dans la société suisse… Les conditions sociales nécessaires à l'instauration d'un troisième sexe ou à l'abandon de la mention du sexe dans le registre de l'état civil ne sont pour l'heure pas réunies.»

Pour Nicolas Walder, il faut rouvrir ce débat: «On est dans le même débat qu'avec le mariage pour tous. On nous a aussi dit pendant des dizaines d'années que cela remettrait en cause l'ordre en Suisse… Aujourd'hui, une majorité de la population a compris que le fait que j'aie pu épouser mon mari n'a rien enlevé à mes amis hétérosexuels.» Et il se veut rassurant: «Avoir un genre neutre ne péjorerait en rien (la situation) des personnes qui s'identifient fortement à l'un des deux genres.» ▬


Cet épisode de notre podcast politique «Sous la Coupole» est à écouter sur nos différents supports. Vous pouvez vous abonner sur Apple Podcasts et Spotify.

Président Macron, le spectre du binôme

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

Emmanuel Macron représentera seul la France au prochain sommet du G7, à la conférence du Bürgenstock et au sommet de l'OTAN qui aura lieu du 9 au 11 juillet à Washington. Une semaine plus tard, lors de la réunion de la Communauté politique européenne, le 18 juillet à Blenheim Palace, au Royaume-Uni, il sera vraisemblablement flanqué de son nouveau premier ministre avec lequel il inaugurera le binôme qui le conduira jusqu'à la fin de son mandat en 2027.

C'est un effet de la cohabitation qui s'annonce entre le président de la République française et le successeur de Gabriel Attal, qui ne sera sans doute pas issu de la majorité présidentielle actuelle. Tel fut le cas au cours de la dernière cohabitation, celle de Jacques Chirac et Lionel Jospin, entre 1997 et 2002. Irrésistiblement, l'annonce de la dissolution évoque celle qui marqua le septennat de Jacques Chirac.

Ce dernier a dissous l'Assemblée nationale à la suite du rejet par le peuple du projet de Constitution européenne. Le débat public n'avait pas porté seulement sur les institutions européennes. Au fil du temps, il s'était transformé en un référendum sur la politique du gouvernement. Les électeurs ont sanctionné une double erreur de jugement de leur président: celle d'avoir soumis le texte de la nouvelle Constitution européenne à un vote populaire (il n'y était pas obligé) et celle d'avoir provoqué ensuite de nouvelles élections législatives alors qu'il n'y était pas non plus contraint.

Aujourd'hui, nous voyons que les électeurs français ont profité des élections européennes pour exprimer un vote de sanction à l'égard d'un président de la République impopulaire. Ce dernier leur donne pour toute réponse une nouvelle occasion de le défier dans des élections législatives qu'il n'était pas tenu d'organiser maintenant.

Certes les conditions sont différentes: la situation à l'Assemblée nationale, en proie au chahut, aux invectives, aux injures et au désordre devenait objectivement incontrôlable en l'absence d'une majorité présidentielle. Alors que d'habitude le président dispose d'une majorité à l'Assemblée élue dans la foulée de l'élection présidentielle, ce ne fut pas le cas en 2022.

Les premières réactions à l'annonce de la dissolution laissent entendre qu'il sera difficile de faire revivre un front républicain

Emmanuel Macron s'est moins investi dans la campagne et son parti s'est révélé un piètre vecteur de son programme politique. Aujourd'hui, les préoccupations des électeurs français portent principalement sur les problèmes liés à l'immigration, à la sécurité publique et au pouvoir d'achat: ils estiment que le gouvernement les maîtrise mal et sont tentés d'essayer une autre voie, celle que leur propose le Rassemblement national de Mme Le Pen. M. Macron espère renverser cette tendance en appelant toutes les forces situées entre les ex-frontistes et la gauche Insoumise à le soutenir.

Mais les partis ne partagent pas tous son analyse des risques que le RN fait courir à la démocratie. Certains républicains, encouragés par l'ancien président Nicolas Sarkozy, étaient prêts à former une coalition avec Renaissance, le parti macronien: mais la majorité des députés LR n'en voulait pas. D'autres ne renâcleraient pas à s'allier localement avec le RN. La gauche social-démocrate cherche à profiter du succès de la liste Glucksmann aux élections de dimanche dernier pour se profiler à nouveau; qu'en sera-t-il de La France insoumise?

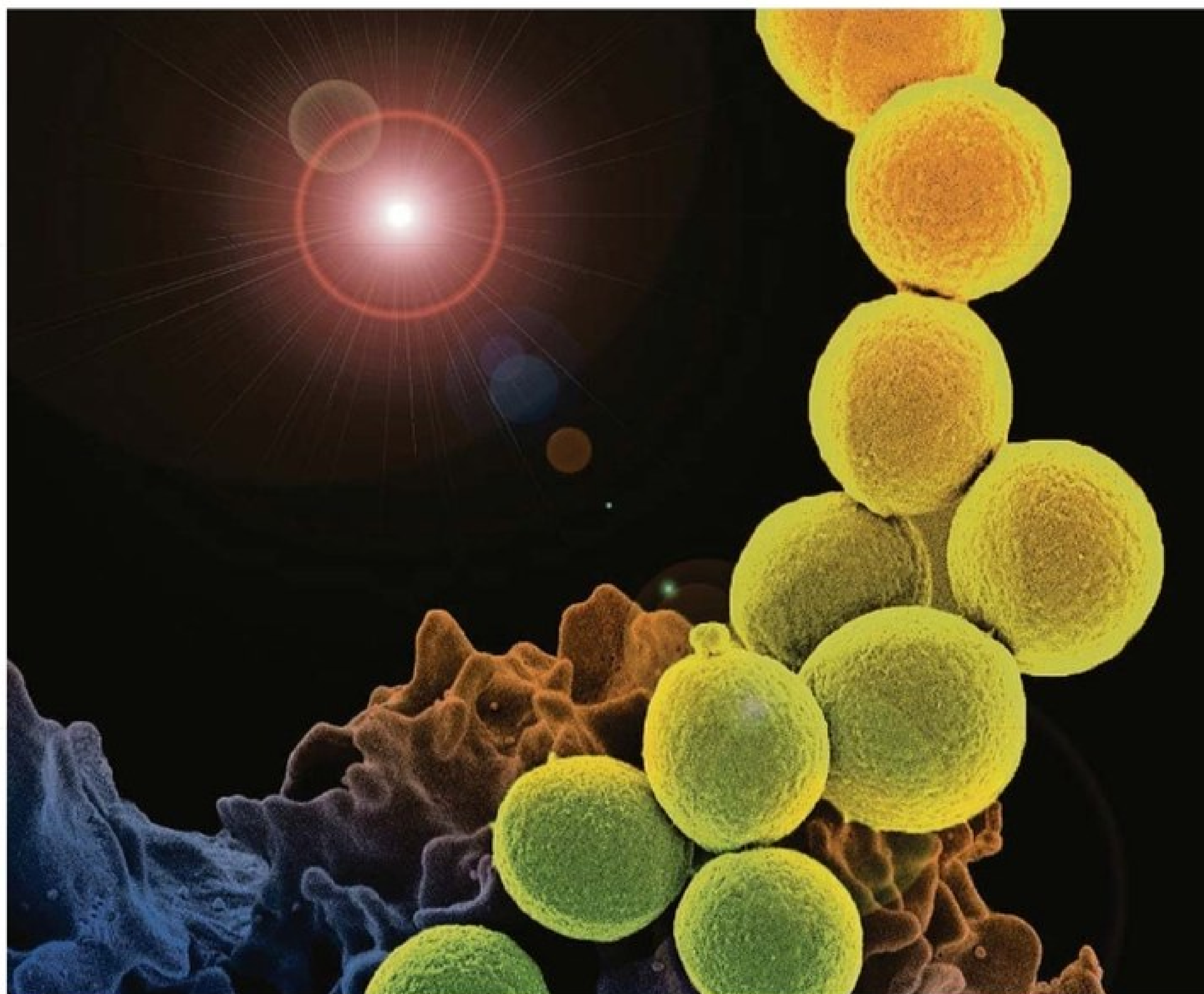
Les premières réactions à l'annonce de la dissolution laissent entendre qu'il sera difficile de faire revivre un front républicain anti-RN et anti-LFI. La nécessité d'avoir à prendre rapidement position pour tenir compte du calendrier serré imposé par le président Macron ne favorise pas la clarté du débat électoral.

Enfin, on sait que les circonstances peuvent varier d'une circonscription à l'autre. Il est arrivé que le corps électoral parte dans une direction lors du premier tour de scrutin puis corrige son vote dans le sens d'un plus grand équilibre lors du second tour. Le pari d'Emmanuel Macron s'inscrit dans ces données. Il suscite trois questions. Pourquoi n'avoir pas attendu la fin de l'été olympique pour convoquer les électeurs? Pourquoi leur donner des verges pour le battre, si tôt après la débâcle du 9 juin? Pour la faire oublier? ▬

Un logiciel permet de lutter contre la résistance aux antibiotiques

BACTÉRIOLOGIE Un algorithme développé aux Hôpitaux universitaires de Genève aide à trouver la molécule à prescrire en cas d'infection

SYLVIE LOGEAN
@sylvielogean



Micrographie électronique d'un globule blanc interagissant avec une souche résistante aux antibiotiques de la bactérie «Staphylococcus aureus». *(IMAGE POINT FR/NIH/NIAID/BSIP/UNIVERSAL IMAGES GROUP VIA GETTY IMAGES)*

Les bactéries peuvent se montrer particulièrement malignes. Surtout lorsqu'il est question de lutter contre ce qui peut les tuer. A force d'être exposés aux antibiotiques – trop souvent prescrits de manière excessive ou inappropriée –, certains micro-organismes ont en effet réussi à développer des mécanismes d'action élaborés leur permettant d'échapper à l'ennemi, qu'il s'agisse de gènes de résistance acquis par le biais d'échanges avec d'autres bactéries, ou de mutations.

Cette adaptation aux antimicrobiens n'est malheureusement pas sans conséquences. La résistance aux antibiotiques constitue aujourd'hui l'une des menaces les plus graves pesant sur la santé mondiale, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et pour cause: du fait de la perte d'efficacité de certains antibiotiques, un nombre croissant d'infections, comme la pneumonie ou la tuberculose, deviennent de plus en plus compliquées à traiter.

L'un des moyens de réduire l'émergence de bactéries résistantes? Prescrire le plus rapidement possible un antibiotique dit à spectre étroit, à savoir ciblant une population distincte de micro-organismes, au contraire des antibiotiques dits à large spectre, qui touchent beaucoup plus d'espèces bactériennes. Problème: il n'existe à ce jour aucun consensus, parmi les experts, au sujet du classement des antibiotiques selon leur spectre d'activité.

Application en libre accès

Face à ce constat, une idée germe dans l'esprit de Mikaël de Lorenzi-Tognon, médecin spécialiste en infectiologie. Alors qu'il travaille au Laboratoire de bactériologie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), il imagine une nouvelle application en libre accès, facile à utiliser sur un smartphone et permettant de classer objectivement les antibiotiques en fonction de leur spectre d'activité. L'étude détaillant les avantages de cette application appelée S³ (Simplified Spectrum Score) a été publiée dans *Scientific Reports* le 29 avril dernier.

Pour concevoir son outil, Mikaël de Lorenzi-Tognon s'est appuyé sur les données de l'Organisation européenne pour les tests de sensibilité aux antimicrobiens (Eucast), incluant les informations d'activité de 63 antibiotiques pour un total de 837 espèces bactériennes. «Ces données ont été intégrées à l'algorithme de notre logiciel pour générer un score normalisé permettant d'effectuer des comparaisons directes entre les antibiotiques et facilitant ainsi leur classement du plus large spectre au plus étroit», explique celui qui est actuellement chercheur postdoctoral à l'Université de Californie à San Francisco.

A travers l'application S³, le scientifique espère améliorer la prise en charge des patients en ciblant plus rapidement les antibiotiques les plus efficaces et les moins délétères pour nos bonnes bactéries, que l'on appelle le microbiote et qui participent au maintien d'une bonne santé. «Il y a des situations où l'on ne peut éviter l'utilisation des antibiotiques à large spectre, par exemple lorsqu'un patient souffre d'une infection à une bactérie résistante à plusieurs antibiotiques, pointe Mikaël de Lorenzi-Tognon. Cependant, même dans ce cas, ceux-ci ne sont pas égaux et certains ont des effets plus néfastes que d'autres sur notre flore microbienne.»

Eviter la pression de sélection

L'objectif: que ce logiciel puisse être utilisable autant par le médecin hospitalier que le praticien en cabinet, en passant par les organismes de santé publique devant émettre des recommandations sur les molécules les plus appropriées.

«Cette désescalade au niveau de la prescription des antibiotiques est importante à plusieurs niveaux, relève Jacques Schrenzel, responsable du Laboratoire de bactériologie et de recherche génomique des HUG et coauteur de l'étude. Le risque de prescrire trop d'antibiotiques à large spectre, à l'échelle individuelle, est de favoriser la pression de sélection. C'est-à-dire d'avantager les germes résistants ailleurs dans l'organisme, par exemple dans le tube digestif, et que ceux-ci se mettent à proliférer. Ces bactéries résistantes peuvent aussi être transmises au personnel soignant.»

A noter qu'en comparaison avec d'autres pays européens, «la situation en Suisse, concernant l'augmentation des bactéries multirésistantes, n'est pas «trop mauvaise», selon Andreas Kronenberg, responsable du Centre suisse pour le contrôle de l'antibiorésistance (Anresis), qui recoupe notamment les données de résistance de plus de 30 laboratoires de diagnostic en médecine humaine. «Les organismes multirésistants comme les entérobactéries résistantes aux carbapénèmes [des antibiotiques à large spectre, ndlr] sont souvent importés de l'étranger.»

Si Anresis a récemment publié son propre guide pour aider les médecins dans leur décision sur la meilleure thérapie antibiotique, Andreas Kronenberg voit d'un très bon œil l'application S³: «La réduction du spectre des antibiotiques utilisés est un objectif important car cela permet de ralentir l'augmentation de la résistance aux antimicrobiens. Tout outil qui soutient ces décisions est utile.» ▬

MAIS ENCORE

Mieux dépister les cancers de la peau
Comment améliorer le dépistage du cancer de la peau? Des technologies de pointe alliées à l'intelligence artificielle pourraient se révéler des aides de plus en plus précieuses au diagnostic. Dans la ville française d'Evreux, une immense machine de 3 mètres de haut et 5 mètres de large – Vectra 360 – est capable de photographier presque toute la surface de la peau d'un patient en une prise de vue, grâce à ses 92 objectifs haute définition. (AFP)

EN BREF

Exposition aux pesticides: des enfants sous la loupe

Les élèves de plusieurs écoles primaires valaisannes prennent part actuellement à une étude mandatée par le canton qui doit évaluer les éventuels impacts de l'exposition aux pesticides sur la santé respiratoire des enfants. Les résultats sont attendus pour la mi-2025. En décembre 2022, le Conseil d'Etat a mandaté l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH, institut associé à l'Université de Bâle) pour mener cette étude. ATS

Du givre matinal sur des volcans de Mars

Pour la première fois, la formation de givre a été détectée sur des volcans de Mars, les plus hautes montagnes de notre système solaire. Une équipe internationale dirigée par l'Université de Berne publie cette découverte dans la revue *Nature Geoscience*. Les scientifiques ont utilisé des images en couleur prises par la caméra CaSSIS (Color and Stereo Surface Imaging System) à bord de la sonde ExoMars Trace Gas Orbiter de l'Agence spatiale européenne (ESA), a indiqué lundi l'alma mater bernoise. ATS

Morts prématurées et pollution de l'air

La pollution atmosphérique, provenant des émissions humaines ou d'autres sources, comme les feux de forêt, est associée à quelque 135 millions de décès prématurés à travers le monde entre 1980 et 2020, selon l'étude d'une université singapourienne. Des phénomènes météorologiques comme *El Niño* et le dipôle de l'océan Indien – autre phénomène climatique naturel découlant d'un écart de températures à la surface de la mer – ont aggravé les effets des polluants en augmentant leur concentration dans l'air, explique l'Université technologique Nanyang de Singapour. AFP

Fortes pluies en Autriche

L'Autriche est frappée depuis plusieurs jours par de violents orages ayant provoqué la disparition d'un homme et causé de nombreux dégâts. Un avion a aussi été fortement endommagé par la grêle en plein vol. Un retraité de 77 ans «qui était allé voter en voiture pour les européennes» dimanche n'est pas rentré depuis chez lui à Mischendorf (est), a indiqué la police. AFP

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Mardi 11 juin 2024



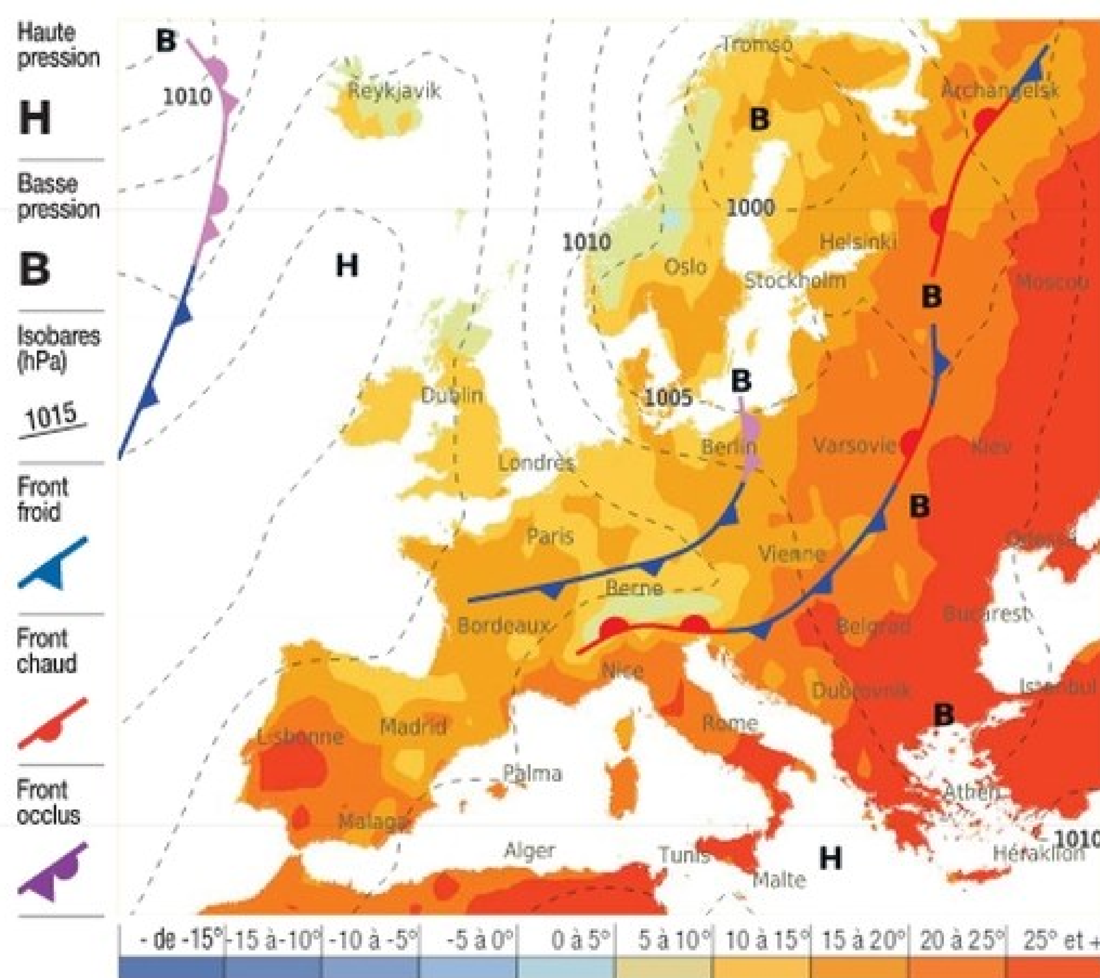
lever: 05h43
coucher: 21h28
1 minute de soleil en plus

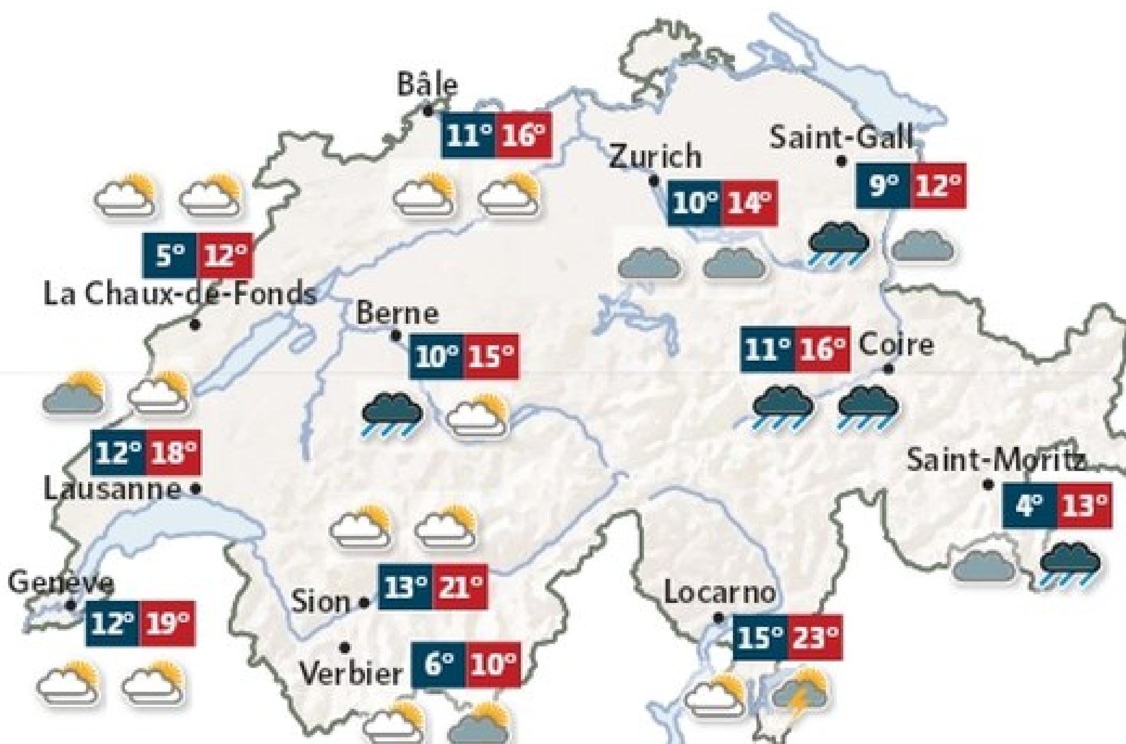


lever: 10h23
coucher: 01h02

lune croissante
taux de remplissage: 25%

Situation générale aujourd'hui à 13h





MARDI ET MERCREDI s'annoncent comme des journées fraîches et dépressionnaires, mais avec une instabilité faible. Dès lors, les régions de plaine bénéficieront d'éclaircies et d'un risque d'averses modéré, alors que les régions de montagne seront rapidement nuageuses avec un risque d'averses plus marqué, notamment dans les Préalpes. Les maxima avoisineront les 18 °C et une faible bise soufflera au nord des Alpes. Jeudi et vendredi s'annoncent plus chauds, plus ensoleillés et probablement secs.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MERCREDI 100%		JEUDI 90%		VENDREDI 80%		SAMEDI 70%		DIMANCHE 70%	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	7°	18°	8°	20°	8°	22°	12°	20°	12°	21°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	10°	21°	10°	23°	10°	24°	13°	23°	12°	23°
Limite des chutes de neige	-		-		-		3000 m		-	
Suisse centrale et orientale	8°	18°	10°	20°	9°	22°	12°	21°	12°	21°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Sud des Alpes	14°	22°	13°	22°	15°	22°	16°	22°	15°	24°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse **tél. 0900 162 666**
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'emission ou cours de clôture (valeurs du lundi, 10.06.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds en obligations

B. Sel.-Glob Bonds ESG IA (CHF)	CHF 3/1a	99.06	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG ID (CHF)	CHF 3/1a	99.06	-
B. Sel.-Glob Bonds ESG IDUH (USD)	USD3/1a	99.65	-

Fonds en actions

Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF)	CHF 4/2a	107.81	11.0

Fonds immobiliers

Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM	CHF 2/2	148.00	7.2

SYNCHRONY Funds

Fonds en obligations

Synchrony (LU) World Bonds (CHF) A	CHF 1/1e	92.76	-0.6
Synchrony (LU) World Bonds (EUR) A	EUR1/1e	97.34	-1.4
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/1e	104.17	-0.8
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/3e	92.25	-2.0

Fonds en actions

Synchrony (LU) High Div US Stocks A	USD1/1e	147.63	5.4
Synchrony (LU) High DivEuroP.St. A	EUR1/1e	125.52	8.3
Synchrony (LU) Silk Road ZS A	USD1/1e	124.79	11.1
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/1e	155.12	8.3
Synchrony (LU) Swiss All Caps (CHF) A	EUR1/1e	151.20	3.8
Synchrony (LU) SwissSm&MidCaps A	CHF 1/1e	128.94	2.7
Synchrony (LU) World Equity (EUR) A	EUR1/1e	218.48	8.8
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/1e	138.12	9.8
Synchrony Europe Equity A	EUR4/3f	102.78	9.2
Synchrony High Div.Sw.Stcks A	CHF 1/1e	134.27	7.4
Synchrony High Gr.Econ.Eq. A	USD4/3f	103.43	4.9
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/1e	137.30	3.4
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/1e	106.72	10.2
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/1e	110.67	10.4
Synchrony Swiss Equity I	CHF 1/1e	106.76	-
Synchrony US Equity A	USD4/3e	197.55	11.8

Fonds d'allocation d'actifs

Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/1f	143.83	6.3
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR2/1f	146.21	4.4
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/1f	97.28	2.9
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/1f	131.81	9.5
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/1f	97.30	1.7
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/1f	153.02	14.1
Synchrony (LU) Balanced (EUR) A	EUR1/1e	139.80	3.9
Synchrony (LU) Dynamic (EUR) A	EUR1/1e	176.05	6.0
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/1f	122.63	3.5
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/1f	128.83	5.4
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/1f	117.97	5.6
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/1f	131.71	8.6

BBGI GROUP Global Investments

Autres fonds

BBGI - Equit. Sw. Behavior. Value	CHF 1/1e	159.30	10.6
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF	CHF 1/1e	117.00	17.9
BBGI - Swiss Phys. Gold CI CHF Hdg.	CHF 1/1e	83.30	8.9
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR	EUR1/1e	154.30	13.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI EUR Hdg.	EUR1/1e	93.10	10.0
BBGI - Swiss Phys. Gold CI USD	USD1/1e	124.20	10.7
BBGI Commodities (USD) A	USD1/1e	108.60	8.0
BBGI Natural Resources (USD)	USD1/1e	185.10	2.7
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD1/1e	75.70	-10.1

BCV

Fonds d'allocation d'actifs

BCV Actif Balancé (CHF) ESG	CHF 1/1f	101.56	6.5
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.56	3.7
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/1f	98.96	9.7
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/1f	90.10	0.8
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/1f	140.16	13.3
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/1f	111.06	9.4
BCV Stratégie Equipondéré ESG A	CHF 2/1f	163.44	6.4
BCV Stratégie Equipondéré ESG Amb A	CHF 2/1f	98.54	5.2
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/1f	84.11	0.1
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/1f	112.81	3.6
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/1f	103.81	2.6

Berninvest

Fonds immobiliers

Good Buildings SREF	CHF 5/5	130.00	-1.5
Immo Helvetic	CHF 5/5	205.00	1.0

BLACKROCK

Fonds en obligations

BGF FI Glb Ops D2 USD	USD1/1e	16.62	0.8
BGF Glb Corp Bond D2 USD	USD1/1e	15.71	0.1

Fonds en actions

BGF Syst Glb Eq HI D2 USD	USD1/1e	23.41	10.5
Glb Uncon Eq D Acc USD	USD3/3e	183.67	11.4

bordier 1844

Fonds en obligations

BO Fd IV-Bordier Allo Bal USD	USD4/4e	113.56	5.3
BO Fd IV-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR4/4e	103.39	0.8
BO Fd IV-Bordier Glb Fix Inc USD	USD4/4e	113.37	1.7

Fonds en actions

BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur EUR	EUR4/4e	159.77	6.0
BO Fd IV-Bordier Core Hld Eur I EUR	EUR1/1e	149.13	6.4
BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD	USD4/4e	190.70	5.2
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur EUR	EUR4/4e	126.27	12.1
BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur I EUR	EUR1/1e	133.08	12.5
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD	USD4/4e	2328.67	13.2
BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD	USD4/4e	225.71	12.8

BRUNOWALTER FINANCE SA

Fonds en actions

Allround Quadinvest Fund ESG B	EUR2/1e	219.98	3.8
Allround Quadinvest Fund ESG C	EUR2/1e	164.70	3.9
Allround Quadinvest Fund ESG D	EUR2/1e	234.42	4.0
Allround Quadinvest Fund ESG Da	EUR2/1e	99.19	4.0
Allround Quadinvest Growth B	USD2/1e	296.56	8.2
Allround Quadinvest Growth C	USD2/1e	306.05	8.2
Allround Quadinvest Growth D	USD2/1e	311.61	8.4
Allround Quadinvest Growth Da	USD2/2e	261.48	8.4
Allround Quadinvest Growth OE	USD2/1e	290.43	8.0

bwm VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse: LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

Classic Global Equity Fund	CHF 3/3a	611.10	19.6
Classic Value Equity Fund	CHF 3/3e	186.77	16.6

caceis INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/1e	125.91	15.9
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR1/1e	99.57	17.0
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/1e	133.31	10.1

carne

Fonds en actions

Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/1e	239.85	26.5
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR2/1e	240.03	21.2
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD2/1e	275.82	18.0

CITÉ GESTION PRIVATE BANK

Fonds d'allocation d'actifs

WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/1f	1105.64	4.2
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/1f	1032.80	3.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD1/1f	1248.82	4.7

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

CS Money Market Fund CHF B	CHF 2/1e	961.18	0.6
CS Money Market Fund EUR B	EUR 2/1e	1049.90	1.5
CS Money Market Fund USD B	USD2/1e	1163.99	2.1

Fonds en obligations

CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/1e	108.75	0.2
CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B	USD2/1e	113.86	2.7
CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/1e	111.71	0.6
CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/1e	127.90	0.7
CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B	USD2/1e	156.72	1.3
CS (Lux) EM Corp IG Bd FD B	USD2/2e	141.84	0.7
CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD2/2e	136.69	2.8
CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/1e	496.07	-0.1
CSIP (Lux) GL Bal Convertible B	USD2/1e	175.11	3.4
CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD1/1e	158.67	4.6

Fonds en actions

CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/1e	42.04	11.4
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/4e	447.61	7.4
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 3/1e	15.20	11.0
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 3/1e	23.45	10.9
CS (CH) Swissac EF B	CHF 2/1e	557.46	9.7
CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD	USD2/2e	593.25	-7.0
CS (Lux) EU Qu Div EQ B	EUR 2/1e	23.14	6.2
CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR	EUR 2/1e	4368.51	11.6
CS (Lux) GL Qua Div EQ B	USD2/1e	25.54	8.1
CS (Lux) Global Value EF B EUR	EUR 2/1e	15.46	7.4
CS (Lux) Infrastruct Eg Fd B	USD2/2e	211.18	0.9
CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR	EUR 2/1e	2912.46	-0.9
CS (Lux) Security Equity Fd B	USD2/1e	45.81	0.9
CS EF (CH) S&M Cap Switz.Eq Fd B	CHF 2/1e	1452.54	6.1

Fonds d'allocation d'actifs

CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB	CHF 2/1e	115.56	5.0
CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB	CHF 2/1e	132.21	7.9
CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB	CHF 2/1e	99.93	1.8
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/1e	105.02	2.2
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/1e	109.41	4.5
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 2/1e	126.43	5.6
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/1e	118.50	9.1
CS (Lux) Global High Income USD UB	USD1/1e	199.62	3.5
CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB	CHF 2/1e	122.91	5.7
CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB	CHF 2/1e	140.99	8.6
CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB	CHF 2/1e	107.76	3.2

Fonds immobiliers

CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 5/5e	100.50	6.2
CS REF Green Property	CHF 5/5e	114.50	-5.4
CS REF Hospitality	CHF 5/5e	73.00	2.5
CS REF Interswiss	CHF 5/5e	173.00	6.1
CS REF LivingPlus	CHF 2/1e	141.50	-1.4
CS REF Siat	CHF 5/5e	219.00	3.3

Investissements alternatifs

CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B	EUR 2/1a	160.18	-1.9
CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF	CHF 2/1e	117.44	2.0

Autres fonds

CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/1e	18.48	1.0
CS (Lux) Com Idx Pl USD Fd B	USD2/1e	70.63	4.7
CS (Lux) CommodityAllocation B	USD2/1e	74.75	5.6
CSIP(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/1e	259.30	8.9

CRONOS FINANCE

Fonds immobiliers

Cronos Immo Fund	CHF 5/5	110.00	-6.4

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD2/1a	196.57	1.2
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD4/4a	81.25	1.4
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/1e	207.52	8.8
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/4e	225.99	8.9
ENETIA Energy Infras. Fund IB EUR	EUR 2/1e	17243.91	1.8
ENETIA Energy Transition Fund IB EURh	EUR 2/1e	140.25	-1.2
White Fleet IV-Ene Enr In S EUR(unhe)	EUR 1/1e	11482.36	3.1
White Fleet IV-Ri. St. B (USD)	USD1/1e	45.49	-6.2
White Fleet IV-Sec. Trds S (USD)	USD1/1e	198.61	10.7

Fonds d'allocation d'actifs

Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/4e	124.11	5.8

Autres fonds

Physical Gold B3	USD1/1e	126.34	11.8

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

ERRES Swiss A-CHF	CHF 4/4	146.50	7.3

ethos

Fonds en actions

Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A	CHF 4/1ex	483.31	6.0

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/1e	104.97	0.0
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/1e	102.16	-0.6
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/1e	556.15	0.5

Fonds en actions

GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/1e	412.10	11.2

Fonds d'allocation d'actifs

GENERALI Anlagefonds	CHF 2/1e	134.79	2.9
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 3/1e	92.52	13.2
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/1e	97.09	6.9
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/1e	110.16	4.4
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/1e	148.34	0.6
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 3/1e	92.18	0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 3/1e	92.47	0.1
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 3/1e	93.32	-0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 3/1e	89.19	-0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 3/1e	93.36	-0.2
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 3/1e	95.47	-0.2
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/1e	98.95	-0.4
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/1e	110.76	1.4
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/1e	122.65	3.0
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/1e	136.75	4.6

FIR FONDS IMMOBILIER ROMAND

Fonds immobiliers

FIR	CHF 2/2	218.00	2.8

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/1e	98.60	0.9

Fonds en actions

EG European Equities (EUR)	EUR 2/1e	420.50	9.5
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/1e	232.20	2.6
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/1e	67.60	7.8
Gutzwiller ONE	USD2/1e	591.00	9.3

Investissements alternatifs

Gutzwiller TWO (USD)	USD2/1bt	173.20	-0.4

helvetia Asset Management AG

Fonds immobiliers

Helvetia (CH) Swiss Property Fund	CHF 1/1	107.50	5.4

IAM Independent Asset Management

Fonds en actions

IAM European Equity CHF - A	CHF 2/1e	1357.78	11.9
IAM Global Equity CHF - A	CHF 2/1e	2055.05	11.1
IAM Immo Securities CHF - A	CHF 2/1e	1205.37	0.9
IAM Swiss Equity CHF - A	CHF 2/1e	3291.55	7.9

IMMOFONDS asset management

Fonds immobiliers

IMMOFONDS	CHF 2/2	514.00	-6.2

LA FONCIÈRE

Fonds immobiliers

La Foncière	CHF 4/4	131.00	-1.1

Lienhardt & Partner PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

Lienhardt & Partner Core Strat.Fd A-CHF	CHF 2/1e	84.73	6.2

MIRABAUD Asset Management

À la recherche d'une gestion active de conviction? Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

Mir. - Gl Strat Bd I USD	USD4/4e	125.38	1.7

PATRIMONIUM Your Partner in Private Markets

Fonds immobiliers

PSREF - A	CHF 2/1	168.00	1.5

procimmo BUILDING INVESTMENTS

Fonds immobiliers

Procimmo Real Estate SICAV	CHF 2/2	148.00	2.1
Procimmo Residential Lemanic Fund	CHF 5/5	137.00	5.8
Streetbox Real Estate Fund	CHF 5/5	489.00	9.4

PvB

Fonds en actions

Nerrick Swiss Equity Fd CHF - A	CHF 4/4e	147.25	8.6

REALSTONE

Fonds immobiliers

RSF	CHF 5/5	121.50	-2.0
Solvalor 61	CHF 1/1	279.00	-3.1

UBP

Fonds en obligations

UBAM - Dynamic Euro Bond AC	EUR1/1e	264.03	2.6
UBAM - Dynamic US Dollar Bond AC	USD1/1e	254.34	3.4
UBAM - Global High Yield Solution AC	USD4/1e	226.04	4.0
UBAM - Med.Term US Corp.Bnd AC	USD1/1e	208.89	1.3

Fonds en actions

UBAM - 30 Global Leaders Equity AHC	USD1/1e	282.13	5.5
UBAM - Angel Jap Small Cap Eq APC	JPY 1/1e	19217.00	-4.1
UBAM - Dr. Ehrhardt German Equity AC	EUR1/1e	2421.55	7.4
UBAM - Swiss Equity AC	CHF 1/1e	441.42	12.2

Vontobel

Fonds en obligations

Emerging Mark. Corp. Bd B	USD4/4e	103.31	3.7
Emerging Markets Debt B	USD2/1e	133.32	5.9
Euro Corporate Bond B	EUR2/1e	171.66	0.3
Global Corporate Bond A	USD4/4e	100.32	0.1
Sust Bd CHF Concept A	CHF 1/1e	93.01	0.1
Sust Em Mkts Loc Ccy Bd B	USD2/1e	95.85	-3.5
Sustainable Global Bond HI (hedged)	CHF 4/4e	90.27	-2.2
TwentyFour Str Inc Fund H (hedged)	CHF 4/4e	91.86	1.7
TwentyFour Sus S-T Bd Inc H (hedged)	CHF 4/4e	94.91	0.0

Fonds en actions

Global Env Change B	EUR2/1e	572.06	10.4
Global Equity B	USD2/1e	427.83	5.2
mtx Sust.Asian Leaders(Ex-Jap) B	USD2/1e	385.04	8.3
mtx Sust.Emer.Mkts Leaders B	USD2/1e	145.91	6.0
Sustainable Swiss Dividend A	CHF 4/1ex	663.17	11.3
Sustainable Swiss Equity A	CHF 4/1ex	281.82	9.2
Sustainable Swiss Equity Income Plus A	CHF 4/1e	104.25	-
Sustainable Swiss M&S C A	CHF 4/1ex	1268.31	5.2
Swiss Eq Mlti Factor A	CHF 2/1ex	178.71	7.1
US Equity B	USD2/1e	2300.66	5.2

Explication Indices

Conditions d'émission et de rachat de parts:

Le premier chiffre se réfère aux conditions appliquées lors de l'émission de parts:

1. Pas de commission d'émission et/ou de taxes en faveur du fonds (l'émission a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission d'émission en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors du placement de nouvelles res-sources entrées)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors de l'émission de parts

Le second chiffre en italique se réfère aux conditions appliquées lors du rachat de parts:

1. Pas de commission de rachat et/ou de taxes en faveur du fonds (le rachat a lieu à la valeur d'inventaire)
2. Commission de rachat en faveur de la direction du fonds et/ou du distributeur (peut être différente pour le même fonds en fonction de la filière de distribution)
3. Frais de transaction en faveur du fonds (participation à la couverture des frais lors de la vente de placements)
4. Combinaison de 2) et 3)
5. Conditions particulières lors du rachat de parts

Particularités:

a) évaluation hebdomadaire
b) évaluation mensuelle
c) évaluation trimestrielle
d) pas d'émission ni de rachat régulier de parts
e) valeur du jour précédent
f) évaluation antérieure
g) émission des parts suspendue temporairement
h) émission et rachat de parts suspendus temporairement
i) prix indicatif
l) en liquidation
x) après distribution de revenu et/ou gain de cours

Les informations fournies sont sans garantie
NAV / Issue Price commissions non comprises

Economie & Finance

-1%

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN ITALIE A BAISSÉ EN AVRIL POUR LE DEUXIÈME MOIS D'AFFILÉE. Elle a perdu 1% par rapport à mars, a indiqué hier l'Institut national des statistiques. Le pays a cependant vu son PIB augmenter de 0,3% au premier trimestre, grâce à la consommation des ménages et aux investissements.

PABLO HERNANDEZ DE COS

Gouverneur de la Banque d'Espagne

Il a achevé hier son mandat de six ans à la tête de l'institution monétaire sans qu'un successeur soit nommé, en raison d'un blocage politique entre majorité et opposition.



-0,5%

LE PIB DU JAPON A RECULÉ DE 0,5% AU PREMIER TRIMESTRE PAR RAPPORT AU PRÉCÉDENT, selon une nouvelle estimation publiée hier. Elle confirme les chiffres préliminaires annoncés le mois dernier, qui mettaient en évidence la faiblesse des exportations et de la consommation privée.

SMI 12137,74 -0,95%	↓
Euro Stoxx 50 5016,48 -0,69%	↓
FTSE 100 8228,48 -0,20%	↓

Dollar/franc	0,8964	↓
Euro/franc	0,9643	↓
Euro/dollar	1,0758	↓
Livre st./franc	1,1417	↑
Baril Brent/dollar	81,32	↑
Once d'or/dollar	2310	↑

Le futur post-covid de Moderna se dessine

SANTÉ Une semaine après l'approbation d'un nouveau vaccin destiné à prévenir la bronchiolite chez les patients âgés, l'entreprise présente des données encourageantes pour un vaccin combiné grippe-covid. Des atouts pour rebondir après l'effondrement post-pandémie

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND
𝕏 @etiennemeyva

Comme les autres acteurs qui ont bénéficié de la pandémie, Moderna essuie durement l'effondrement de la vaccination contre le covid. Mais la stratégie de la biotech américaine pour répondre à cette baisse des ventes commence à se concrétiser avec l'arrivée de nouveaux traitements. Hier, elle a présenté de premiers résultats positifs dans la phase III (dernière étape de développement d'un médicament) de son vaccin combiné pour la grippe et le covid.

«Nous avons commencé les discussions avec les autorités de régulation. C'est une vaccination saisonnière, donc pour les pays les plus rapides, nous pouvons espérer une mise sur le marché à l'automne 2025, pour les autres, ce sera à l'automne 2026», détaille Stéphane Bancel, directeur général de Moderna. Comme Spikevax, le vaccin contre le covid de Moderna, mRNA-1083 (le nom actuel de ce vaccin), repose sur la technologie de l'ARN messager, dont l'efficacité a été démontrée lors de la pandémie.



Jusqu'à récemment, Spikevax, basé sur la technologie de l'ARN messager, était le seul produit de Moderna. *(BERLIN LE 5 FÉVRIER 2022/EMMANUELE CONTINI VIA WWW.IMAGO-IMAGES.DE)*

Chiffre d'affaires en chute

«Les chiffres de la saison de vaccination qui vient de s'achever [de l'automne 2023 au printemps 2024, ndlr] montrent que la vaccination covid représente un tiers de la vaccination contre la grippe. Etre la première entreprise à disposer d'un vaccin combiné devrait nous assurer une bonne position sur ce marché», estime Stéphane Bancel. Pour la biotech encore inconnue du grand public il y a 5 ans, l'enjeu est désormais de trouver de nouveaux produits à mettre sur le marché. D'autant que celle-ci a réalisé de lourds investissements en lançant la construction de plusieurs usines pour être capable d'assurer la production de ses traitements

L'effondrement de la vaccination post-pandémie a provoqué une chute des revenus de Moderna dont le seul produit était encore récemment Spikevax. Pour l'année 2023, la biotech, dont le siège se trouve à Cambridge aux Etats-Unis, a enregistré une perte de 4,7 milliards de dollars (4,2 milliards de francs) contre un bénéfice de 8,3 milliards (7,4 milliards en francs) en 2023. L'entreprise pharmaceutique a aussi vu son cours boursier chuter considérablement post-covid. D'un plus haut historique a quasiment 450 dollars l'action en septembre 2021 (contre environ 19 dollars début 2020), il est passé à environ 70 dollars en septembre dernier, soit un recul de plus de 80%. Depuis il est reparti à la hausse, évoluant actuellement autour des 146 dollars.

Une chute à l'image des revers essuyés par les autres acteurs impliqués dans la production. Au début du mois, son concurrent dans le domaine, le groupe pharmaceutique suédo-britannique AstraZenaca annonçait mettre fin à la vente et à la production de son propre vaccin contre le covid faute de ventes.

Ce vaccin combiné n'est pas la seule piste explorée par Moderna. Il y a une semaine la Food and Drug Administration (FDA), l'autorité américaine de régulation des médicaments, autorisait la mise sur le marché d'un vaccin contre le virus respiratoire syncytial (VRS), responsable de bronchiolites, pour les plus de 60 ans.

> **«Etre la première société à disposer d'un vaccin combiné devrait nous assurer une bonne position sur ce marché»**
> STÉPHANE BANCEL, PATRON DE MODERNA

Des virus respiratoires aux cancers

Le portefeuille de traitements en développement de Moderna va au-delà des virus respiratoires. «Il y a un second volet qui concerne les virus latents. Nous sommes en attente de résultats en phase III qui devraient arriver à l'automne pour le cytomégalovirus [qui peut provoquer des lésions chez les fœtus en cas d'infection pendant la grossesse, ndlr]. Ce serait notre premier vaccin hors virus respiratoires, pour un lancement commercial prévu en 2026. Enfin, nous avons obtenu des indicateurs positifs sur la vaccination pour le mélanome que nous espérons lancer en 2025. C'est une technologie que nous pensons déclinable à d'autres cancers», détaille Stéphane Bancel.

A la différence des autres vaccins cités plus haut, celui destiné à traiter le mélanome et développé en collaboration avec l'américain Merck est un traitement personnalisé propre à chaque patient. Dans ce domaine, Moderna fait face à la concurrence de BioNtech, autre gagnant de la pandémie avec son vaccin ARNm conçu en partenariat avec Pfizer. La biotech allemande travaille elle aussi sur plusieurs thérapies contre différents cancers, dont le mélanome, et des vaccins ARNm. En mars dernier, elle indiquait espérer obtenir des approbations pour dix traitements d'ici à 2030. ▬

Unia alerte sur des cas répétés mêlant harcèlement et mobbing chez Rolex

HORLOGERIE Plusieurs dénonciations ont été déposées pour diverses atteintes à la santé des collaborateurs et certaines prises de parole ont été sanctionnées. Une brèche dans un partenariat social qui semblait solide et que le syndicat ne comprend pas

STÉPHANE GACHET

Quand le nom Rolex est prononcé quelque part, tout le monde tend l'oreille. Le syndicat Unia a apparemment moins de succès quand il tente de se faire entendre par les RH de la maison couronnée. Unia prend pour preuve toutes ses tentatives de dénoncer des situations de harcèlement et de mobbing au sein du Service mondial Rolex (qui assure le suivi global des montres après leur vente). C'est tout le sujet de la conférence de presse qui s'est tenue hier matin à Genève.

Selon Alejo Patiño, secrétaire syndical responsable de la branche Horlogerie à Genève, tout a commencé par un changement à la tête du Service mondial, survenu en 2016. A sa suite, Unia affirme avoir constaté la dégradation des conditions de travail dans ce département: «Une cinquantaine de personnes sont venues se plaindre. Au total, entre 10 et 15 personnes ont été touchées, licenciées, volontairement parties en préretraite, ou en arrêt maladie.»

Un directeur aurait été «protégé»

C'est la gestion de ce problème collectif qui interpelle en premier lieu le syndicat. Alejo Patiño évoque «un directeur protégé» par la direction de Rolex. Il sera finalement licencié en décembre 2023, affirme le secrétaire.

Quatre ex-employés de Rolex étaient présents lors de la conférence de presse hier pour témoigner de ce qu'ils avaient vécu. Des parcours qui se terminent tous dans la même impasse, toujours selon le syndicat: «Pour avoir osé prendre la parole, certains ont été mis à l'écart et ont subi le mépris de supérieurs et des ressources humaines. Dans le pire des cas, des personnes ont été licenciées.»

Ainsi, Nathalie*, citée dans le communiqué: «J'ai subi durant des années de la part du directeur de département des propos déplacés, sexistes. Lors d'une sortie d'entreprise, dans un bar, j'ai eu droit à des questions sur mes sous-vêtements. J'en ai informé les RH à la suite de quoi le responsable m'a dit: «Ce que vous me dites là me surprend, on m'a toujours dit que j'étais quelqu'un de chaleureux…» On m'a demandé si j'avais des preuves et j'ai eu droit à des attaques sans fondements.»

> **C'est la gestion de ce problème collectif qui interpelle en premier lieu le syndicat**

Un licenciement en particulier a mis le feu aux poudres, celui d'Eric*. Ce dernier était en dialogue depuis plusieurs années avec les RH et remontait les faits. Avec pour seul résultat, explique Unia, de s'être «vu mis à l'écart dans un premier temps par ses responsables». Il finira par être licencié en janvier 2024. Un licenciement injustifié selon le syndicat: «Les faits reprochés aujourd'hui pour le licenciement ne sont qu'un prétexte utilisé par les ressources humaines pour punir la personne qui dénonçait des faits, parfois graves.» Une demande de réintégration a été déposée. Faute de quoi, le Tribunal des prud'hommes sera saisi.

Partenaire social de longue date

Entretemps, plusieurs collaborateurs s'étaient adressés à l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (Ocirt), qui avait ouvert une enquête et «émis une série de demandes de mises en conformité». L'enquête a ensuite été ouverte à l'ensemble des services – Rolex emploie 9000 personnes en Suisse.

La situation apparaît d'autant plus «incompréhensible» pour le syndicat que Rolex s'est jusqu'à présent plutôt montré bon interlocuteur: «Rolex SA, signataire de la CCT horlogerie, maintient jusqu'ici un partenariat social stable, qui allait même en s'améliorant ces dernières années à Genève.»

Contactée hier, la direction de Rolex justifie quelques remaniements: «Après avoir fait le constat de dysfonctionnements dans l'un de ses services, Rolex a immédiatement pris les mesures nécessaires afin de mettre un terme à la situation. Les mesures prises ont entraîné des ruptures de contrat à différents niveaux de la hiérarchie y compris les plus élevés. Elles ont abouti à la réorganisation complète du service concerné.»

Rolex défend également sa ligne de conduite concernant le partenariat social: «Selon ses règles strictes, Rolex a procédé à des licenciements justifiés et en a informé l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (Ocirt). La marque collabore activement à l'heure actuelle avec l'Ocirt sur des démarches de prévention et met tout en œuvre pour ne plus avoir à prendre de telles mesures à l'avenir.» ▬

* Prénoms d'emprunt

14 Bourses

BOURSE 10.06.2024

↓ SMI 12137.74 -0.95% ↓ SPI 16114.67 -0.92% ↓ SLI 1972.77 -0.72% ↓ SMIM 2600.782 -0.77% ↑ VSMI 12.6034 9.82%

SMI

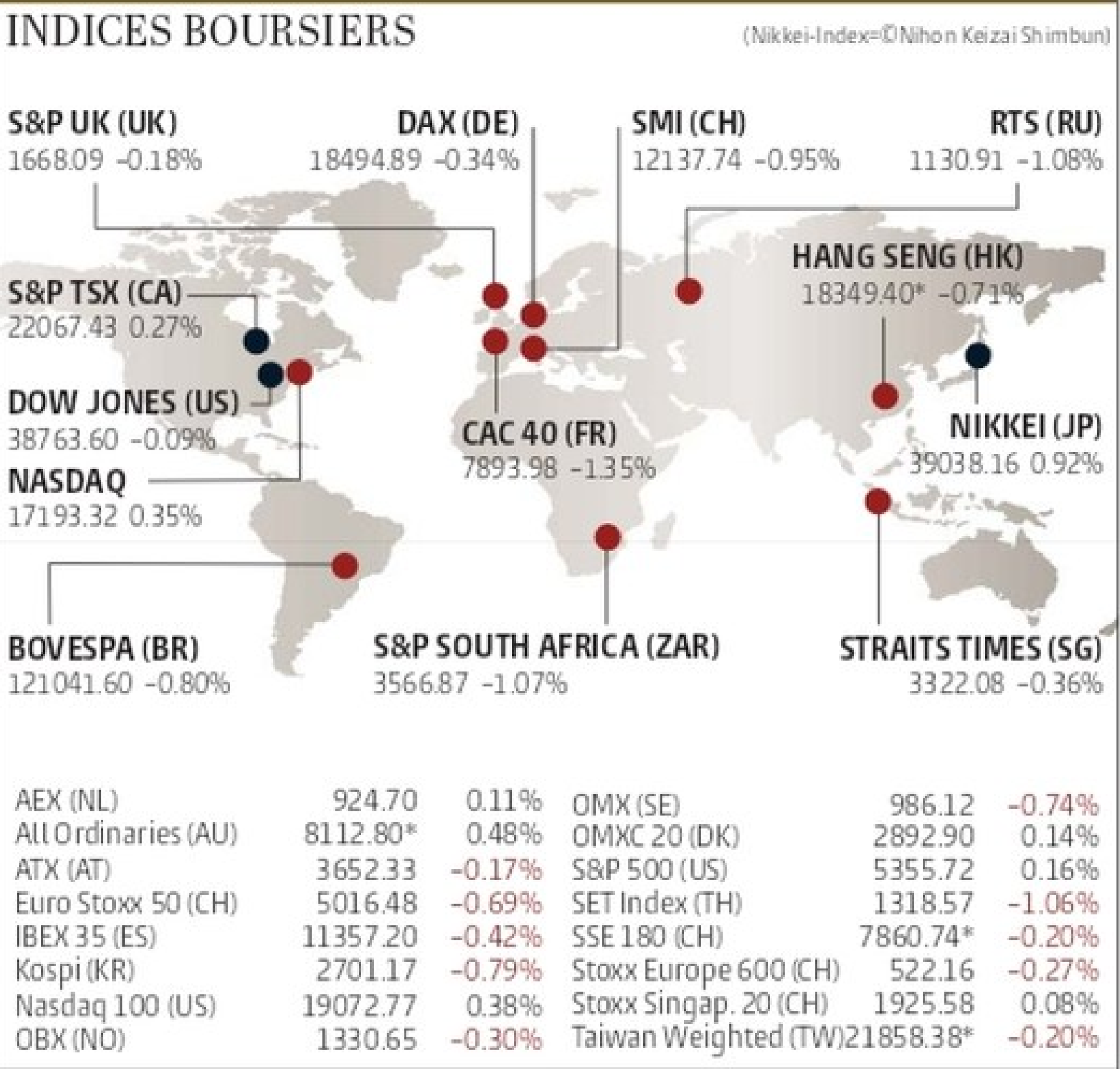
Titre 10.06.	Div.	Rend. du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines Bas	Haut
ABB NA	0.87	1.73	50.36	-0.16	29.13	50.84
Alcon N	0.24	0.29	81.78	-0.46	61.28	83.34
Geberit NA	12.70	2.30	551.80	0.18	409.00	571.20
Givaudan	68.00	1.56	4362.00	1.11	2724.00	4396.00
Holcim N	2.80	2.49	80.46	0.60	54.34	81.98
Kühne+Nagel	10.00	3.74	267.30	-0.48	234.50	301.90
Logitech NA	1.06	1.17	90.76	-0.20	48.28	93.50
Lonza Gr.	4.00	0.80	501.00	0.16	308.60	574.60
Nestlé NA	3.00	3.14	95.60	-2.47	89.52	109.34
Novartis	3.30	3.50	94.30	-0.68	79.21	95.41
Partners Gr.	39.00	3.36	1160.00	-0.43	786.80	1325.50
Richemont	3.50	1.85	148.55	-1.03	102.95	154.00
Roche Hld.GS	9.60	4.01	239.70	-1.20	212.90	281.60
Sika N	3.30	1.22	270.20	-0.26	206.90	287.60
Sonova	4.60	1.50	287.10	-0.45	205.80	300.60
Swiss Life	33.00	5.22	631.60	-0.91	509.60	666.60
Swiss Re NA	6.22	5.54	112.25	-1.23	83.10	117.20
Swisscom	22.00	4.38	502.00	-0.30	486.80	565.80
UBS Group N	0.64	2.28	28.03	-1.37	17.26	28.78
Zurich Ins. Gr.	26.00	5.46	476.40	-0.67	401.70	492.90

↑ GAGNANTS — Cours du SPI du 10.06.2024 — PERDANTS ↓

GAGNANTS			PERDANTS		
Addex Therap.	0.07	+12.58%	Meyer Burger	0.007	-12.50%
Kuros Bios.	11.42	+10.23%	Leclanché NA	0.50	-9.34%
Molecular Partn.	3.98	+6.28%	Swiss Steel H.	14.06	-6.27%
Metall Zug	1390.00	+6.11%	Arundel NA	0.21	-4.63%
SHL Telemed.	5.26	+5.20%	Idorsia	2.18	-4.30%

INDICES BOURSIERS

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)



AEX (NL)	924.70	0.11%	OMX (SE)	986.12	-0.74%
All Ordinaries (AU)	8112.80*	0.48%	OMXC 20 (DK)	2892.90	0.14%
ATX (AT)	3652.33	-0.17%	S&P 500 (US)	5355.72	0.16%
Euro Stoxx 50 (CH)	5016.48	-0.69%	SET Index (TH)	1318.57	-1.06%
IBEX 35 (ES)	11357.20	-0.42%	SSE 180 (CH)	7860.74*	-0.20%
Kospi (KR)	2701.17	-0.79%	Stoxx Europe 600 (CH)	522.16	-0.27%
Nasdaq 100 (US)	19072.77	0.38%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1925.58	0.08%
OBX (NO)	1330.65	-0.30%	Taiwan Weighted (TW)	21858.38*	-0.20%

CHANGES

↓ $/CHF 0.8967 -0.08% ↓ €/CHF 0.9644 -0.24%



La Banque 10.06.	Devises achète	Devises vend	Billets achète	Billets vend	avec 100 fr. on achète
1 Euro	0.9634	0.9636	0.94	1.00	100.30
1 Dollar US	0.8970	0.8971	0.86	0.94	106.67
1 Dollar canadien	0.6508	0.6510	0.62	0.69	144.40
1 Dollar australien	0.5909	0.5911	0.55	0.63	158.73
100 Dollar hongkong	11.4796	11.4814	10.80	12.60	793.65
100 Yens	0.5716	0.5717	0.53	0.62	16260.16
1 Livre sterling	1.1385	1.1390	1.07	1.22	82.30
100 Couronnes suédoises	8.4805	8.4827	7.85	9.40	1063.83
100 Couronnes norvég.	8.3548	8.3569	7.65	9.25	1081.08
100 Couronnes danoises	12.9132	12.9165	11.95	13.70	729.93

1 Bitcoin USD 69970.98 (10.06.) 69751.50 (09.06.)

Monnaies 10.06.	CH	US	EU	GB	JP	CA	RU
Franc suisse	-	1.1152	1.0368	0.8761	175.0636	1.5352	99.0783
Dollar US	0.8967	-	0.9297	0.7856	156.9880	1.3766	88.8455
Euro	0.9643	1.0755	-	0.8449	168.8384	1.4806	95.5551
Livre sterling	1.1413	1.2728	1.1834	-	199.8142	1.7522	113.0861
Yen	0.5711	0.0064	0.0059	0.0050	-	0.0088	0.5659
Dollar canad.	0.6513	0.7264	0.6753	0.5706	114.0277	-	64.5347
Rouble	0.0101	88.8455	0.0105	0.0088	1.7667	0.0155	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

	Cours 10.06. clôture	Var. % j. d'av.	52 semaines Haut	Bas
Accelleron	35.78	-0.72	37.8	20.7
Addex Therap.	0.07	12.58	0.26	0.04
Adecco Gr. NA	32.80	-1.44	42.2	27.8
Adval Tech	95.00	±0.00	128	85.0
Aevis Vict. NA	15.80	0.32	19.1	13.8
Airesis S.A	0.48	-	0.77	0.40
Allreal NA	151.80	0.13	162	140
Also Holding	272.50	0.74	274	175
ams-OSRAM	1.37	0.62	4.34	0.92
APG SGA NA	200.00	-1.48	226	165
Arbonia NA	12.40	0.16	13.5	7.10
Arundel NA	0.21	-4.63	0.30	0.10
Aryzta NA	1.75	-0.57	1.83	1.34
Ascom NA	7.88	0.64	12.5	7.00
Asmallworld	1.52	-	2.08	1.26
Autoneum H. NA	137.00	-1.86	167	98.8
Avolta	35.94	-1.86	45.3	29.0
Bachem H. NA	78.45	±0.00	91.7	54.0
Bâloise NA	155.00	-0.45	157	126
Barry Callebaut	1548.00	-1.09	1767	1215
Baselland. KB	850.00	0.24	900	830
Basilea Pharm.	41.85	-0.83	49.0	32.0
Basler KB PS	64.00	±0.00	69.6	60.8
BB Biotech	39.60	-1.12	49.8	35.4
Belimo	406.20	-1.26	479	369
Bell Food	267.50	-0.74	285	244
Bellevue Gr.	17.40	±0.00	30.0	17.3
Bergb. Engelb.	41.00	-1.20	46.5	39.9
Berner KB	237.00	-0.42	253	230
BKW	143.30	-0.07	168	122
Bossard	216.50	-0.46	230	173
Bq. Cant. de G.	287.00	-0.35	317	202
Bq. Cant. de J.	59.00	±0.00	66.5	49.2
Bq. Cant. Vaud.	95.70	-0.52	113	91.9
Bucher Ind.	364.50	-0.68	414	314
Bündner KB	1770.00	0.28	1815	1610
Burckhardt	619.00	-1.12	666	436
Burkhalter	91.60	-0.43	101	83.0
BVZ	995.00	-0.50	1080	810
Bystronic	426.50	-0.93	660	396
Calida Holding	30.55	-1.29	39.1	25.0
Carlo Gavazzi	317.00	-	391	294
Cembra Money	74.60	0.61	76.8	60.0
CI Com	1.25	-	2.84	0.90
Cicor Technol.	49.70	±0.00	53.4	41.7
Clariant	13.95	0.22	15.3	10.8
Coltene	51.40	±0.00	73.7	50.0

Comet	348.50	0.58	358	171
Comp. Fin.Tr.	141.00	-3.42	157	113
Cosmo Pharma.	74.90	0.13	76.0	33.7
CPH	90.20	0.22	93.0	78.0
Curatis N	6.90	1.47	53.8	0.90
Dätwyler	190.40	1.06	230	154
DKSH Hold.	61.40	0.49	71.6	54.0
DocMorris	61.50	-1.52	102	31.8
dormakaba	471.00	0.21	504	385
Dottikon	256.00	-0.78	270	190
Edisun Pow.	90.50	3.43	116	87.5
EFG Int.	12.86	-1.83	13.7	8.80
Emmi NA	882.00	-1.23	964	820
Ems-Chemie	731.00	-0.20	781	581
Epic Suisse	71.20	-1.11	75.0	59.2
Evolva Hold.	0.95	±0.00	10.2	0.62
Feintool Int.	18.30	-0.27	23.9	16.4
Flugh. Zürich	192.90	-1.18	208	166
Forbo Hold. NA	1084.00	±0.00	1386	957
Fund. Real	15.85	-1.55	17.3	15.7
Galderma Gr.	73.35	0.01	76.2	60.0
Galenica NA	74.20	-0.87	78.2	65.1
GAM NA	0.25	0.40	0.61	0.23
Georg Fischer	64.75	-0.69	72.2	45.6
Glarner KB N	21.40	0.94	26.2	21.1
Grp. Minoteries	250.00	2.46	296	242
Gurit Hold.	58.80	-1.01	99.8	55.4
Helvetia	120.20	-0.83	137	115
HIAG Immo.	72.80	0.55	82.0	69.4
Highlight	6.00	±0.00	15.3	4.00
Hochdorf	7.58	-1.56	29.0	1.23
Huber+Suhner	74.60	0.27	79.2	59.9
Hypo Lenzburg	4200.00	±0.00	4380	3780
Idorsia	2.18	-4.30	8.47	1.29
Implenia	33.65	-0.59	48.4	25.8
Ina Invest	18.50	0.27	19.0	16.3
Inficon	1472.00	-1.47	1508	940
Interoll	2730.00	0.37	3150	2245
Intershop N	118.60	±0.00	130	117
Investis	100.50	-1.47	102	89.6
IVF Hartmann	130.00	±0.00	144	103
Julius Bär NA	51.28	-0.08	63.4	43.0
Jungfraubahn	193.60	-0.21	211	141
Kardex	244.50	-1.41	262	163
Klingelnb.	16.50	-0.60	20.1	15.0
Komax	152.80	-0.78	250	151
Kudelski	1.43	0.35	1.99	1.11
Kuros Bios.	11.42	10.23	11.6	1.25
Landis+Gyr	76.30	0.39	83.3	60.5
lastminute	20.00	±0.00	30.8	18.9

Leclanché NA	0.50	-9.34	0.63	0.37
Lem	1504.00	-0.79	2350	1476
Leonteq	24.65	-1.99	45.6	22.9
Liechten. LB	70.10	-0.43	75.0	58.0
Lindt & Spr.	108000.00	-0.74	116000	95000
Lindt & Spr. PS	10600.00	-1.30	11430	9385
Luzerner KB	67.10	-0.15	77.3	67.1
MCH Group N	5.18	-0.38	5.88	3.50
Medacta Gr.	127.00	-0.78	135	98.1
Medartis	76.80	-0.52	99.4	63.5
Medmix	15.84	-2.46	26.8	14.4
Meier Tobl.	33.75	-0.44	53.0	28.9
Metall Zug	1390.00	6.11	1745	1245
Meyer Burger	0.007	-12.50	0.23	0.01
Mikron	18.40	-1.60	20.0	10.7
Mobilezone	14.08	-0.85	15.3	12.1
Mobimo	256.50	0.20	270	233
Molecular Partn.	3.98	6.28	6.10	3.04
Montana A.	19.52	±0.00	19.9	9.68
Newron Pharma	9.99	0.91	11.5	4.05
Novavest Real Est.	32.60	-0.31	38.2	32.1
OC Oerlikon NA	4.89	0.16	5.09	3.30
Orascom Dev.	4.20	1.20	6.70	3.80
Orell Füssli	77.60	-0.26	83.6	69.0
Orior	60.60	-0.33	78.7	60.1
Peach Prop.	8.96	-1.75	15.1	7.50
Perrot Duval	57.00	-	86.0	50.0
Phoenix Mec.	492.00	1.65	536	342
Pierer Mob.	34.00	-3.27	78.0	34.0
Plazza	300.00	0.33	319	292
PolyPeptide	32.70	0.77	34.6	14.1
Private Equity	77.00	±0.00	78.0	63.0
PSP	112.80	0.45	121	97.5
R&S Group	12.90	0.78	13.0	9.50
Relief Therap.	1.18	-1.67	4.89	1.15
Rieter	129.00	0.94	138	74.1
Roche I	265.40	-1.26	308	229
Romande Energie	56.20	0.36	58.8	49.0
Sandoz	31.63	-1.71	32.8	22.7
Santhera Pha.	10.08	5.00	14.6	7.14
Schindler N	229.00	-0.65	237	171
Schindler PS	233.60	-0.60	243	176
Schlatter Hold.	27.80	-0.71	28.0	21.0
Schweiter Tech.	422.00	±0.00	709	404
Schweizer NB	3860.00	0.26	4950	3440
Sensirion	76.90	-0.65	98.6	57.5
SF Urban Prop. N	91.00	-	96.0	82.5
SFS Group	122.80	±0.00	130	88.9
SGS	83.14	-0.91	88.3	69.6
SHL Telemed.	5.26	5.20	10.9	3.50

Siegfried	912.00	-1.83	950	655
SIG Group	17.36	-0.52	26.1	17.1
SKAN Group	82.40	±0.00	86.6	65.0
SoftwareONE	17.04	-1.05	19.3	14.0
Spexis	0.062	-	1.06	0.01
St. Galler KB	442.50	-0.23	520	431
Stadler Rail	27.60	0.36	36.3	26.4
StarragTornos	50.00	-1.96	63.0	44.6
Straumann	115.55	-1.03	152	97.0
Sulzer NA	123.40	0.98	124	72.3
Swatch Group I	187.80	-0.56	292	186
Swatch N. Gr.	36.85	-0.41	55.2	36.4
Swiss Pr. Site	83.85	-0.18	91.8	75.4
Swiss Steel H.	14.06	-6.27	29.1	12.4
Swissquote	292.00	0.07	295	158
Talenthouse	0.005	-	0.02	0.00
Tecan	315.00	-0.82	392	251
Temenos NA	60.40	-1.63	89.7	53.1
Thurgau. KB PS	121.50	-0.82	130	117
TX Group	165.20	0.24	169	81.7
u-blox Holding	96.30	0.84	124	72.5
Valiant Hld.	102.60	0.20	111	91.2
Varia US Prop.	34.40	-0.86	41.0	33.3
VAT Group N	490.80	0.22	502	309
Vaudoise	431.00	-0.69	457	413
Vetropack N	31.95	0.31	48.0	30.5
Villars	600.00	-4.00	715	550
Vontobel	52.80	-1.12	60.0	47.6
VP Bank	83.00	±0.00	97.6	80.4
VZ Holding	114.00	±0.00	115	78.3
V-ZUG	52.40	1.95	79.6	51.0
Walliser KB	116.00	0.43	118	107
Warteck Invest	1670.00	-0.30	1995	1610
Wisekey	3.89	2.91	9.56	2.80
XLife Sciences	34.60	-0.86	51.4	31.4
Ypsomed	393.50	-0.25	409	244
Zehnder Gr.	56.20	2.18	78.7	45.2
Züblin Immob.	25.40	-0.78	28.6	23.8
Zug Estates	1750.00	-0.57	1915	1480
Zuger KB	8400.00	-0.47	8580	7420
Zwahlen&Mayr I	158.00	-	180	112

TAUX D'INTÉRÊT DU MARCHÉ MONÉTAIRE

		10.06.			10.06.
Saron		1.455	Euribor	1 mois	3.654
€STR		3.912	Euribor	3 mois	3.743
€STR	3 mois	3.926	Euribor	6 mois	3.748
€STR	6 mois	3.944	Euribor	12 mois	3.725
€STR	12 mois	3.862			

PÉTROLE/COMBUSTIBLES

↑ Brut 81.52 2.58%

Londres Brent, $/Baril

99 90 81 72

J A S O N D J F M A M J

	10.06.	07.06.
Baril NY WTI (Nymex) $/bar.	77.56	75.38
Baril RBOB (Nymex) $/gal.	2.41	2.38

Mazout Comb. ECO	10.06.
de 3001 à 6000 litres	110.20 - 112.40

Prix net du mazout par 100 litres à 15°C en CHF. Source: L'Association des Négociants en Combustibles de Lausanne et environs.

MÉTAUX PRÉCIEUX

↑ Or 2073.70 0.85%

CHF/Once

2250 2000 1750 1500

J A S O N D J F M A M J

CHF Pièces	achète 10.06.	vend 10.06.
8 Florin	381.50	411.50
Krugerrand	2027	2138
Maple leaf	2027	2130
Napoleon 20 Fr.	376.00	423.00
Souverain ancien	474.00	539.00
Souverain nouveau	474.00	534.00
Vreneli 20 Fr.	378.00	423.00
Or (Zurich)		
Once/USD	2295	2296
Kg/CHF	65941	66441
Argent (Zurich)		
Once/USD	29.66	29.71
Kg/CHF	849.00	864.00
Platine (Zurich)		
Once/USD	964.50	974.50
Kg/CHF	27585	28335
Palladium (Zurich)		
Once/USD	913.50	918.50
Kg/CHF	26232	26602

MATIÈRES PREMIÈRES

	10.06.	07.06.
Cuivre (LME) $/t	9766	1.32%
Etain (LME) $/t	31696	1.83%
Plomb (LME) $/t	2149	0.20%
Aluminium hg (LME) $/t	2510	-0.44%
Blé (CBOT) €/t	609.50	-2.75%
Maïs (CBOT) $-Cts/bu	451.75	0.61%

EXPLICATIONS: tous les prix des actions de la bourse de Zurich ; * = dernier prix mentionné ; **Div.** = dividende ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **St.** = actions ordinaires ; **Vz.** = actions privilégiées ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières. **Monnaies/Métal** et **devises étrangères** données fournies par UBS Group AG. Toutes les données sont sans garantie.
cours 10.06.2024 / 18.51 h CE(S)T Source: Infront

Pour leur jubilé, le Seco adoube les mesures d'accompagnement

POLITIQUE FÉDÉRALE Le système pour lutter contre la sous-enchère salariale fête ses 20 ans. En 2023, les objectifs de contrôles ont été atteints, se réjouit le Secrétariat d'Etat à l'économie

DAVID HAEBERLI, BERNE
@David_Haeberli

Alors que les négociations entre la Confédération et l'Union européenne ont repris en mars, les mesures d'accompagnement, mises en place le 1er juin 2004, sont-elles encore un outil efficace de lutte contre la sous-enchère salariale et le travail au noir? «Personne ne veut abandonner ce système», répond Boris Zürcher, chef de la direction du travail du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), administration chargée de superviser ces mesures. Pour le responsable, c'est la preuve qu'«elles sont acceptées». «Lors de leur introduction existait la crainte d'une détérioration des conditions de travail en Suisse liée à la libre circulation des personnes, rappelle le directeur. Or, à l'occasion de ce jubilé, nous pouvons dire que cette dégradation n'est pas avérée. Ce n'est du moins pas ce que nous observons à travers les 160 000 contrôles de personnes que nous avons menés en 2023.»

L'année dernière, des contrôles ont été menés précisément sur 158 848 personnes exerçant dans 36 587 entreprises. Cela représente 7% des employeurs suisses, 26% des travailleurs détachés et 31% des prestataires de services indépendants exerçant dans la Confédération. L'objectif de 35 000 contrôles fixé dans l'ordonnance sur les travailleurs détachés a été atteint, a annoncé le Seco lors d'une conférence de presse.

Dans les branches couvertes par une convention collective de travail (CCT) étendue, les commissions paritaires ont constaté que le taux d'infraction relatif aux travailleurs détachés s'élevait à



«Les contrôles regardent là où ça fait mal, d'où des taux parfois élevés»

BORIS ZÜRCHER, CHEF DE LA DIRECTION DU TRAVAIL DU SECO

23% (contre 17% en 2022). S'agissant des branches dépourvues de salaires minimaux obligatoires, les commissions tripartites (CT) cantonales ont identifié des sous-enchères salariales dans 21% des entreprises contrôlées (16% en 2022). Chez les employeurs suisses, le taux de sous-enchère salariale constaté par les CT cantonales est resté stable à 11%.

Un quart des travailleurs détachés en infraction, n'est-ce pas la preuve d'un dysfonctionnement? «Ce système est basé sur le risque. Les cantons visent des objectifs précis, souligne Boris Zürcher. Cela ne sert à rien de faire des pointages au hasard. Les contrôles regardent là où ça fait mal, d'où des taux parfois élevés.»

Du côté syndical, Travail. Suisse reconnaît par communiqué que ces mesures sont «une réussite incontestée». «Malgré cela, des lacunes et des problèmes de mise en œuvre considérables subsistent», enchaîne le texte. «Selon les cantons, il existe une grande marge de manœuvre dans la fixation des salaires usuels dans la localité, la profession et la branche. En conséquence, les sous-enchères salariales doivent parfois être très importantes pour être constatées en tant que telles», dit le texte.

Les contrôles sont moins étroits et moins rapides pour les prises d'emploi de courte durée auprès d'employeurs suisses, dont le nombre s'accroît (+4,9% en 2023 par rapport à l'année précédente). Cela offre l'occasion à des employeurs de pratiquer une sous-enchère salariale abusive.

Un système compliqué

En 2023, 1628 procédures de conciliation ont été ouvertes pour sous-enchère par rapport aux conditions de travail et de salaires usuelles; 81% ont été clôturées avec succès (87% en 2022) s'agissant de celles engagées avec des entreprises détachant des travailleurs et 54% (57% en 2022) avec des entreprises suisses. Les sociétés concernées ont accepté de payer et de se mettre en règle. «Elles ont intérêt à se mettre en conformité si elles veulent revenir», dit Boris Zürcher. En cas de récidive, les mesures peuvent aller jusqu'à l'exclusion. Le directeur convient que le système est compliqué de prime abord, les entreprises européennes devant apprendre à le maîtriser.

Concernant le travail au noir, 43 563 personnes ont été contrôlées (+4% par rapport à 2022 et +25% par rapport à 2019, avant la pandémie) dans 13 644 entreprises. Ces examens ont principalement porté sur le second œuvre de la construction, l'hôtellerie-restauration, le commerce et le secteur principal de la construction. Un total de 12 500 situations donnant lieu à un soupçon font l'objet d'un examen plus approfondi. Cela représente une baisse d'environ 5% par rapport à l'année précédente et revient au niveau d'avant la pandémie (12 554 cas suspects en 2019).

MAIS ENCORE

Deux nouveaux pillages de bancomats vers Schwyz et Berne
Deux nouveaux pillages de bancomats ont été commis en Suisse, dans la nuit de dimanche à lundi. Après la Suisse romande, souvent visée ce printemps, ces dernières attaques sont survenues dans la campagne bernoise et schwyzoise. (ATS)

L'achat bientôt moins cher que la location

IMMOBILIER La baisse des taux hypothécaires et la forte hausse des loyers devraient à nouveau réduire la prime à la propriété au cours des prochains trimestres

ATS

D'ici début 2025, acheter devrait revenir moins cher que louer. Les acquéreurs d'un bien immobilier en Suisse doivent actuellement assumer des charges financières plus lourdes que les locataires d'un bien similaire, selon une étude d'UBS publiée hier. Les coûts annuels pour un appartement en propriété de quatre pièces et demie et 110 mètres carrés de surface habitable s'élèvent à 32500 francs au premier trimestre 2024, tandis que le loyer annuel d'un tel appartement s'élève à 30500 francs, ce qui entraîne une majoration foncière de 7%.

A l'été 2023, cette surtaxe était de 16%. Selon les prévisions actuelles, une personne ayant contracté une hypothèque à long terme à cette période devrait supporter des frais supplémentaires cumulés de près de 50000 francs d'ici à 2033.

Grâce à la baisse des taux d'intérêt hypothécaires, la prime à la propriété est désormais nettement inférieure à ce qu'elle était à l'été 2023. D'ici début 2025, elle devrait diminuer de 3%. Les principaux moteurs de cette évolution sont les deux baisses des taux directeurs encore attendues de la part de la Banque nationale suisse (BNS).

Primes plus élevées en montagne

La baisse de la prime à la propriété est généralisée à l'échelle régionale. Dans les cantons de Berne, Soleure, Argovie, Schaffhouse et Thurgovie, elle est déjà en de nombreux endroits inférieure à 5%. Dans certaines régions des cantons de Vaud, Fribourg et Valais, acheter un logement coûte également déjà moins cher que louer. En revanche, les régions de montagne enregistrent la prime foncière la plus élevée.

EN BREF

Berne veut maintenir le paiement en espèces dans les transports publics

Les entreprises de transports subventionnées devraient être tenues d'accepter les paiements en argent liquide. Le Conseil des Etats a tacitement transmis hier au Conseil fédéral une motion du National en ce sens. Au vu de la pression sur les coûts, les entreprises de transports publics peuvent être tentées d'abandonner les automates à monnaies ou les caisses à bord des véhicules, déplore le texte. Le fossé numérique risque de se creuser encore plus au sein de la population. Le Conseil fédéral soutenait la motion. ATS

«Pour une entreprise, il est suicidaire de ne pas se lancer dans l'IA»

TECHNOLOGIE Xavier Comtesse, président du groupe de réflexion Manufacture Thinking et Yvan Cognasse, directeur chez Oracle, livrent leurs conseils aux PME en matière d'intelligence artificielle. Pour ces spécialistes, il est notamment important de faire des tests et de mesurer les résultats

ANOUCH SEYDTAGHIA
@Anouch

Dans la tête des dirigeants d'entreprise, les questions doivent fuser actuellement. Il y a en toile de fond le franc fort, l'inflation ou encore l'accès aux marchés étrangers. Désormais, la déferlante de l'intelligence artificielle (IA) occupe aussi leurs esprits, avec une multitude de questions. C'est pour tenter d'y répondre que *Le Temps* organisait récemment, avec la collaboration d'Oracle, un webinaire à ce sujet. Y participaient Xavier Comtesse, président du groupe de réflexion Manufacture Thinking et Yvan Cognasse, directeur chez Oracle.

Pourquoi se lancer?

Pour Xavier Comtesse, aucun doute, «il n'y a pas le choix, il faut y aller. C'est un choc de productivité. C'est aussi un choc de la valeur ajoutée. L'IA amène quelque chose de plus dans vos activités, quelles qu'elles soient. Et puis troisièmement, c'est une machine à découvrir. Pour ces trois raisons, ça me paraît suicidaire de ne pas se lancer.» Un avis que partage Yvan Cognasse: «Cela concerne toutes les entreprises, de n'importe quelle taille, et de tous secteurs. Et se poser la question de l'IA, c'est se poser la question de la valeur de ses propres données, de ce que l'on peut en faire et de comment cela peut nous aider à mieux décider. Et attention, beaucoup d'entreprises ont traîné dans la numérisation de leurs services, il faut maintenant accélérer la cadence.»

Yvan Cognasse poursuit: «Plus vous attendez, plus c'est compliqué, plus il risque d'y avoir de la résistance interne. Donc aujourd'hui, nous avons la chance, avec ces agents conversationnels, de pouvoir commencer facilement. Et très vite, il y a des résultats conséquents.» Xavier Comtesse donne un exemple: «Un ingénieur, actif dans une PME jurassienne, excellait dans la recherche et le développement mais était nul en orthographe, n'écrivait jamais d'e-mail, ne prenait jamais de procès-verbal de séance. Il faisait cinq fautes par ligne. Avec ChatGPT, plus aucune. Tout d'un coup, il a vu ses pouvoirs augmenter.»

La préparation de l'entreprise

Souvent, les entreprises sous-estiment les données dont elles disposent. «Or ces informations peuvent être une formidable aide à la décision, affirme Yvan Cognasse. L'entreprise doit se demander comment elle peut mieux connaître ses clients, comment utiliser ces données pour mieux les servir encore. Donc l'entreprise doit cartographier toutes ses données, les répertorier pour les exploiter au mieux.»

Le responsable d'Oracle se veut rassurant: «Avec l'IA, on peut aussi traiter des données non structurées. Dans le domaine médical, ce type de données est très courant: il y a des notes manuscrites de médecin, des e-mails, des rapports… Une IA peut traiter toutes ces données hétérogènes efficacement. Aucun besoin de travailler sur des tableurs de type Excel».

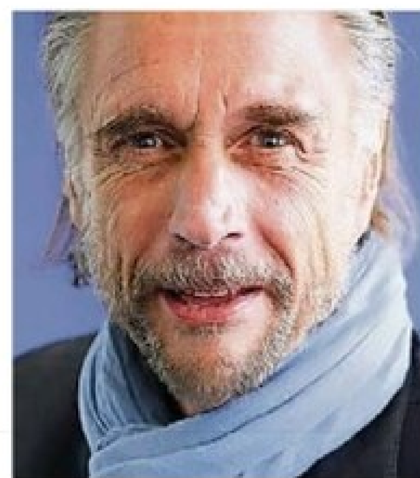
Pour tout le monde?

«Une petite entreprise peut se dire que l'IA, ce n'est pas pour elle, car elle ne possède pas autant de données qu'une grande organisation. C'est totalement faux. Imaginez que vous dirigez une boulangerie à Carouge, vous connaissez le prix de vos produits, les habitudes de



«Plus vous attendez, plus c'est compliqué, plus il risque d'y avoir de la résistance»

YVAN COGNASSE, DIRECTEUR CHEZ ORACLE



«C'est un choc de productivité. C'est aussi un choc de la valeur ajoutée»

XAVIER COMTESSE, PRÉSIDENT DE MANUFACTURE THINKING

consommation de vos clients, selon la météo, les périodes de l'année, etc. Vous êtes les seuls à les avoir ces données. Donc vous avez un actif très précieux que vous pouvez utiliser pour accroître votre efficacité», affirme Yvan Cognasse.

Des bénéfices quasi immédiats

Xavier Comtesse prend l'exemple d'un dirigeant de PME: «Il arrive le matin à 7h au bureau, il interroge son IA, qui lui dit ce qui s'est passé durant la nuit, qu'un client au Brésil a des soucis avec une machine, que des employés sont malades… Et on peut aussi imaginer que ce dirigeant pourra aussi, grâce à l'IA, prédire ce qui va se passer.» Autre exemple: «Je dois rencontrer un de mes clients cet après-midi. Je ne l'ai pas vu depuis un an. Je n'ai aucune idée des contrats que l'on a signés avec lui. Je ne suis pas sûr si les contrats sont toujours à jour. L'IA va m'aider à me préparer à ce rendez-vous et à anticiper la suite», complète Yvan Cognasse.

A un autre niveau, les gains sont déjà énormes. «L'un de mes amis est informaticien au CHUV. Il me raconte qu'il ne programme pas deux fois plus vite, mais dix fois plus vite grâce à l'IA. Cette dernière réalise des morceaux de code, traduit d'un langage de programmation à un autre. Avec l'IA, c'est le peuple des codeurs qui est à la disposition de cet informaticien. Et cela peut permettre de ne pas délocaliser certaines activités IT», assure Xavier Comtesse.

Mais comment estimer les gains obtenus grâce à l'IA? Selon Yvan Cognasse, il y a trois dimensions à observer: «Il y a d'abord la productivité. Elle est d'abord individuelle, elle peut aussi être collective, que ce soit pour le marketing, les ressources humaines, les relations avec les clients, les finances, l'optimisation de la chaîne logistique… Ensuite, il y a la réduction des coûts, et Xavier Comtesse l'a bien illustré avec la programmation. Enfin, il y a une dimension très intéressante, l'augmentation de la qualité de ses services ou de ses produits. Mieux connaître l'usage de ses produits auprès de ses clients, c'est identifier des nouveaux besoins, c'est élargir son offre qui pourrait passer d'une vente de produits à une offre de service autour de ses produits.»

Résoudre des problèmes

Le pragmatisme doit absolument s'imposer, selon Yvan Cognasse: «Il faut se concentrer sur des problèmes très concrets et commencer par des sujets qui mettent en évidence de la valeur immédiate plutôt que de s'inscrire dans des projets trop longs. Il faut identifier des petits soucis que l'on a, tenter de les résoudre et être capable de mesurer des résultats d'ici six à douze mois maximum. Et accepter de tester et d'arrêter si cela ne fonctionne pas.» Les employés doivent aussi comprendre que des programmes peuvent être arrêtés après peu de temps en cas d'absence de résultats.

Et les employés?

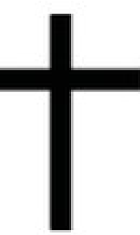
Xavier Comtesse avertit: «Il ne faut pas se leurrer, toutes les technologies vont un moment ou un autre remplacer des métiers, mais pas directement des employés. Montrez déjà à vos collaborateurs comment ils pourront être «augmentés», comment ils seront plus performants. Cela va les rassurer et les motiver davantage encore.»

L'exemple d'en haut

La responsabilité du conseil d'administration est très importante, poursuit le président de Manufacture Thinking: «Cet organe doit être extrêmement vigilant, il doit comprendre ces enjeux et guider l'entreprise pour qu'elle teste des solutions d'IA. Je suis très inquiet pour les entreprises qui possèdent un conseil largué au niveau numérique. Si le dirigeant de l'entreprise rechigne à tester des solutions d'IA, si le conseil ne le pousse pas dans ce sens, la société est en danger.»

DEUIL

L'Eternel fut mon berger
D'après Psaume 23



Nous avons l'immense chagrin de faire part du décès de notre adorée

Doris Anna GASTEYGER-ASMUTH
20 août 1937 – 6 juin 2024

Après une courte mais cruelle maladie, elle nous a quittés sereinement à son domicile, entourée des siens. Nous porterons pour toujours en nos coeurs son amour, sa générosité, sa joie de vivre et son style inégalable.

Christoph Gasteyger et Gloria Gaggioli Gasteyger
avec Gaëlle et Clément
Stephan Gasteyger et Andrés Celati
Ursula Asmuth et famille
Jürgen et Elisabeth Asmuth et famille
Christina et Walter Schäfer et famille
Les familles parentes
et amis

Nous tenons à remercier très chaleureusement Annick, Audrey, Emilia, Livia, Nadia, Noémie, Romain et Siobhan de Vivitas SA, ainsi que le Dr Jeremy Morel pour leurs soins et leur attention.

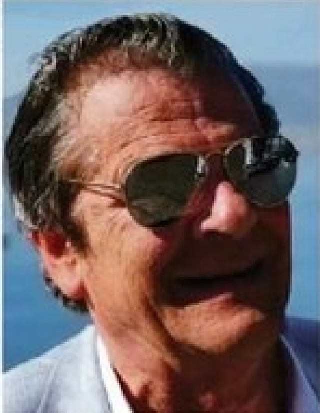
Une cérémonie religieuse est prévue pour le lundi 24 juin 2024 à 10h30
à l'église de Saint-Paul, 6, avenue de Saint-Paul, 1223 Cologny.

Adresse de la famille: 9, rue Henry-Spiess, 1208 Genève.

En lieu et place de fleurs, un don peut être adressé à Retina Suisse, Zurich 7,
IBAN CH66 0900 0000 1561 1580 2, remarque: «Doris Gasteyger».

Karen Cru, son épouse,
Samantha Solida-Cru, sa fille, ainsi que Mauro Solida, son gendre,
Michelle Cru, sa fille,
Angelina et Nathaniel, ses petits-enfants,
Sandra Cowan, sa belle-sœur, ainsi que Gordon et Philipp Cowan

ont le profond chagrin d'annoncer le décès d'



Antony Robert CRU
mort le 11 mai 2024 à Marbella, Espagne

«Dors en paix, mon ange. Je t'aime de tout mon cœur», Karen

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE
Genève – 11 h: **M. Jean-Pierre Lambiel;** chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Genève – 14 h 15: **M. Gérald Lapertosa;** chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges
Thônex – 14 h 30: **M. Bernard Suchet;** église

LAUSANNE
14 h 30: **Mme Bernadette Louvel;** centre funéraire de Montoie, chapelle A
16 h: **Mme Siriporn Lanouvong;** centre funéraire de Montoie, chapelle A

VAUD
Epalinges – 14 h: **M. Charles Bader;** église des Croisettes
Leysin-Village – 15 h: **Mme Rosa Angela Ursina Peissard-Vera;** chapelle catholique
Monnaz – 14 h: **M. Claude-Yves Christinet;** temple
Rennaz – 14 h: **Mme Yvonne Sewer;** chapelle funéraire des Pompes Funèbres Cassar, rte du Pissot 1C
Villeneuve – 14 h 30: **M. Vittorio Ceranini;** église catholique

FRIBOURG
Lentigny – 14 h 30: **M. Bernard Maudry;** église

JURA
Vicques – 14 h: **M. Roger Fleury;** église

JURA BERNOIS
Moutier – 13 h 30: **Mme Estelle Chappuis-Hernikat;** église Notre-Dame de la Prévôté

NEUCHÂTEL
Neuchâtel – 14 h: **Mme Lucette Leuba;** chapelle du centre funéraire de Beauregard
Neuchâtel – 16 h: **Mme Trudy Delabays;** centre funéraire de Beauregard

VALAIS
Hérémence – 17 h: **M. Joseph Dayer;** église
Monthey – 16 h: **Mme Brigitte Jordan;** église paroissiale
Savièse – 17 h: **M. Raymond Alexis Dubuis;** église de Saint-Germain

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)
Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen

Adjoints: Vincent Bourquin
Grégoire Nappey
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats: Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Epoque & Société: Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

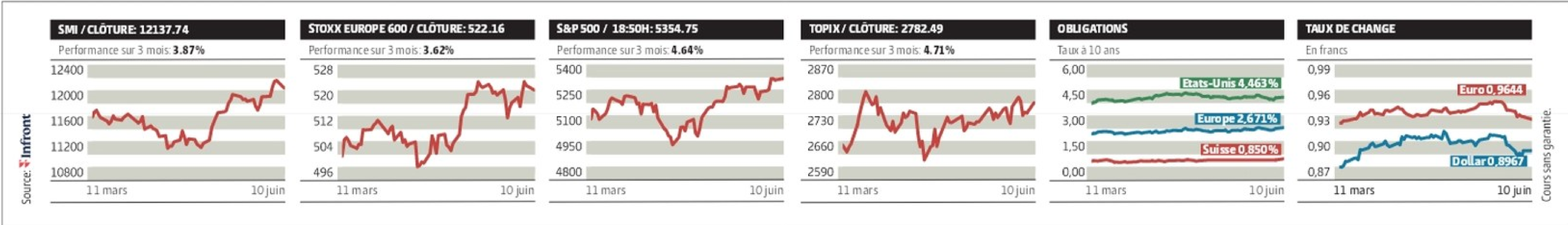
Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé



Les marchés digèrent mal l'incertitude française

PERFORMANCE La bourse de Paris a lâché 1,35% hier et les taux d'intérêt français se sont tendus au lendemain de la dissolution surprise de l'Assemblée nationale, après la victoire de l'extrême droite aux élections européennes

ATS

L'indice vedette CAC 40 a chuté de 107,82 points à 7893,98 points, au plus bas depuis le 21 février. «Le CAC 40 a sous-performé par rapport aux autres indices européens», commente Raphaël Thuin, directeur des stratégies de marchés de capitaux chez Tikehau Capital, lesté par l'incertitude politique qui règne dans l'Hexagone. «Plus que les élections européennes dans leur ensemble, qui n'ont pas généré beaucoup de surprise, avec la dissolution de l'Assemblée nationale en France, beaucoup de scénarios sont possibles et il est difficile d'avoir une lecture claire de la situation», poursuit-il.

Les sujets «budgétaires» et relatifs «au déficit de la France» interpellent particulièrement les investisseurs, explique le stratégiste. Le marché s'interroge quant à «l'impact sur les taux d'intérêt à long terme, en particulier si une politique budgétaire agressive consistait à laisser couler le déficit, ce qui pourrait avoir des conséquences sur les actifs jugés risqués», comme les actions, détaille Raphaël Thuin.

Il y a dix jours, la France avait vu sa note de crédit baissée d'un cran par l'agence de notation S & P, qui avait sanctionné l'aggravation des déficits publics du pays et ne croyait pas à la promesse d'un rétablissement des comptes d'ici la fin du mandat d'Emmanuel Macron en 2027.

Cette baisse de la note est arrivée «à un moment où la Banque centrale européenne (BCE) cherche encore à combattre l'inflation», poussant le marché à questionner les conséquences possibles sur la trajectoire des taux directeurs de la BCE, précise Raphaël Thuin.

Vers une attitude attentiste?

Dans ce contexte, les investisseurs étrangers pourraient «adopter une attitude attentiste à l'égard de la France» et les «intentions d'investissement pourraient être reportées», souligne, quant à lui, Mabrouk Chetouane, responsable de la stratégie de marchés de Natixis IM. «Plus généralement, l'attractivité de la France, qui avait gagné du terrain ces dernières années, pourrait être affectée négativement», poursuit-il.

Les taux souverains seront scrutés par les investisseurs. Vers 15H55 GMT, le taux d'intérêt pour les emprunts français à échéance dix ans montait à 3,22%, au plus haut de l'année, contre 3,10% à la clôture de vendredi. Il creuse l'écart par rapport à l'équivalent allemand, qui évoluait à 2,67%, contre 2,62% vendredi.

Sur le marché des changes, la devise européenne se dépréciait de 0,51% face au dollar, à 1,0746 dollar pour un euro. ▬

La Fed face à une image de moins en moins claire

POLITIQUE MONÉTAIRE En perspective de sa réunion de demain, la Réserve fédérale américaine doit digérer un ensemble d'indicateurs économiques qui envoient des signaux divergents. Certains l'encouragent à baisser ses taux, d'autres pas

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruche

La situation du marché de l'emploi ne s'est pas exactement éclaircie alors que la Réserve fédérale américaine prendra une décision sur ses taux d'intérêt demain. Après un premier trimestre très solide pour l'économie américaine, la consommation des ménages a ralenti, car l'épargne constituée durant la pandémie a été consommée ou l'est actuellement (la consommation constitue quelque 70% de la croissance américaine). Les commandes à l'industrie ont également ralenti, tandis que la confiance des ménages s'est détériorée, selon l'indicateur de l'université du Michigan.

L'impression que les taux d'intérêt élevés commencent finalement à avoir un effet sur l'emploi a été confirmée en début de semaine passée par le rapport Jolts, qui montrait que le nombre de postes ouverts avait reculé à près de 8 millions outre-Atlantique, bien loin de son pic à 12 millions en mars 2022. Ce vendredi, enfin, on apprenait que le taux de chômage avait augmenté à 4% en mai, le niveau le plus élevé depuis plus de deux ans. Ce mouvement devrait atténuer les pressions inflationnistes et donc justifier une baisse des taux de la Fed. Sauf que d'autres indicateurs ont envoyé des signaux contradictoires, le même jour.

Les salaires ont ainsi progressé de 0,4% en un mois, ce qui porte leur hausse à 4,1% sur un an, tandis que 272 000 emplois non agricoles ont été créés en mai. Bien davantage que le consensus qui pointait vers 185 000, et même supérieur à la plus haute prévision. De quoi empêcher la banque centrale américaine d'agir demain?

«C'est le chiffre qui a été le plus commenté, relève Erik Fruytier, responsable des investissements à la banque Gonet. Mais en dehors de cet indicateur, les rapports confirment plutôt que le marché de l'emploi continue à décélérer. Le chômage progresse même si de nombreux emplois sont créés.»

> **«Le chômage progresse même si de nombreux emplois sont créés»**
> ERIK FRUYTIER, RESPONSABLE DES INVESTISSEMENTS À LA BANQUE GONET

C'est peut-être dans le détail de ces créations d'emplois que se trouvent des enseignements, poursuit le stratégiste basé à Genève: «En mai comme sur les douze derniers mois, la plupart de ces nouveaux emplois sont créés dans les secteurs de la santé, de l'administration publique et de l'hôtellerie-restauration. Cela montre que le soutien du gouvernement joue un rôle central dans ces créations de postes et que celles-ci ont probablement été surestimées.» Voilà qui ne va pas faciliter la tâche de la Fed. Demain, elle publiera ses «dot plots», c'est-à-dire la vision des membres du comité de politique monétaire en ce qui concerne l'évolution probable des taux. Ces derniers temps, les déclarations de ces officiels ont plutôt pointé vers une seule baisse des taux cette année, dépendante des statistiques à venir.

Quels chiffres choisir?

Mais lesquelles seront retenues? L'inflation dans les services tend à rester sur des niveaux élevés, mais la mesure d'inflation privilégiée par la Fed, qui mesure l'inflation sous-jacente (sans l'énergie et les produits alimentaires) n'a progressé que de 0,2% en avril sur un mois, soit +2,8% sur un an, relève dans une note Franck Dixmier, d'Allianz Global Investors, qui n'attend pas d'action de la Fed cette semaine.

L'indice des prix à la consommation pour le mois de mai sera aussi publié demain, juste avant la décision de la Fed, ce qui pourrait influencer ses projections à la dernière seconde, observe Brian Rose, économiste spécialisé sur les Etats-Unis chez UBS.

La situation macroéconomique ne s'éclaire pas davantage lorsqu'on se souvient de l'autre enquête parue vendredi, basée sur les réponses des ménages, qui fait état de la destruction de 408 000 postes entre avril et mai au niveau de l'économie américaine. Mais cette étude, basée sur les réponses des ménages «n'est pas trop suivie, ce qui fait qu'elle n'a pas été commentée», résume encore Erik Fruytier, de Gonet. ▬

MAIS ENCORE

Légère embellie sur le climat de consommation

L'appréciation des perspectives économiques et de la situation financière actuelle et à venir par la population suisse s'est marginalement relevée en mai sur un an, demeurant toutefois nettement négative. L'indice du climat de consommation concocté par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) s'est en effet inscrit à -38,0 points pendant le mois sous revue, contre -38,1 points en avril et -39,7 en mai 2023, témoignant d'une prudence persistante. La stagnation est ainsi attribuable à un effet de base. (ATS)

Plombé par les élections européennes

BOURSE La bourse suisse a ouvert la première séance de la semaine en recul de 0,97% à 12136,17 points, alors que Wall Street baissait vendredi après des chiffres de l'emploi américain très solides qui éloignent les perspectives de baisse des taux outre-Atlantique. Les places boursières ont perdu du terrain dans le sillage des incertitudes au lendemain des élections européennes, avec l'annonce surprise d'élections législatives anticipées en France. Cette semaine sera marquée par la publication de l'inflation américaine (CPI) et l'issue de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale mercredi. Le SMI a clôturé en baisse de 0,95% à 12137,74 points et le SPI de 0,92% à 16114,67 points. Les poids lourds ont pesé sur la tendance, notamment **Nestlé** (-2,47% à 95,60 francs), lanterne rouge de l'indice. Morgan Stanley a baissé sa recommandation sur ce dernier de «surpondérer» à «pondération du marché», soulignant les pertes de parts de marché du groupe pour de nombreux produits. **Roche** a abandonné 1,20% à 239,70 francs et **Novartis** 0,68% à 94,30 francs. Roche a obtenu l'homologation par les autorités américaines d'un test des virus respiratoires. En outre, la Commission européenne a donné son feu vert à son traitement Alecensa contre le cancer du poumon. Dans le compartiment des financières, **UBS** a reculé de 1,37% à 28,03 francs, **Swiss Re** de 1,23% à 112,25 francs et **Swiss Life** de 0,91% à 631,60 francs. **Richemont** (-1,03% à 148,55 francs), **Kühne +Nagel** (-0,48% à 267,30 francs), **Alcon** (-0,46% à 81,78 francs) et **Sonova** (-0,45% à 287,10 francs) se sont également affaiblis. Parmi les rares progressions du jour, **Givaudan** a engrangé 1,11% à 4362 francs. Barclays a relevé sa recommandation sur la valeur de «sous-pondérer» à «pondération du marché» et augmenté son objectif de cours de 3500 à 4000 francs. Enfin, **Holcim** a gagné 0,60% à 80,46 francs. ▬ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

LE TITRE VEDETTE



Source: SIX



NICOLAS JUTZET
DIRECTEUR ADJOINT DE L'INSTITUT LIBÉRAL

L'Atelier de la liberté

Cachez cette publicité que je ne saurais voir

Dans le film *Good Bye Lenin!*, on suit Christiane, en convalescence, et ses enfants Alexander et Ariane Kerner, qui vivent à Berlin-Est en RDA. Christiane est vue comme une camarade exemplaire par le Parti communiste. Le film bascule quand elle fait un infarctus, le 7 octobre 1989, et tombe dans le coma.

Au moment de se réveiller huit mois plus tard, elle est loin de se douter que l'Allemagne a complètement changé. A la suite de la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, la victoire des démocraties libérales sur les régimes communistes est devenue une évidence. Les enfants Kerner découvrent, comme les autres habitants de l'ex-RDA, les joies de la liberté. Seul problème: le médecin leur indique qu'il faut préserver leur mère de tout choc émotionnel à son réveil. Une seule solution: tenter de cacher la révolution et ses conséquences concrètes.

Alexander tente tant bien que mal de faire illusion, en réaménageant l'appartement familial comme à l'époque, allant même jusqu'à monter de faux journaux télévisés est-allemands. La mise en scène ne dure pas, les indices sont trop nombreux. Un jour, Christiane observe une grande publicité rouge qui est déployée sur un immeuble voisin. Il s'agit d'une bannière annonçant la disponibilité d'un soda qui caractérise alors le monde libre. Parmi les symboles de ce nouveau monde, on retrouve alors des éléments que l'on préfère aujourd'hui déprécier: la liberté de commercer, l'abondance de l'offre de produits et le droit d'en faire la publicité.

Une génération plus tard, la ville de Lausanne souhaite interdire l'affichage commercial sur le domaine public. Cette revendication s'inscrit dans une dynamique de fond, qui a vu le canton de Vaud interdire les publicités «sexistes» dans cet espace. C'est désormais un comité Théodule, la «Commission consultative en matière de procédés de réclame à caractère sexiste», qui a la lourde tâche de statuer, en se basant sur des critères arbitraires, de la nature «problématique» d'une publicité.

Récemment, elle a été appelée à juger deux publicités d'une caisse maladie. La première mettait en scène «un randonneur nu, qui marche, avec pour seul accessoire, une carte géographique qu'il tient à la main et qui cache son sexe [...]. En arrière-plan, on peut voir un paysage montagneux typique de la Suisse. L'homme a une cinquantaine d'années [...] A droite, on peut lire: En quête de simplicité? Nous vous conseillons sans chichis.» La sentence de la commission? «Il paraît évident que ce produit n'a rien à voir avec la nudité de la personne représentée sur l'affiche. Le lien naturel entre la manière dont ce randonneur nu est représenté et une police d'assurance maladie promouvant le conseil est absent. [...] Cette affiche constitue un procédé de réclame à caractère sexiste et nécessite donc son interdiction.»

La deuxième publicité mettait en scène le face-à-face d'une femme avec un ours, avec le slogan «Pas un bon moment pour parler? Nous vous conseillons aussi via WhatsApp». Ici la commission ne souhaite pas interdire la publicité, car «la femme représentée est vêtue d'une manière tout à fait ordinaire, vraisemblable et neutre pour le genre d'activité qu'elle pratique [...]. Ses attributs sexuels (poitrine, fesses, etc.) ne sont pas particulièrement mis en avant. Elle n'arbore pas non plus une posture lascive ou provocante qui puisse susciter une attention particulière.» Sans le logo du canton de Vaud, on pourrait facilement croire que ce préavis a été rédigé par la police des mœurs d'un régime théocratique.

Le censeur moderne partage cette conviction suffisante que son prochain cède un peu facilement à la première publicité venue, et qu'il serait bon de l'en protéger. Or ce postulat contient une contradiction insoluble: le même citoyen qui semble pourtant capable de choisir les élus qui le représentent serait par contre incapable de faire face à une publicité qui montre un randonneur suisse alémanique en tenue d'Adam. ▬

Vous avez une remarque? Une lecture à me conseiller pour une prochaine chronique? N'hésitez pas à me le faire savoir par e-mail à info@nicolasjutzet.ch

«Art Basel en Suisse restera toujours notre foire phare»

ÉVÉNEMENT Maike Cruse est la nouvelle directrice de la plus grande foire d'art du monde. Elle aborde sa première édition de façon sereine et passionnée. Nous l'avons rencontrée à l'aube d'une folle semaine

PROPOS RECUEILLIS
PAR ÉLÉONORE SULSER, BÂLE
@eleonoresulser

INTERVIEW

«Je viens d'une famille de passionnés d'art, dit Maike Cruse, directrice d'Art Basel. Mes parents, mes grands-parents ont toujours fréquenté les musées et j'ai très tôt été confrontée à l'art. J'ai fait des études d'art, mais j'ai rapidement pris conscience que je ne voulais pas devenir moi-même artiste.» L'édition 2024 est la première qu'elle dirige. Mais son expérience est riche. Elle a été la responsable de la galerie Weekend à Berlin, elle a travaillé au KW berlinois (Kunst Werke, Institut pour l'art contemporain) et intégré un temps la communication d'Art Basel. Voici Maike Cruse de retour à Bâle, à la tête de la plus grande foire d'art du monde.

Ce poste de directrice d'Art Basel est-il un aboutissement pour vous? Devenir la directrice d'Art Basel, c'est quelque chose qu'on ne peut pas prévoir et cela me semble encore un peu irréel d'être dans cette position. Cela dit, c'est un travail très important, avec beaucoup de responsabilités vis-à-vis des galeries, du marché de l'art et des artistes. Je le prends très au sérieux et je ne le considère en rien comme acquis.

Etes-vous prête pour la foire? Nous avons d'excellentes présentations de 285 galeries venues de 40 pays. Des VIP venant de plus de 88 pays ont à l'heure qu'il est annoncé leur présence. Mon défi personnel, en ce moment, est surtout de garder le contrôle de mon agenda. Je vais essayer d'aller à chaque événement et à chaque réception de galerie. Cela nécessite une très bonne planification.

Comment définiriez-vous votre rôle au sein d'Art Basel? Il y a beaucoup de choses différentes, mais je dois surtout veiller à ce que Art Basel demeure la foire la plus importante du monde. C'est mon premier objectif. Je joue un rôle de modératrice entre de nombreuses personnes, les galeries, les artistes, les collectionneurs et les conservateurs, ainsi que la ville de Bâle et toutes les institutions bâloises, bref, entre tous ceux qui participent au succès de la foire.

> «Nous verrons quelques grandes artistes féminines qui ont longtemps été négligées»

J'essaie également d'aller de l'avant, d'analyser ce qui compte pour les artistes aujourd'hui et de faire évoluer la foire en conséquence. Les artistes ne participent pas seulement à Art Basel pour développer leur marché et vendre, mais aussi pour se situer, se placer dans un contexte. Et je crois que nous devons développer des moyens qui leur permettent d'y parvenir. Les artistes sont la partie la plus importante de l'événement. Sans eux, nous ne serions pas là.

Avez-vous apporté des changements majeurs dans cette édition? Nous nous intéressons beaucoup à la diversification et au rajeunissement de la foire. Cette année, nous présentons 22 nouveaux participants à Art Basel. C'est un chiffre assez élevé. Six viennent de pays asiatiques. Nous amenons beaucoup de nouveaux visages, ce qui est formidable.

Par ailleurs, nous avons étendu le programme dans la ville de Bâle. Cela commence par un champ de blé d'Agnès Denes qui sera installé sur la Messeplatz, une œuvre qui restera à Bâle jusqu'en août, jusqu'à ce que nous récoltions le blé. Nous avons recontextualisé *Parcours*, l'exposition qui a lieu dans l'espace public. Nous l'avons transportée dans la Clara Straße, une rue commerçante qui va de la Messeplatz au Rhin.

Que pourra-t-on y voir? Il s'agit d'une exposition sur la mobilité et la transformation des villes d'aujourd'hui et sur les processus écologiques, curatée pour la première fois par Stefanie Hessler de l'Institut suisse. Beaucoup d'artistes importants y participent en produisant de nouvelles œuvres pour ce site, comme Alvaro Barrington, Rirkrit Tiravanija, Lap-See Lam, Dominique Gonzalez-Foerster en collaboration avec Paul B. Preciado. Nous avons aussi créé un nouveau lieu, le Merian. Un ancien hôtel doté d'un bar, d'un restaurant et d'une terrasse. Nous y présenterons un programme élaboré par de jeunes conservateurs internationaux qui, pour la première fois, se déroulera en soirée et pendant la nuit.

La marque Art Basel se décline aux quatre coins du monde à Paris, Miami et Hongkong. Quels sont les atouts de Bâle? Les différentes foires collaborent étroitement et profitent les unes des autres. La nouvelle foire parisienne élargit notre réseau et nous amène de nombreux nouveaux collectionneurs de France, certains collectionneurs plus jeunes aussi, qui viennent ensuite à Bâle. C'est vrai aussi pour Miami et Hongkong. Mais Art Basel à Bâle restera toujours notre foire phare. Nulle part ailleurs notre programme n'est aussi vaste, avec 285 galeries venues de 40 pays, un secteur moderne très fort que nous n'avons pas dans nos autres foires. Sans compter *Unlimited*. Art Basel à Bâle reste une foire unique en son genre et un véritable vaisseau amiral.

Qu'apporte Bâle, en tant que ville, à la foire? La ville de Bâle, sa configuration ainsi que ses institutions sont des éléments très importants du succès de cette semaine. Les Bâlois sont des passionnés d'art. Tous les enfants connaissent Art Basel et le Kunstmuseum, tous savent que les Bâlois ont acheté un Picasso pour le Kunstmuseum il y a de nombreuses années.

Quant à la Fondation Beyeler, elle fait partie de l'ADN de la ville. Cette année, les expositions sont prestigieuses, diverses, qu'il s'agisse de Dan Flavin ou d'*Un siècle de peinture figurative panafricaine* qui réécrit en quelque sorte l'histoire de l'art et que tout le monde doit voir, sans oublier l'exposition expérimentale à la Fondation Beyeler. Elles constituent sans aucun doute un attrait supplémentaire pour nos invités internationaux. Je n'aurais pas pu imaginer de meilleures expositions pour ma première édition d'Art Basel à Bâle.

L'emplacement compte? Oui. A Bâle, nous sommes vraiment au cœur de l'Europe. Nous sommes très proches de Londres, Paris, Berlin, Milan, Lausanne. Tout le monde peut donc venir ici très facilement. Et puis, notre contexte est vraiment suisse. La plupart de nos VIP et des visiteurs sont suisses, puis allemands. Les Etats-Unis sont le troisième pays qui nous rend visite. D'autres feront le voyge depuis le Japon, l'Indonésie, l'Argentine, le Canada, ou encore le Sénégal. Les gens viennent vraiment de partout, mais une majorité vient de Suisse.

Quelles sont les grandes tendances en matière d'art que vous observez cette année? Nous le saurons vraiment quand nous aurons vu l'exposition. Pour moi aussi, le jour le plus excitant, c'est la veille de l'ouverture, quand tout le monde ouvre ses boîtes et que nous voyons ce qui va vraiment arriver. Mais je sais déjà que nous verrons quelques grandes artistes féminines qui ont longtemps été négligées, comme Agnes Denes, 93 ans et qui est une pionnière du land art et de l'art écologique, qui exposera sur Messeplatz. Miriam Cahn présentera aussi une installation dans une grande salle à *Unlimited*. La Galerie Frank Elbaz présente une œuvre de l'artiste textile américaine Sheila Hicks, née en 1934.

Nous avons également un lien traditionnel avec les artistes exposés à la Biennale de Venise. Comme, par exemple, La Chola Poblete, artiste indigène argentine et l'artiste angolaise Sandra Poulson, toutes deux exposées dans *Statements*, le secteur dédié aux artistes émergents. Dans *Parcours*, nous présentons des œuvres d'Eva Koťatkova, qui occupe le Pavillon tchèque, et de la Suédoise Lap-See Lam, qui expose dans le Pavillon nordique de la Biennale de Venise. ▬

Art Basel, du 13 au 16 juin. Artbasel.com

La foire, que Maike Cruse dirige désormais, présente un vaste programme cette année, avec 285 galeries venues de 40 pays. (BÂLE, JANVIER 2024

A Vidy, l'heure de la mobilisation

SCÈNES A la tête du théâtre lausannois, Vincent Baudriller propose jusqu'en janvier une vingtaine de spectacles engagés, autant de pièces aux prises avec nos actualités

ALEXANDRE DEMIDOFF
@alexandredmdff

Il est revenu, le temps des coups de massue. C'est celui du repli, des grandes frousses, d'une fragilité soudain palpable. Le Théâtre de Vidy, son directeur Vincent Baudriller et ses équipes veulent endiguer la tendance dans une première partie de saison riche d'une vingtaine de pièces, performances et concerts. Le patron de la maison lausannoise revendiquait, lundi devant la presse, une attention aux grands sujets que sont, martèle-t-il, la décolonisation, la dégradation de la planète, la condition des femmes. Cela ne fait pas forcément une offre très joyeuse, mais cohérente et exigeante.

Bonheurs enfuis

On peut certes regretter l'absence de ces grands classiques qui sont parfois nos miroirs davantage que certains opus contemporains – comme *La Mouette* naguère, montée ici même par l'Allemand Thomas Ostermeier. Ou celle de sagas qui fédèrent les générations comme *Le Ciel de Nantes* de Christophe Honoré cette saison. Mais Vincent Baudriller assume sa perspective. Comment la définir? On la dira politique, biographique et mémorielle.

Dans cet orbe, on fêtera Yvette Théraulaz d'abord. L'écorchée magnifique du théâtre romand a inspiré à Pascal Rambert, auteur souvent intéressant, *L'Interview 2*. Elle incarnera une danseuse à la retraite ramenant à la lumière le menu fretin de ses bonheurs d'autrefois, aiguillonnée par une jeune femme – la comédienne Clémentine Le Bas. Ce duo lancera la saison le 19 septembre.

Ce même jour, dans une veine affectueuse et documentaire, le couple vaudois Claire de Ribaupierre et Massimo Furlan continuera, après *Les Italiens*, de donner la parole à ces travailleurs transalpins qui se sont établis en Suisse dans les années 1960. A plus de 70 ans, Giuseppina, qui a travaillé dans l'horlogerie, remontera le temps dans *Le Lasagne della Nonna*. Autour d'elle, son petit-fils, Davide, et Ali, tous deux amateurs de drag.

Autre déflagration, intime et épidermique, celle-là. La performeuse brésilienne Carolina Bianchi reprendra *A Noiva e o Boa Noite Cinderela*, anatomie d'un féminicide présenté à La Bâtie en 2023. La danseuse argentine Marina Otero, elle, exprimera «le besoin d'amour», selon les mots de Vincent Baudriller, de personnes atteintes de troubles de la personnalité. Son *Kill me* devrait crisser de partout.

Tenir debout, malgré les outrages. C'est ce que font Marina Otero et Carolina Bianchi. C'est ce que prônent les interprètes magnifiques de *Black Lights* de la chorégraphe française Mathilde Monnier, à l'affiche du 6 au 9 novembre, après le Théâtre populaire romand de La Chaux-de-Fonds la saison passée. Actrices et danseuses mettent des mots sur des violences subies par des femmes.

Texte entêtant

Vous aspirez à la surprise d'un texte entêtant? Alors, ne manquez pas, fin novembre, *L'Amante anglaise* de Marguerite Duras, servie par trois interprètes royaux – Nicolas Bouchaud, Dominique Reymond et Laurent Poitrenaux – dirigés par la très fine Emilie Charriot. Dans un registre frapadingue, on peut aussi miser sur *Les Chats (ou ceux qui frappent et ceux qui sont frappés)*, comédie musicale conçue par les toujours détonnants Marlène Saldana – interprète géniale de Christophe Honoré – et Jonathan Drillet.

Le mot de la fin? Laissons-le au poète et comédien congolais Dieudonné Niangouna qui proposera, en janvier, *Opération Rumba*. Une histoire «pleine de bruits, de fureur et de joie…» Il invite le public «à danser, à tourner les reins, les fesses, le visage, à joindre l'utile à l'agréable». Une forme d'allégresse dans l'engagement. A Vidy, la mobilisation poétique est un acte de foi. ▬


SALVATORE VINCI/13PHOTO)

Avant l'art des villes, Bâle explore l'art aux champs

CAMPAGNE La troisième édition du Basel Social club se veut agreste et festive: 116 œuvres et installations sont exposées librement en plein air et en pleins prés

Promenons-nous dans les bois, promenons-nous dans les champs… en quête d'œuvres d'art. Oui, vous êtes bien à Bâle, à la veille de l'ouverture d'Art Basel, en marge de cette foire mondiale, d'une folle semaine de vernissage, de prix, d'arrivée massive de VIP – selon le terme consacré – et de ventes potentiellement mirobolantes.

Art Basel ouvre ce jeudi au public, mais depuis dimanche et jusqu'au 16 juin, amateurs et amatrices d'art sont invités à découvrir, en toute liberté, le Basel Social Club, qui, cette année, s'étend sur 50 hectares de terres cultivées, de l'orée de la forêt jusqu'à celle de la ville. Là, des artistes, des galeries, des performeurs et performeuses du monde entier sont à découvrir au détour d'un cerisier, dans la cour d'une buvette de campagne, à l'orée d'un bois, le long des routes étroites qui quadrillent la campagne.

> **Les cerisiers, chargés de fruits presque mûrs, dessinent-ils un chemin?**

Ici, mieux vaut troquer ses hauts talons contre des baskets. Prendre un vélo ou un bus peut être utile pour s'aventurer au milieu des prés, loin du centre, loin de la Messeplatz où trône pourtant déjà, comme un écho lointain, un champ de blé encore vert, posé là par l'artiste pionnière de l'art et de l'écologie Agnes Dénes, 92 ans, en mémoire de *Wheatfield – A Confrontation*, qu'elle installa en 1982 à Manhattan.

Mais pour l'heure nous sommes à Bâle-Campagne pour la troisième édition du Basel Social Club, qui, depuis 2022, date de son lancement par un collectif de galeries et d'artistes locaux et internationaux, se réinvente chaque année. Installée dans une villa pour sa première édition, la manifestation a migré l'an passé vers une ancienne usine Thomy pour se retrouver aujourd'hui en plein air, sous le ciel changeant du printemps 2024.

Canapés à la verticale

Avec malice, la carte interactive qui guide le public d'œuvre en œuvre signale un *Blumenfeld* («champ de fleurs»), parmi les 116 installations présentées: les coquelicots s'en donnent à cœur joie. Très vite pourtant, la galerie se rappelle à nous. L'artiste Markus Müller a planté – à la verticale – de grands canapés opulents, où l'on aurait pu s'asseoir et parler art ou affaire si on ne risquait pas d'en tomber. Pour plus de stabilité, voici *Bench* (2024), un banc de bois blanc, forcément minimal, qu'Olivier Mosset a installé sous la ramée.

L'agraire, l'écologie, la récup, le local sont à la fête. Terre, sable, produits locaux, détournements de machines agricoles, vent, eau, lumière, arbres et plantes sont autant de médiums; au point qu'on se demande parfois si l'on est ou non en face d'une œuvre. Les cerisiers, chargés de fruits presque mûrs, dessinent-ils un chemin?

Un public singulier vient parfois se mêler aux regardeurs et regardeuses itinérants. Ainsi la réédition, dimanche, par Vera Flück et la Galerie Molitor de *Blind Cut, Lawnmower Drawing* (1987) – une performance imaginée par l'artiste allemande Margaret Raspé, qui consiste à tracer des carrés dans un champ, les yeux bandés, à l'aide d'une tondeuse – a-t-elle attiré des badauds inhabituels: tout un troupeau de vaches s'est pressé aux premières loges, tandis que l'orage menaçait. Un parcours des champs incongru et joyeux, festif et parfois émouvant. ▬ E. SR

Basel Social Club, jusqu'au 16 juin.
Baselsocialclub.com

MAIS ENCORE

Prix suisses de l'art et du design
L'Office fédéral de la culture a remis hier 11 Prix suisses d'art et 17 Prix suisses de design. Les œuvres des lauréats seront exposées pendant Art Basel. A noter que trois Romandes sont récompensées dans la catégorie «Art»: Marisa Cornejo, une Chilienne qui vit et travaille à Genève; la Vaudoise Idle Hands (Sophie Ballmer), ainsi que la Française Lou Masduraud, basée à Genève. (ATS)

«Je me trouvais lâche à n'en parler à personne, alors qu'elles étaient si nombreuses à se jeter dans la vague #MeToo. Et puis j'ai trouvé le courage»


(VIERZON, 4 JUIN 2022/SYLVAIN LEFEVRE/GETTY IMAGES)

PROFIL

1975 Naissance à Nantes.

2000 Valide son diplôme d'avocate.

2008 Démissionne pour se lancer dans le seule en scène.

2009 Premier spectacle «(Il était une fée)».

2021 Réalise son premier film, «Flashback».

2024 «In Vigneaux Veritas», son quatrième spectacle.

Son rire, sa revanche

CAROLINE VIGNEAUX

L'avocate à succès avait tout plaqué pour tenter sa chance sur les planches. Mission accomplie quinze ans plus tard: elle fait salle comble partout où elle passe

PHILIPPE CHASSEPOT

Samedi 30 mars, Théâtre Edouard VII, en plein cœur de Paris. Une Caroline Vigneaux de gala s'agite sous nos yeux, en total contrôle de son spectacle et des vannes qui défilent à la chaîne – même si parfois un peu forcées, effrayée qu'elle est à l'idée que certains ne captent pas le second degré… Et puis en toute fin de soirée, sa carapace fout le camp d'un coup d'un seul. C'était sa dernière fois dans la sublime enceinte parisienne, après trois mois à guichets fermés; l'émotion la submerge, menace de l'engloutir. Elle s'en sort de justesse, ne veut plus quitter son public, reparle de sa maison qu'elle a dû hypothéquer pour assurer les frais de location – elle se produit elle-même. Elle nous dit: «Surtout vivez vos rêves, n'hésitez pas, foncez, écoutez-vous.» Elle le répète, encore et encore, tel un mantra qui contiendrait le secret de l'existence.

Pourquoi une telle injonction à vouloir balayer toute prudence dans nos choix de vie? Parce que c'est ce qu'elle a fait il y a une quinzaine d'années, et qu'elle en recueille aujourd'hui les fruits gorgés de sucre et de délices. Caroline Vigneaux était une brillante avocate en 2008, avec un salaire posé entre 15 000 et 20 000 francs mensuels, et une vie de dingue sept jours sur sept. Mais elle avait envie de faire rire les gens, alors elle a tout plaqué pour se lancer.

Traumas

Une attitude à la limite de la témérité? Elle n'est même pas sûre que le courage soit ici une vertu nécessaire: «Il faut surtout apprendre à s'écouter et savoir gérer la peur. Là où je suis vraiment fière, c'est que j'ai réussi à suivre mon intuition. J'avais tellement ça en moi que j'ai foncé jusqu'au bout.» La tentation du statu quo l'a pourtant taquinée, puisqu'elle a reçu des propositions d'embauche en or et même la possibilité de créer son propre cabinet, tout ça au moment même où elle voulait tout quitter. «Je me suis d'abord dit que c'était injuste que ça arrive là, que ça rendait ma décision encore plus difficile. Mais c'était tout l'inverse, et je remercie l'univers pour ça, parce que j'y suis quand même allée malgré la tentation. C'était la preuve que c'était vraiment ancré en moi», dit-elle aujourd'hui.

Elle a connu les bides, les moments de malaise «où on a envie de s'enterrer». Si elle a pensé à faire machine arrière et reprendre la robe? «Mais bien sûr, des tonnes de fois, surtout quand il n'y avait personne dans la salle. Et quand je dis personne, c'est zéro spectateur hein, je ne jouais même pas. Le bouche à oreille a pris du temps, mais qu'est-ce que c'était dur moralement…», raconte-t-elle.

Elle a trouvé les clés à sa façon puisque, fait rare dans ce milieu, elle écrit absolument seule. Elle a bien tenté le coup avec un coauteur pour ce spectacle, mais son contenu était bien trop personnel pour être partagé dans sa conception. Elle y évoque la mort de son père, qui continue de la bouleverser au-delà du concevable, et les agressions sexuelles qu'elle a vécues: trois, dont un viol. Des traumas qu'elle ose aborder après des années de silence absolu. Une victoire, là aussi: «Je me trouvais lâche à n'en parler à personne, alors qu'elles étaient si nombreuses à se jeter dans la vague *#MeToo*. Et puis j'ai trouvé le courage, et le message est évident: si j'arrive à faire rire avec ça, c'est que nous, les victimes, ne sommes pas abîmées à ce point-là; qu'on ne peut être réduites au silence.»

Notre conversation dérive vers le féminisme, sans surprise. Elle refuse de se placer dans une quelconque hiérarchie, entre postures *hardcore* de la nouvelle génération et relative prudence des pionnières. Trouve qu'il y a des «connes» chez les femmes au moins égales aux «cons» chez les hommes; qu'être féministe ne signifie pas être plus intelligente que les autres, «mais juste que vous avez un engagement».

Rendez-vous au Grand Rex

«J'adore les hommes, mais le patriarcat, c'est non, tranche-t-elle. C'est un système qui a fait beaucoup de mal aussi aux hommes, à ceux plus «poétiques», par exemple. Combien de garçons hyper-sensibles ont dû vivre l'enfer, parce qu'il fallait en «faire des mecs absolument!» Elle replonge en adolescence, réalise qu'elle a quand même vécu des choses effarantes: «Non mais on regardait Benny Hill en famille! Pour ceux qui n'ont pas connu, c'étaient des petits vieux qui couraient après des meufs à poil en prime time, et nos parents validaient. Et Collaro! On chantait le générique avec ma sœur, on voulait être coco-girls! On a vécu ça sans être choquées, à se demander aujourd'hui comment ça a pu être possible.»

Retour à cette dernière soirée de mars. Elle avoue avoir ouvert les vannes après-coup, pas celles qu'elle lâche sur scène, mais ses torrents de larmes: «J'ai beaucoup pleuré juste après le spectacle, oui. C'était la fin de deux ans de travail, de risques financiers, de traumas et d'émotions évoqués tous les jours. J'avais bien tenu jusqu'ici, mais c'était plus possible.» Plus de 30 000 spectateurs sont venus en dix semaines: elle gardera donc sa maison, pas de souci. Elle a même réservé le Grand Rex parisien et ses 3000 places pour trois soirs en mars 2025. Elle se demande comment elle va faire pour le remplir. Le stress l'a déjà rattrapée…

Un jour, une idée

Chromothérapie et saveurs mexicaines


(DR)

Comme un passage dans un joyeux marché, le restaurant genevois El Catrin inonde votre rétine de son avalanche de couleurs. La décoration se compose d'une constellation d'objets divers, sélectionnés au Mexique, qui vont des banderoles découpées habillant les plafonds à d'autres œuvres d'artistes mexicains. Comme les miroirs sur lesquels Giovanni Bautista peint des phrases amusantes, selon le lettrage typique des commerces au pays, le «rotulo». Ou, signés par Efrefroy, les grands photomontages au mur proposant un tendre télescopage entre culture populaire et icônes mexicaines.

Tareq nous montre aussi les représentations de la Vierge de Guadalupe, discrètes mais récurrentes, qui veille sur les convives. Démarré en 2016 sur une surface plus petite, le restaurant a grandi, mais toujours dans le respect de son âme mexicaine, et plus précisément d'Oaxaca. En effet, Tareq mène son restaurant avec sa femme Gabriela Castellanos qui est cheffe et a préalablement travaillé dans l'académie de son frère Rodolfo, récemment vainqueur du *Top Chef* national.

Florilège de tacos

Les tortillas de blé sont faites maison, mais pour celles de maïs, Tareq et Gabriella ont trouvé un fournisseur d'exception à Zurich, qui les produit à partir de la céréale brute. Les viandes qui agrémentent les tacos sont travaillées avec des cuissons lentes. Comme le porc mariné, grillé à la broche verticale, accompagné de coriandre, oignons, ananas et citron vert ou encore le poulet effiloché avec haricots, fromage frais, salsa taquero et oignons frits. Côté mer, on peut déguster des tacos aux beignets de poisson, mais aussi aux crevettes, avec poivrons, céleri, fromage grillé et «salsa Macha». Cette dernière, qui allie des notes pimentée, fumée et légèrement sucrée, est concoctée maison par Gabriela à partir de deux types de piments différents, mélangés avec des cacahuètes, du sésame grillé, des canneberges, du gros sel et de l'huile d'olive.

Cocktail national, la margarita côtoie de nombreuses propositions de mixologie originales, ainsi qu'un petit assortiment de tequilas et de mezcals, dont le goût fumé a creusé son sillon dans les palais occidentaux, notamment grâce au charme de sa production artisanale.

Restaurant El Catrin, rue de Richemont 7, Genève, tél. 078 770 15 54, elcatringeneva.com